



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n°40 du 5 décembre 2006

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- * sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

- * aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 6 décembre 2006.

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1256
CABINET	1256
SERVICE INTERMINISTERIEL DE DEFENSE ET DE PROTECTION CIVILE	1256
Extrait de l'arrêté n° S.I.D.P.C./2006-218 du 24 novembre 2006 relatif à l'approbation du plan intempéries de la zone Est version 2006-1	1256
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	1256
BUREAU DES REGLEMENTATIONS	1256
Extrait de l'arrêté fixant les dates de la session 2007 de l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi	1256
Extrait de l'arrêté portant retrait d'une habilitation de tourisme	1256
Extrait de l'arrêté portant retrait d'un agrément de tourisme	1256
Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	1256
Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Toul	1256
Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Frouard	1256
Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Vandœuvre-les-Nancy	1257
Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	1257
Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	1257
Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Pompey	1257
Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Villers-les-Nancy	1258
Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Blénod-les-Pont-à-Mousson	1258
Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Landres	1258
Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Saint-Max	1258
Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Marbach	1258
Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Laxou	1259
Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Pompey	1259
Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Laxou	1259
Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Blâmont	1259
Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Conflans-en-Jarnisy	1260
Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy	1260
Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Frouard	1260
Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Frouard	1260
Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Blâmont	1260
Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Seichamps	1261
Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Pulnoy	1261
Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Messein	1261
Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Ludres	1261
Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Houdemont	1262
BUREAU DES ETRANGERS	1262
Extrait de l'arrêté relatif à la composition de la commission du titre de séjour	1262
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES	1262
BUREAU DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	1262
Extrait de l'arrêté interpréfectoral n° 3233 du 14 novembre 2006 modifiant l'arrêté interpréfectoral n° 1418 du 5 mai 2000 approuvant les caractéristiques de la canalisation de transport d'éthylène DN 200 Carling-Viriat modifié par l'arrêté interpréfectoral n° 631 du 18 mars 2004	1262
Extrait de l'arrêté de prescription du Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (PPRI) d'inondations du Madon sur les communes de Bainville-sur-Madon, Ceintrey, Haroué, Lemaître, Pierreville, Pont-Saint-Vincent, Voimont, Xeulley et Xirocourt	1262
Extrait de l'arrêté prescrivant l'opposabilité immédiate à la commune de Giraumont du projet de Plan de Prévention des Risques Miniers des communes de Conflans-en-Jarnisy, Giraumont, Hatrize, Jarny et Labry	1263
Extrait de l'arrêté de composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites	1263
Extrait de l'arrêté portant désignation du comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectifs du Site d'Importance Communautaire et Zone de Protection Spéciale FR 4100216 – FR 4110061 « Marais de Pagny-sur-Meuse »	1264
Extrait de l'arrêté portant désignation du comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectifs du Site d'Importance Communautaire FR 4100162 « Pelouses d'Allamps et zones humides avoisinantes »	1265
Extrait de l'arrêté portant désignation du comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectifs du Site d'Importance Communautaire FR 4100163 « Pelouses du Toulou »	1265
Avis de demande de constitution d'un groupe de travail appelé à élaborer un règlement de publicité à Pompey	1265
Extrait de l'arrêté du 19 octobre 2006 portant 1°) déclaration d'utilité publique a) de la dérivation du captage de la source de la Vignotte par la commune de They-sous-Vaudémont et b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau et 2°) autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine	1266
Extrait de l'arrêté portant : 1°) déclaration d'utilité publique de la dérivation des sources de Moulin Bas par la commune de Thuilley-aux-Groselles b) d'établissement des périmètres de protection de ces points d'eau 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine	1267
Extrait de l'arrêté préfectoral déclarant d'intérêt général et autorisant les travaux de restauration du Clos Pré à Damelevières	1269
Extrait de l'arrêté préfectoral fixant des prescriptions dans le cadre de travaux d'assainissement collectif à Vroncourt soumis au régime de la déclaration	1270
Extrait de l'arrêté du 31 octobre 2006 portant 1°) déclaration d'utilité publique a) de la dérivation de la source de Moulin par le syndicat intercommunal des eaux de Seille-et-Moselle, sur la commune de Bouxières-aux-Chênes et b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau et 2°) autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine	1270
Extrait de l'arrêté autorisant les agents et mandataires de GRT gaz à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées pour procéder aux études et opérations de piquetage topographiques nécessaires au projet de renforcement de l'artère nord est distribuant le gaz naturel par la pose d'une canalisation entre Petit-Tenquin (Moselle) et Cerville (Meurthe-et-Moselle)	1272
BUREAU DU MANAGEMENT STRATEGIQUE DES SERVICES DE L'ETAT ET DES AFFAIRES FINANCIERES	1273
Extrait de l'arrêté portant transfert d'affectation d'un ensemble immobilier domanial à Neuves-Maisons	1273
BUREAU DE LA SOLIDARITE, DE LA COHESION SOCIALE ET DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	1273
Extrait de décision de la commission nationale d'équipement commercial	1273
Extrait de l'arrêté modificatif de la composition des membres de la commission consultative départementale des gens du voyage	1273
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	1273
Extrait de l'arrêté du 22 novembre 2006 modifiant l'arrêté du 20 décembre 2005 portant constitution de la commission tripartite locale	1273
BUREAU DES CONCOURS FINANCIERS ET DU CONTROLE BUDGETAIRE	1274
Extrait de l'arrêté interpréfectoral n°610/2006 portant dissolution du syndicat intercommunal pour la gestion des services d'incendie et de secours de la circonscription du centre de secours principal de Mirecourt	1274
Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2006 autorisant la nomination d'un régisseur d'État auprès de la police municipale de Laxou	1274
Extrait de l'arrêté du 10 novembre 2006 portant nomination du comptable de la régie chargée de la gestion de l'Opéra national de Lorraine	1274
BUREAU DU CONSEIL, DE L'INTERCOMMUNALITE ET DU CONTROLE DE LEGALITE	1274
Extrait de l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2006 autorisant la modification des statuts de la communauté de communes de Seille et Mauchère dans le cadre de la définition de l'intérêt communautaire	1274
Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 16 octobre 2006 (Vosges) et du 17 novembre 2006 (Meurthe-et-Moselle) autorisant la modification des statuts de la communauté de communes « EPCI du pays de Colombey et du sud Toulou » dans le cadre de la définition de l'intérêt communautaire	1275
Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 23 octobre 2006 (Moselle) et 13 novembre 2006 (Meurthe-et-Moselle) autorisant la modification des statuts du syndicat intercommunal d'assainissement de l'Orne-Aval	1275

Extrait de l'arrêté du 14 novembre 2006 autorisant la modification des statuts de la communauté du Mirabée dans le cadre de la définition de l'intérêt communautaire 1275

SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE 1275

Extrait de l'arrêté du 30 octobre 2006 modifiant les statuts du syndicat intercommunal d'assainissement du Sânon (transfert du siège en mairie de Sommerville) 1275

Extrait de l'arrêté du 2 novembre 2006 portant dissolution du syndicat mixte de construction et de gestion d'un centre de tri sur le Lunévillois 1275

Extrait de l'arrêté du 7 novembre 2006 approuvant la modification des statuts de la communauté de communes du Badonvillois dans le cadre de la définition de l'intérêt communautaire 1275

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT 1276

AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE 1276

Extrait de la délibération n°115/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06, relative à l'adhésion du régime social des indépendants à la convention collective de l'A.R.H. de Lorraine 1276

Extrait de la délibération n°121/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'avenant au C.O.M. plan hôpital 2007 du centre Jacques Parisot à Bainville sur Madon 1276

Extrait de la délibération n°122/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'avenant au C.O.M. plan hôpital 2007 du centre hospitalier de Lunéville 1276

Extrait de la délibération n°123/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'avenant au C.O.M. plan hôpital 2007 du centre Alexis Vautrin à Vandœuvre-les-Nancy 1277

Extrait de la délibération n°124/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'avenant au C.O.M. plan hôpital 2007 du centre hospitalier de Bar-le-Duc 1277

Extrait de la délibération n°125/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'avenant au C.O.M. plan hôpital 2007 du centre de soins à Gorze 1277

Extrait de la délibération n°126/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'avenant au C.O.M. plan hôpital 2007 du S.I.H. à Lorquin 1277

Extrait de la délibération n°128/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'avenant au C.O.M. plan hôpital 2007 du centre hospitalier d'Epinal 1277

Extrait de la délibération n°129/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'avenant au C.O.M. plan hôpital 2007 du centre hospitalier de Saint-Dié 1277

Extrait de la délibération n°130/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'avenant au C.O.M. plan hôpital 2007 du centre hospitalier de Vittel 1277

Extrait de la délibération n°131/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'accord contractuel plan régional d'investissement en santé mentale du C.P.N. à Laxou 1277

Extrait de la délibération n°132/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'accord contractuel plan régional d'investissement en santé mentale du C.H.U. à Nancy 1277

Extrait de la délibération n°133/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'accord contractuel plan régional d'investissement en santé mentale du centre hospitalier à Briey 1277

Extrait de la délibération n°134/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'accord contractuel plan régional d'investissement en santé mentale du centre hospitalier à Saint-Nicolas-de-Port 1277

Extrait de la délibération n°135/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'accord contractuel plan régional d'investissement en santé mentale de l'A.H.B.L. à Mont-Saint-Martin 1278

Extrait de la délibération n°136/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'accord contractuel plan régional d'investissement en santé mentale du centre hospitalier à Verdun 1278

Extrait de la délibération n°137/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'accord contractuel plan régional d'investissement en santé mentale du C.H.S. à Fains Veel 1278

Extrait de la délibération n°138/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'accord contractuel plan régional d'investissement en santé mentale du C.H.S. à Sarreguemines 1278

Extrait de la délibération n°139/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'accord contractuel plan régional d'investissement en santé mentale du C.H.S. à Lorquin 1278

Extrait de la délibération n°140/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'accord contractuel plan régional d'investissement en santé mentale du C.H.S. à Jury 1278

Extrait de la délibération n°141/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'accord contractuel plan régional d'investissement en santé mentale du C.H.R. de Metz-Thionville 1278

Extrait de la délibération n°142/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'accord contractuel plan régional d'investissement en santé mentale du C.H.S. de Ravenel Mirecourt 1278

Extrait de la délibération n°143/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant le C.O.M. de l'H.A.D.A.N. 1278

Extrait de l'arrêté n° 7 du 20 novembre 2006 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey/Lay-Saint-Christophe 1278

Extrait de l'arrêté n° 15 du 20 novembre 2006 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Lunéville 1279

Extrait de l'arrêté n° 17 du 20 novembre 2006 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Briey 1279

Extrait de l'arrêté n° 20 du 20 novembre 2006 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy 1280

AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE 1280

UNION REGIONALE DES CAISSES D'ASSURANCE MALADIE DE LORRAINE 1280

Extrait de l'avenant à la décision conjointe de financement modificative ARH/URCAM du 4 juillet 2006 concernant le réseau NEPHROLOR/TRANSPLANTELIC 1280

Extrait de l'avenant à la décision conjointe de financement modificative ARH/URCAM du 4 juillet 2006 concernant le réseau ICALOR 1281

Extrait de l'avenant à la décision conjointe de financement modificative ARH/URCAM du 4 juillet 2006 concernant la Maison du Diabète et de la Nutrition de Nancy 1281

Extrait de la décision conjointe de financement modificative ARH/URCAM concernant le réseau HERMES 1281

Extrait de la décision conjointe de financement modificative ARH/URCAM concernant le réseau ONCOLOR 1281

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT 1282

Extrait de l'arrêté interpréfectoral n° DDE54/CGM-2006-01 fixant la date de prise en charge par la DIR Est notamment de l'entretien, de l'exploitation et de la gestion du trafic sur les routes nationales de Meurthe-et-Moselle 1282

Extrait de l'arrêté autorisant le changement d'appellation de l'OPAC de Meurthe-et-Moselle en Meurthe-et-Moselle HABITAT 1282

Avis de parution d'un arrêté autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Glonville 1282

Avis de parution d'un arrêté autorisant EUROPEANS HOMES à exécuter des travaux sur la commune de Saint-Nicolas-de-Port 1282

Avis de parution d'un arrêté autorisant EUROPEANS HOMES à exécuter des travaux sur la commune de Messein 1282

Extrait de l'arrêté n° 06 DE 010 PFU approuvant la carte communale de Clayeuses en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme 1283

SECRETARIAT LOGEMENT SOCIAL 1283

Extrait de l'arrêté portant octroi à Meurthe & Moselle HABITAT d'une subvention pour le changement d'usage de 2 logements n° 4672 et 4673 situés au rez de chaussée de l'immeuble 10, avenue Chopin à Liverdun 1283

SERVICE DE L'URBANISME ET DES AFFAIRES JURIDIQUES 1283

Extrait de l'arrêté n° 15 DE 06 SERUAJ/AJF rendant cessibles à l'établissement public foncier de Lorraine les acquisitions foncières nécessaires à la démolition de bâtiments vétustes, aux travaux de voirie, de réseaux divers de desserte et à la construction de logements sociaux, sous la forme d'une opération d'habitat collectif dite "îlot Tivoli" située entre le carrefour rue Leclerc/rue Fanny et la rue du Tivoli sur la commune de Dombasle-sur-Meurthe 1283

Extrait de l'arrêté n° 16 DE 06 SERUAJ/AF de déclaration d'utilité publique - Commune de Montigny - Acquisition d'un immeuble bâti sis au 15 Grande Rue cadastré section B n° 206, lieu-dit "Le Village" en vue de sa réhabilitation avec élargissement de la rue dite "de Derrière l'Eglise" et construction d'un mur de soutènement pour l'aménagement général du centre du village 1283

SERVICE GESTION ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES 1283

Extrait de l'arrêté n° 2006/DDE/057/CDER - Travaux de construction du giratoire de Thiébauménil – RN 333 - Prorogation.....	1283
Extrait de l'arrêté n° 2006/DDE/058/CDER - Construction échangeur entre la future et actuelle R.N. 59 - Prorogation.....	1284
Extrait de l'arrêté n° 2006/DDE/059/CDER - Travaux de génie civil sur l'A31.....	1284
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	1284
SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE.....	1284
Extrait de l'arrêté DDASS/AES /JFL/MC n°3783 – Refus de transfert d'officine de pharmacie.....	1284
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/N° 3823 portant habilitation du Centre hospitalier de Lunéville en tant que centre d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles.....	1284
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/N°3830 portant habilitation du Centre Hospitalier de Mont-Saint-Martin en tant que centre de vaccination, centre de lutte contre la tuberculose et centre d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles.....	1284
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/N°3833 portant habilitation du Centre hospitalier de Pont-à-Mousson en tant que centre d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles.....	1285
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/N° 3834 portant habilitation du Centre de Santé de la MGEN en tant que centre d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles.....	1285
Extrait de l'arrêté DDASS/AES N° 802/06 du 9 novembre 2006 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale - Autorisation n° 54-38.....	1285
SERVICE AES CELLULE « ACTIONS DE SANTE ».....	1285
Extrait de l'arrêté N° 3828 fixant pour l'année 2006 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile géré par l'association Accueil et Réinsertion Sociale (A.R.S.).....	1285
Extrait de l'arrêté N° 3829 fixant pour l'année 2006 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile de Pompey géré par la S.E.M. SONACOTRA.....	1286
Extrait de l'arrêté N° 3830 fixant pour l'année 2006 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Herseange géré par la S.E.M. SONACOTRA.....	1286
Extrait de l'arrêté N° 3831 fixant pour l'année 2006 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Essey-lès-Nancy géré par la S.E.M. SONACOTRA.....	1286
Extrait de l'arrêté N° 3832 fixant pour l'année 2006 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Homécourt géré par la S.E.M. SONACOTRA.....	1287
SERVICE PROTECTION SOCIALE / BRANCHE MALADIE.....	1287
Extrait de l'arrêté S.G.A.R. N° 2006- 488 en date du 25 octobre 2006 portant nomination des membres du Conseil de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy.....	1287
SERVICE SOLIDARITE-AUTONOMIE.....	1287
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N°3826 autorisant l'extension du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Villers-lès-Nancy.....	1287
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N°3827 autorisant l'extension du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Mont-Saint-Martin.....	1288
Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N°3828 autorisant l'extension du service de soins infirmiers a domicile pour personnes âgées de Nancy, rue de Dieuze.....	1288
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET.....	1288
Extrait de l'arrêté portant modification de la composition de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle.....	1288
SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES.....	1288
Extrait de l'arrêté n° 464/DDAF/ITEPSA fixant pour l'année 2006, les taux des cotisations complémentaires d'assurance maladie, invalidité et maternité, d'assurance vieillesse agricole, de prestations familiales dues au régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles, ainsi que les taux des cotisations complémentaires d'assurances sociales agricoles dues pour l'emploi de main-d'œuvre salariée.....	1288
SERVICE ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER.....	1289
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Belleau - Lixières.....	1289
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Domèvre-sur-Vezouze.....	1289
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Laneuveville-devant-Bayon.....	1289
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Laneuveville-devant-Bayon.....	1289
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Laloef.....	1290
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Laloef.....	1290
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Laloef.....	1290
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Colmey.....	1290
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mance.....	1290
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mance.....	1290
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Chambley-Bussières.....	1290
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Dolcourt et Crépey.....	1291
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Bagneux.....	1291
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Rosières-aux-Salines / Ferrières.....	1291
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Grippont.....	1291
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Domjevin-Bénaménil-Manonviller.....	1291
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Reherrey.....	1291
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole par Monsieur CERUTTI Jérôme.....	1291
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole par Madame ROUSSELOT Marie-Thérèse.....	1292
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole par Madame PERRIN Marie-Claudine.....	1292
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Toul.....	1292
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Montigny sur Chiers - Colmey - Viviers sur Chiers.....	1292
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mancieulles et Tucquegnieux.....	1292
Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Clemery - Port sur Seille - Belleau.....	1292
SERVICE FORET, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT RURAL.....	1292
Extrait de l'arrêté n° 2006/456 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996 instituant un plan de chasse pour l'espèce « lièvre » sur une partie du département de Meurthe-et-Moselle.....	1292
Extrait de l'arrêté n° 2006-460 prononçant une application du régime forestier - commune de Joudreville.....	1293
Extrait de l'arrêté n° 2006-461 prononçant une application du régime forestier - commune de Montauville.....	1293
TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1294
SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES.....	1294
Délégation de signature – Modifications à compter du 1 ^{er} novembre 2006.....	1294
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS.....	1294
Procès-verbal du jury d'examen du brevet national de jeunes sapeurs-pompiers - Examen des 16 et 30 septembre 2006.....	1294
AGENCE NATIONALE DE L'HABITAT.....	1294
Décision n° 2006.02.....	1294
CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE NANCY.....	1295
Extrait d'acte réglementaire relatif à la mise en œuvre de l'application "infosoins" à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy.....	1295
AVIS DE CONCOURS.....	1295
C.C.A.S. DE THAON-LES-VOSGES.....	1295
Extrait de l'arrêté d'ouverture réf. CL/NB 2006-929 d'un concours sur titres pour le recrutement d'un(e) infirmier(e) diplômé(e) d'Etat de classe normale aux « CHARMILLES » Maison de la Personne Polyhandicapée de Thaon-les-Vosges et constitution du jury.....	1295
CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY.....	1296
Avis de concours sur titres pour le recrutement d'infirmiers cadres de Santé.....	1296
CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN.....	1296
Extrait de décision d'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'un Cadre de Santé.....	1296
Extrait de décision d'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement de deux préparateurs en pharmacie.....	1296

Extrait de décision d'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'une sage-femme	1296
Extrait de décision d'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement de trois Cadres de Santé	1296
CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU	1297
Avis de concours interne sur épreuves pour le recrutement d'un contremaître au centre psychothérapique de Nancy-Laxou	1297
AVIS DE VACANCES DE POSTES	1297
Vacances de postes dans le grade d'agent administratif au CHU de Nancy	1297
Vacance de postes au titre de la promotion au choix dans le grade d'agent chef deuxième catégorie au centre hospitalier de Lunéville	1297
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE	1297
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES	1297
Extrait de l'arrêté S.G.A.R. N° 2006 - 495 du 3 novembre 2006 portant nomination des membres du Conseil de l'union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie (UGECAM) du Nord-Est	1297
Extrait de l'arrêté S.G.A.R. n°2006-521 en date du 08 novembre 2006 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales de Meurthe-et-Moselle	1298

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Cabinet

*Service interministériel de défense et de protection civile***Extrait de l'arrêté n° S.I.D.P.C./2006-218 du 24 novembre 2006 relatif à l'approbation du plan intempéries de la zone Est version 2006-1**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Les principes généraux et le volet technique du Plan Intempéries de la Zone Est (PIZE) dans sa version 2006-1 sont approuvés. Ce plan a pour objectif de minimiser la gêne à l'usager lors de fortes intempéries et d'assurer la libre circulation des biens et des personnes en toute sécurité par temps de neige ou de verglas par la mise en place de mesures d'information et de gestion du trafic telles que l'interdiction, la restriction, la fermeture à la circulation routière ainsi que le délestage et le stockage Poids Lourds.

Art. 2 : Les données établies pour le département de Meurthe-et-Moselle et figurant au chapitre Annexes techniques du PIZE 2006-1 sont validées.

Art. 3 : M. Le Préfet de la Zone Est, M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 24 novembre 2006

Le Préfet
Claude BALAND

Direction de la réglementation et des libertés publiques*Bureau des réglementations***Extrait de l'arrêté fixant les dates de la session 2007 de l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} - L'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi est fixé pour l'année 2007, ainsi qu'il suit :

- La première partie se déroulera le mardi 27 mars 2007.

- La deuxième partie aura lieu à partir du lundi 21 mai 2007

Art. 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 24 octobre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

Extrait de l'arrêté portant retrait d'une habilitation de tourisme

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'habilitation n°HA.054.96.0001 délivrée par arrêté du 29 mai 1996 à la société « Voyages PECCI », sise 7 rue Ambroise Croizat 54490 PIENNES, est retirée en application de l'article R. 213-36 du code du tourisme.

Art. 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Odile DUPASQUIER BOCEK, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au ministre délégué au tourisme, au préfet de la Région Lorraine, préfet de la Moselle (délégation régionale au tourisme), au directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes et au sous-préfet de Briey.

Fait à NANCY, le 17 novembre 2006

Le Préfet,
Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Extrait de l'arrêté portant retrait d'un agrément de tourisme

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'agrément de tourisme n°AG.054.95.0007 délivré par arrêté du 27 décembre 1995 à l'Association Toulaise de Gestion et d'Animation, sise 27 avenue Foch 54200 TOUL, est retiré en application de l'article R. 213-7 du code du tourisme.

Art. 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Jean PILET, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au ministre délégué au tourisme, au préfet de la Région Lorraine, préfet de la Moselle (délégation régionale au tourisme), au directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes et au sous-préfet de Toul.

Fait à NANCY, le 17 novembre 2006

Le Préfet,
Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} - La société « PICARD Surgelés », sise 19 place de la Résistance 92446 Issy-les-Moulineaux, est autorisée à installer, dans son magasin situé 18-22 rue Emile Bertin 54000 Nancy, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0082

Art. 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 - Le service de sécurité de la société, situé à son siège social : 19 place de la Résistance 92446 Issy-les-Moulineaux, est chargé du droit d'accès aux images. La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois. Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Georges GRUNENWALD, directeur de la société, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de Nancy.

Nancy, le 13 novembre 2006

Le préfet,
Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Toul

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} - M. Frédéric MORILLON, exploitant du bureau de tabac « La Civette », situé 9 rue de la République 54200 TOUL, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0083

Art. 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Frédéric MORILLON, exploitant. La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois. Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Frédéric MORILLON, exploitant de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique, à Mme la maire de Toul et au sous-préfet de Toul

Nancy, le 13 novembre 2006

Le préfet,
Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Frouard

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} - Le directeur interrégional de voies navigables de France - subdivision de Pont-à-Mousson-, est autorisé à installer, sur le site de l'écluse de Frouard - Clévant, située rue de l'Embanie 54390 Frouard, un système de vidéosurveillance comportant une caméra extérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0084

Art. 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La subdivision de Pont-à-Mousson de voies navigables de France est chargée du droit d'accès aux images. La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois. Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

ARTICLE 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au directeur interrégional de voies navigables de France, au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et au maire de Frouard.

Nancy, le 13 novembre 2006

Le préfet,
Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Vandoeuvre-les-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – M. Christophe MOUTAILLIER, directeur du magasin « CASTORAMA », situé rue Bernard Palissy 54504 Vandoeuvre-les-Nancy, est autorisé à installer, sur le site du magasin, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures mobiles, trois caméras extérieures mobiles et trois caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous

54.06.0086

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est le directeur du magasin. La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois. Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Christophe MOUTAILLIER, directeur du magasin, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de Vandoeuvre-les-Nancy

Nancy, le 13 novembre 2006

Le préfet,
Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation,
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – La direction des supermarchés « MATCH », sise 250 rue du Général de Gaulle 59561 LA MADELEINE, est autorisée à installer, sur le site du supermarché situé rue du Grand Rabbin Haguenauer 54000 NANCY, un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures mobiles, huit caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0087

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La direction des supermarchés « MATCH », sise 250 rue du Général de Gaulle 59561 LA MADELEINE, est chargée du droit d'accès aux images. La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois. Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Jacques HENNEAU, directeur technique des supermarchés « MATCH », au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de Nancy.

Nancy, le 13 novembre 2006

Le préfet,
Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – La banque « Société Nancéienne et Varin Bernier » (SNVB), sise 4 place André Maginot 54074 NANCY, est autorisée à installer, sur le site de son agence située 20-22 faubourg des III Maisons 54000 NANCY, un système de vidéosurveillance comportant cinq caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe, sous le numéro :

54.06.0089

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Le service de sécurité du réseau SNVB, 4 place André Maginot 54074 NANCY, est chargé du droit d'accès aux images.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Jean-Pierre LAURENCY, responsable du service de sécurité du réseau, au directeur départemental de la sécurité publique, au maire de Nancy.

Nancy, le 13 novembre 2006

Le préfet,
Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Pompey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – M. Claude MUNEREL, gérant du bureau de tabac « Le Chiquito », situé 18 rue du Général de Gaulle 54340 POMPEY, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant six caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0091

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Claude MUNEREL, gérant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Claude

MUNEREL, gérant de l'établissement, au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et au maire de POMPEY.
NANCY, le 13 novembre 2006

Le préfet,
Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Villers-les-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – M. le président de l'Université Henri Poincaré Nancy I, est autorisé à installer, sur le site de l'Institut Universitaire de Technologie de Nancy-Brabois, « Le Montet », rue du Doyen Urion 54601 VILLERS-LÈS-NANCY, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe et une caméra extérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0092

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable technique de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au président de l'Université Henri Poincaré Nancy I, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de Villers-les-Nancy.

NANCY, le 13 novembre 2006

Le préfet,
Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Blénod-les-Pont-à-Mousson

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – M. Gérard BELIN, exploitant du bureau de tabac « Le Royal », situé 82 avenue Victor Claude 54700 Blénod-les-Pont-à-Mousson, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant deux caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0093

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Gérard BELIN, exploitant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Gérard BELIN, exploitant de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de Blénod-les-Pont-à-Mousson

NANCY, le 13 novembre 2006

Le préfet,
Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Landres

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – M. BAILLOT, directeur général du magasin « INTERMARCHÉ », situé CD 143 – 54970 LANDRES, est autorisé à installer, sur le site de l'établissement, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures mobiles, vingt-cinq caméras intérieures fixes, une caméra extérieure mobile et une caméra extérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0094

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est le directeur général de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. BAILLOT, directeur général du magasin, au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, au maire de Landres et au sous-préfet de Briey

NANCY, le 13 novembre 2006

Le préfet,
Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Saint-Max

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – M. Tristan SCHEUBEL, exploitant du bar « Le Z », situé 49 rue Louis Barthou 54130 SAINT-MAX, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0095

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Tristan SCHEUBEL, exploitant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Tristan SCHEUBEL, exploitant de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de Saint-Max.

NANCY, le 13 novembre 2006

Le préfet,
Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Marbach

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – M. Jean-François HOTTIER, gérant de la société « LOR T.P.S.A.S », située 32 rue Jean Jaurès 54820 MARBACHE, est autorisé à installer, sur le site de l'établissement, un système de vidéosurveillance comportant deux caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0096

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est le gérant de la société.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Jean-François HOTTIER, gérant de la société, au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et au maire de Marbach.

NANCY, le 13 novembre 2006

Le préfet,
Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – M. Christian GERBERON, exploitant du bar-tabac « Le Vayringe », situé 33 rue Vayringe 54000 NANCY, est autorisé à installer, dans son établissement, un système de vidéosurveillance comportant quatre caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0097

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Christian GERBERON, exploitant.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Christian GERBERON, exploitant de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de Nancy.

NANCY, le 13 novembre 2006

Le préfet,
Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Pompey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – M. Robert XARDEL, gérant de la société « XARDEL Démolition », sise ZAC Pompey Industries, boulevard de Finlande 54340 POMPEY, est autorisé à installer, sur le site de l'établissement, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe et trois caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0098

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Robert XARDEL, gérant de la société.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Robert XARDEL, gérant de la société, au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et au maire de Pompey.

NANCY, le 13 novembre 2006

Le préfet,
Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Laxou

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – La banque HSBC France, sise 103 avenue des Champs Elysées 75008 PARIS, est autorisée à installer, dans son agence située 23 avenue Paul Déroulède 54520 LAXOU, un système de vidéosurveillance comportant six caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0100

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est le directeur de la sécurité au siège social de la banque.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au directeur de la sécurité au siège social de la banque, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de Laxou.

NANCY, le 13 novembre 2006

Le préfet,
Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Blâmont

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – La société SARALOU, sise 1 rue du Beuhut 54450 BLAMONT, est autorisée à installer, sur le site du magasin « INTERMARCHÉ », situé à la même adresse, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe et trois caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0101

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est le président-directeur général de la société.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Daniel BATTU, PDG de la société, au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, au maire de Blâmont et au sous-préfet de Lunéville.
NANCY, le 13 novembre 2006

Le préfet,
Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Conflans-en-Jarnisy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er - M. Philippe BOISARD, gérant du bureau de tabac à l'enseigne « Tabac du Centre », situé 14 rue de Verdun 54800 CONFLANS-en-JARNISY, est autorisée à installer, sur le site de son établissement, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure mobile et sept caméras intérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0102

Art. 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Philippe BOISARD, gérant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait

Art. 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Philippe BOISARD, gérant de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique, au maire de Conflans-en-Jarnisy et au sous-préfet de Brier.

NANCY, le 13 novembre 2006

Le préfet,
Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er - M. Thibaut SAUVAGEOT, gérant du club-discothèque « L'O », situé sur une péniche, quai Sainte Catherine 54000 NANCY, est autorisé à installer, sur le site de son établissement, un système de vidéosurveillance comportant deux caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0103

Art. 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Thibaut SAUVAGEOT, gérant de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Thibaut SAUVAGEOT, gérant de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de Nancy.

NANCY, le 13 novembre 2006

Le préfet,
Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Frouard

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er - La direction de La Poste de Meurthe-et-Moselle est autorisée à installer, au bureau de poste situé au Centre Commercial du Saule Gaillard 54390 FROUARD, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0104

Art. 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable départemental de la sûreté à La Poste.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Michel GEORGE, responsable départemental de la sûreté à La Poste, au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et au maire de Frouard.

NANCY, le 13 novembre 2006

Le préfet,
Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Frouard

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er - La direction de La Poste de Meurthe-et-Moselle est autorisée à installer, au bureau de poste situé 4, rue Pierre Curie 54390 FROUARD, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0105

Art. 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable départemental de la sûreté à La Poste.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Michel GEORGE, responsable départemental de la sûreté à La Poste, au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, au maire de Blâmont et au sous-préfet de Lunéville.

NANCY, le 13 novembre 2006

Le préfet,
Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Blâmont

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – La direction de La Poste de Meurthe-et-Moselle est autorisée à installer, au bureau de poste situé rue du 18 Novembre 54450 BLAMONT, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0106

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable départemental de la sûreté à La Poste.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Michel GEORGE, responsable départemental de la sûreté à La Poste, au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, au maire de Blâmont et au sous-préfet de Lunéville.

NANCY, le 13 novembre 2006

Le préfet,
Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Seichamps

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – La direction de La Poste de Meurthe-et-Moselle est autorisée à installer, au bureau de poste situé 7 avenue de l'Europe 54280 SEICHAMPS, un système de vidéosurveillance comportant trois caméras intérieures fixes et une caméra extérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0107

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable départemental de la sûreté à La Poste.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Michel GEORGE, responsable départemental de la sûreté à La Poste, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de Seichamps.

NANCY, le 13 novembre 2006

Le préfet,
Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Pulnoy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – La direction de La Poste de Meurthe-et-Moselle est autorisée à installer, au bureau de poste situé au Centre Commercial « Le Bourg » 54280 PULNOY, un système de vidéosurveillance comportant une caméra extérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0108

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable départemental de la sûreté à La Poste.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Michel GEORGE, responsable départemental de la sûreté à La Poste, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de Pulnoy.

NANCY, le 13 novembre 2006

Le préfet,
Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Messein

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – La direction de La Poste de Meurthe-et-Moselle est autorisée à installer, au bureau de poste situé 53 rue du Bois de Grève 54850 MESSEIN, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure fixe, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0109

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est le responsable départemental de la sûreté à La Poste.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 – Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 – M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Michel GEORGE, responsable départemental de la sûreté à La Poste, au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et au maire de Messein.

NANCY, le 13 novembre 2006

Le préfet,
Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Ludres

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – M. le maire de 54710 LUDRES est autorisé à installer, sur le site de l'Espace Chaudreau 54710 LUDRES, un système de vidéosurveillance comportant une caméra intérieure mobile, une caméra extérieure mobile et quatre caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0110

Art. 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 – Le personnel de la mairie de LUDRES est chargé du droit d'accès aux images.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 – Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée au maire de Ludres et au directeur départemental de la sécurité publique.

NANCY, le 13 novembre 2006

Le préfet,
Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de Houdemont

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er - M. Jean-Luc OLIVIERI, gérant du restaurant « La Boucherie », situé Zone de Frocourt 54180 HOUEMONT, est autorisé à installer, sur le site de son établissement, un système de vidéosurveillance comportant trois caméras extérieures fixes, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.06.0113

Art. 2 - La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 3 - La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Geoffrey OLIVIERI, responsable sécurité de l'établissement.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Art. 4 - Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Art. 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Art. 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Art. 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à M. Jean-Luc OLIVIERI, gérant de l'établissement, au directeur départemental de la sécurité publique et au maire de Houdemont.

NANCY, le 13 novembre 2006

Le préfet,
Pour le préfet,
Le directeur de la réglementation
Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Bureau des étrangers

Extrait de l'arrêté relatif à la composition de la commission du titre de séjour

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : La composition de la commission du titre de séjour est modifiée ainsi qu'il suit :

Magistrats désignés par l'assemblée générale du tribunal de grande instance de NANCY :

Suppléant : Madame Christine LEFEVRE-GANAHL, magistrat, en remplacement de Madame Anne CAZALS.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution de présent arrêté qui sera notifié à MMES BAES-HONORE et LEFEVRE-GANAHL ainsi qu'à MM BECHT, COURTOIS, BAZZARA, MANGEOLLE, GODFRIN, GARCEZ et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 octobre 2006

Le préfet
Claude BALAND

Direction du développement durable et des politiques interministérielles

Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement

Extrait de l'arrêté interpréfectoral n° 3233 du 14 novembre 2006 modifiant l'arrêté interpréfectoral n° 1418 du 5 mai 2000 approuvant les caractéristiques de la canalisation de transport d'éthylène DN 200 Carling-Viriat modifié par l'arrêté interpréfectoral n° 631 du 18 mars 2004

Le préfet de la région Lorraine, préfet de la Moselle
Le préfet de la région Bourgogne, préfet de Côte-d'Or
Le préfet de Meurthe-et-Moselle
Le préfet du Jura
Le préfet des Vosges
Le préfet de Saône-et-Loire

Le préfet de Haute-Marne
Le préfet de l'Ain
Le préfet de la Haute-Saône

ARRETEMENT

Art. 1 : L'arrêté interpréfectoral n° 1418 du 5 mai 2000 approuvant les caractéristiques de la canalisation de transport d'éthylène DN 200 Carling-Viriat modifié par l'arrêté interpréfectoral n° 631 du 18 mars 2004 est modifié comme suit :

<< Art. 1. - Sont approuvées les caractéristiques de l'ouvrage destiné au transport d'éthylène de Carling (Moselle) à Viriat (Ain), déclaré d'intérêt général par le décret susvisé du 19 mars 1999 *modifié par le décret du 24 janvier 2006 et dont le GIE Ethylène Est confie les opérations d'exploitation, de maintenance et de surveillance de l'ouvrage à la société Total Petrochemicals France.*

Le tracé de la canalisation est reproduit sur les plans au 1:25 000 (repères 1 à 43) annexés à l'arrêté interpréfectoral n° 1418 du 5 mai 2000 >>

Art. 2 :

I. Les règles techniques annexées à l'arrêté interpréfectoral n° 1418 du 5 mai 2000 modifié susvisé sont modifiées comme suit :

A l'article 1 - Tracé de la canalisation

Il est ajouté que le tracé de la canalisation porte également sur le territoire de la commune de Brans (département du Jura).

A l'article 4 - Sectionnement de la canalisation

Le nombre de postes intermédiaires est porté à 30, comprenant 26 postes de sectionnement.

Dans l'annexe à l'arrêté interpréfectoral n° 1418 du 5 mai 2000 modifié susvisé, la liste des communes concernées est modifiée comme suit :

Dans le département du Jura, la commune de Brans ne figure plus sur la liste des communes incluses dans la bande des 730 m, mais sur la liste des communes traversées.

Art. 3 : Les secrétaires généraux des préfectures de la Moselle, de Meurthe-et-Moselle, des Vosges, de la Haute-Marne, de la Haute-Saône, du Jura, de Côte-d'Or, de Saône-et-Loire, de l'Ain, les sous-préfets de Boulay, Forbach, Château-Salins, Lunéville, Neufchâteau, Dole et Louhans sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de chaque département concerné par l'ouvrage et fera l'objet d'un affichage dans les mairies des communes concernées, dont la liste est annexée au présent arrêté.

Copie de l'arrêté sera adressée aux directeurs régionaux de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine, de Champagne-Ardenne, de Franche-Comté, de Bourgogne et de Rhône-Alpes, ainsi qu'aux directeurs départementaux de l'équipement de la Moselle, de Meurthe-et-Moselle, des Vosges, de la Haute-Saône, du Jura, de Côte d'Or, de Saône-et-Loire et de l'Ain.

Vesoul, le 14 novembre 2006

Le préfet de la région Lorraine,
Préfet de la Moselle,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Bernard GONZALES

Le préfet de la région Bourgogne,
Préfet de Côte-d'Or,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Xavier INGLEBERT

Le préfet de la Haute-Marne,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Charles-Edouard TOLLU

Le préfet des Vosges,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Thierry DEVIMEUX

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

Le préfet du Jura,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Francis BLONDIEAU

La préfète de Saône-et-Loire,
Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général,
Michel HURLIN

Le préfet de l'Ain,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Pierre-Henri VRAY

Le préfet de la Haute-Saône,
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,
Chantal MAUCHET

Extrait de l'arrêté de prescription du Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles (PPRI) d'inondations du Madon sur les communes de Bainville-sur-Madon, Ceintrey, Haroué, Lemaingville, Pierreville, Pont-Saint-Vincent, Voinemont, Xeulley et Xirocourt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Art. 1 - L'élaboration des plans de prévention des risques d'inondations du Madon est prescrite sur le territoire des communes de Bainville-sur-Madon, Ceintrey, Haroué, Lemaingville, Pierreville, Pont-Saint-Vincent, Voinemont, Xeulley et Xirocourt.

Art. 2 - La Direction Départementale de l'Équipement (DDE) est chargée d'instruire la procédure conformément aux dispositions du décret susvisé.

Art. 3 - La concertation prévue par l'article 2 du décret susvisé se déroulera sous la forme de réunions de travail réunissant le service instructeur DDE et les représentants des communes. Elles feront l'objet de comptes rendus qui seront joints au dossier d'enquête publique notamment.

Art. 4 – Les arrêtés du 28 janvier 2002 susvisés sont abrogés.

Art. 5 – Le présent arrêté sera notifié aux maires des communes concernées et au chef du service instructeur

Il sera affiché dans les mairies concernées pendant au moins un mois.

Il sera en outre publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dans l'Est Républicain.

Art. 5 – Le Secrétaire Général de la Préfecture, Mmes et MM. les maires des communes concernées, le Directeur Départemental de l'Équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 24 novembre 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

Extrait de l'arrêté prescrivant l'opposabilité immédiate à la commune de Giraumont du projet de Plan de Prévention des Risques Miniers des communes de Conflans-en-Jarnisy, Giraumont, Hatriz, Jarny et Labry.

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Art. 1 – L'application immédiate du projet de plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M), est prescrite sur le territoire de la commune de Giraumont. Le règlement et ses annexes, et le plan de la zone concernée, figurent en annexe du présent arrêté.

Art. 2 – Les risques pris en compte au titre du présent projet de P.P.R.M sont ceux de mouvements de terrains en surface et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Art. 3 – Les dispositions du projet de PPRM cessent d'être opposables si elles ne sont pas reprises dans le plan approuvé ou si le plan n'est pas approuvé dans un délai de trois ans.

Art. 4 – Le présent arrêté sera notifié au maire de Giraumont et au Président de l'Agence de Prévention et de Surveillance des risques miniers.

Il sera affiché en mairie concernée pendant au moins un mois.

Il sera en outre publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Art. 5 – Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet de Briey, le maire de Giraumont, le Directeur Départemental de l'Équipement, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche, et de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 23 novembre 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

Extrait de l'arrêté de composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La commission départementale de la nature, des paysages et des sites, instituée par arrêté préfectoral en date du 11 septembre 2006 et présidée par le préfet de Meurthe-et-Moselle, ou son représentant, est composée comme suit :

Art. 2 : Formation spécialisée dite "de la nature"

La formation spécialisée dite "de la nature" prévue à l'article 2-3 de l'arrêté du 11 septembre 2006 précité est composée des membres suivants :

2-1 : Collège des services de l'État :

Monsieur le directeur régional de l'environnement de Lorraine ou son représentant.

Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine ou son représentant.

Monsieur le directeur départemental de l'équipement ou son représentant.

Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ou son représentant.

2-2 : Collège des élus :

Titulaires	Suppléants
M. Olivier Jacquin, conseiller général.	M. Jean-Paul Bolmont, conseiller général.
M. Bernard Leclerc, conseiller général.	
M. Jean-Pierre Maurer, maire de Mousson.	M. Claude Boura, maire de Xousse.
M. Jean-Marie Leclerc, communauté de communes de la Mortagne.	M. Pascal Burgain, communauté de communes de la Mortagne.

2-3 : Collège des personnalités qualifiées :

Titulaires	Suppléants
M. François Petit, association Flore 54.	M. André Martinet, Association Flore 54.
M. Alain Salvi, conservatoire des sites lorrains.	M. Damien Aumaitre, conservatoire des sites lorrains.
M. Michel Grojean, représentant la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle.	M. Jean-Luc Millard, représentant la Chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle.
M. Daniel Guilhen, vice-président du Parc Naturel régional de Lorraine.	M. Laurent Gode, Parc Naturel régional de Lorraine.

2-4 : Collège des personnes compétentes :

Titulaires	Suppléants
M. Romaric Pierrel, Conservateur des jardins botaniques de Nancy.	M. Guy Sezec, botaniste au conservatoire des jardins botaniques de Nancy.
M. Rodrigue Duhaut, agent technique au service	Mme Céline Courte, agent technique au service

départemental de Meurthe-et-Moselle de l'O.N.C.F.S.

M. Jean-Claude Jacques, fédération pour la pêche et la protection du milieu aquatique de Meurthe-et-Moselle.

M. François Schwaab, conseil scientifique régional du patrimoine naturel de Lorraine.

départemental de Meurthe-et-Moselle de l'O.N.C.F.S.

M. Guy Sapran, fédération pour la pêche et la protection du milieu aquatique de Meurthe-et-Moselle.

M. Jean François, conseil scientifique régional du patrimoine naturel de Lorraine.

Art. 3 : Formation spécialisée dite "des sites et des paysages"

La formation spécialisée dite "des sites et des paysages" prévue à l'article 2-4 de l'arrêté du 11 septembre 2006 précité est composée des membres suivants :

3-1 : Collège des services de l'État :

Monsieur le directeur régional de l'environnement de Lorraine ou son représentant.

Monsieur le directeur départemental de l'équipement ou son représentant.

Monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ou son représentant.

M. le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine ou son représentant.

3-2 : Collège des élus :

Titulaires	Suppléants
M. Olivier Jacquin, conseiller général.	M. Jean-Pierre Minella, conseiller général.
M. Michel Mariuzzo, conseiller général.	
M. André Barbier, maire de Benney.	M. François Forin, maire de Lucey.
M. Daniel Ringenbach, communauté de communes du Pays de Briey.	M. Claude Boura, communauté de communes du Pays de la Vezouze.

3-3 : Collège des personnalités qualifiées :

Titulaires	Suppléants
M. Stéphane Wieser, association CHATEL.	M. Michel Wieser, association CHATEL.
M. Michel Grojean, représentant la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle.	M. Jean-Luc Millard, représentant la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle.
M. Daniel Guilhen, vice-président du Parc Naturel régional de Lorraine.	Mme Anne Philipczyk, Parc Naturel régional de Lorraine.
M. André Weisrock, professeur de géographie à l'université de Nancy II.	M. Bernard Guerrier de Dumast, délégué départemental de la Ligue urbaine et rurale pour l'aménagement du cadre de la vie Française.

3-4 : Collège des personnes compétentes :

Titulaires	Suppléants
M. Jean-Marie Simon, conseil d'architecture d'urbanisme et de l'environnement de Meurthe-et-Moselle.	M. Régis Janovec, conseil d'architecture d'urbanisme et de l'environnement de Meurthe-et-Moselle.
M. Thierry Weill, paysagiste.	M. Marc Lechien, paysagiste.
M. Denis Grandjean, directeur de l'école d'architecture de Nancy.	M. Marc Verdier, architecte.
Mme Marie-Alix de Sars, centre régional de la propriété forestière d'Alsace-Lorraine.	M. Stéphane Assaël, centre régional de la propriété forestière d'Alsace-Lorraine.

Art. 4 : Formation spécialisée dite "de la publicité"

La formation spécialisée dite "de la publicité" prévue à l'article 2-5 de l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2006 précité est composée des membres suivants :

4-1 : Collège des services de l'État :

Monsieur le directeur régional de l'environnement de Lorraine ou son représentant.

Monsieur le directeur départemental de l'équipement ou son représentant.

M. le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine ou son représentant.

4-2 : Collège des élus :

Titulaires	Suppléants
M. Mathieu Klein, conseiller général.	M. Jean-Paul Vinchelin, conseiller général.
M. Claude Guillerme, maire de Laxou.	M. Henry Lemoine, maire de Pont-à-Mousson.
M. Didier Bianchi, maire de Liverdun.	M. Jean-Marc Duriez, maire-adjoint de Longlaville.

4-3 : Collège des personnalités qualifiées :

Titulaires	Suppléants
M. Michel Weiser, Association Chatel.	M. Jean-Michel Mechling, Association Chatel.
Mme Nicole Girard, chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle.	M. Alain Even, chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle.
M. Daniel Didot, conseil d'architecture d'urbanisme et de l'environnement de Meurthe-et-Moselle.	M. Régis Janovec, conseil d'architecture d'urbanisme et de l'environnement de Meurthe-et-Moselle.

4-4 : Collège des personnes compétentes :

Titulaires	Suppléants
M. Olivier Champagneur, société Clear Channel France.	Mme Marie-Christine Grozdoff, société Clear Channel France.
M. Hervé Couillard, société JC decaux.	Mme Véronique Simmler, société JC Decaux.
M. Laurent Renard, société TRB enseignes.	

Art. 5 : Formation spécialisée dite "des carrières"

La formation spécialisée dite "des carrières" prévue à l'article 2-6 de l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2006 précité est composée des membres suivants :

5-1 : Collège des services de l'État :

Monsieur le directeur régional de l'environnement de Lorraine ou son représentant.
Monsieur le directeur départemental de l'équipement ou son représentant.
Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine ou son représentant.
M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ou son représentant (MISE).

5-2 : Collège des élus :

Titulaires	Suppléants
M. Michel Dinot, président du conseil général.	M. Olivier Jacquin, conseiller général.
M. Jean-Paul Vinchelin, conseiller général.	
M. Pierre Iteney, maire de Tonnoy.	M. Claude Guidat, maire de Bainville-sur-Madon.
M. Charles Bilot, communauté de communes de Hazelle.	M. René Bourgeois, communauté de communes des Pays du Sel et du Vermois.

5-3 : Collège des personnalités qualifiées :

Titulaires	Suppléants
M. Jean-Yves Moitrot, Ligue pour la Protection des Oiseaux.	M. Francis Dupuy, Ligue pour la Protection des Oiseaux.
M. Laurent Kindt, collectif départemental d'associations pour une autre politique des carrières.	M. Guy Pagnozza, collectif départemental d'associations pour une autre politique des carrières.
M. Jean-Luc Millard, représentant la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle.	M. Jean-Louis Réveille, représentant la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle.
M. Bernard Lathuilière, professeur à l'université de Nancy.	Mme Micheline Hanzo, maître de conférence à l'université de Nancy.

5-4 : Collège des personnes compétentes :

Titulaire	Suppléant
M. Gabriel Becker, Unicem Lorraine.	M. Michel Fournier, Unicem Lorraine.
M. Marc Blanc, Unicem Lorraine.	M. Alexandre Montet, Unicem Lorraine.
M. Philippe Thiriet, S.P.R.I.R. Lorraine.	M. Bernard Roussel, S.P.R.I.R. Lorraine.
M. Guy Boni, fédération départementale du B.T.P. de Meurthe-et-Moselle.	M. Jean-Marc Heiser, fédération départementale du B.T.P. de Meurthe-et-Moselle.

Art. 5 : Formation spécialisée dite "de la faune sauvage captive"

La formation spécialisée dite "de la faune sauvage captive" prévue à l'article 2-7 de l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2006 précité est composée des membres suivants :

5-1 : Collège des services de l'État :

Monsieur le directeur régional de l'environnement de Lorraine ou son représentant.
Monsieur le directeur départemental des services vétérinaires ou son représentant.
Monsieur le directeur régional des douanes et des droits indirects ou son représentant.

5-2 : Collège des élus :

Titulaires	Suppléants
M. Alain Gerard, conseiller général.	M. Olivier Jacquin, conseiller général.
M. André Favre, maire de Loisy.	M. Alexandre Collet, maire de Flin.
M. Bernard Claudon, maire de Tanconville.	M. Jean-Pierre Franconnet, maire de Morfontaine.

5-3 : Collège des personnalités qualifiées :

Titulaires	Suppléants
M. Claude Mirandola, association Flore 54.	M. Raynald Rigolot, association Flore 54.
Mme Marielle Thomas, aquarium tropical .	M. Régis Cavignaux, docteur vétérinaire.
M. Rodrigue Duhaut, agent technique au service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'O.N.C.F.S.	Mme Céline Courte, agent technique au service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'O.N.C.F.S.

5-4 : Collège des personnes compétentes :

Titulaires	Suppléants
M. Christian Loretelli, grossiste en vente d'animaux de la faune sauvage.	M. Jacques Trombini, exploitant retraité d'une animalerie.
M. Bruno Deleys, employé en	Melle Melissa Michon,

animalerie.
Melle Frédérique Bey,
employée en animalerie.

exploitante d'animalerie.
M. Grégory Pagliero, employé en
animalerie.

Art. 6 : Le mandat des membres, sauf pour ceux du collège des services de l'État et du président du conseil général, est de 3 ans à compter de la date du présent arrêté.

Ce mandat est renouvelable.

Tout membre qui, au cours de son mandat, décède, démissionne ou perd la qualité au titre de laquelle il a été désigné est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par une personne désignée dans les mêmes conditions.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée aux membres de la commission.

Nancy, le 13 novembre 2006

Le préfet,
Claude BALAND

Extrait de l'arrêté portant désignation du comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectifs du Site d'Importance Communautaire et Zone de Protection Spéciale FR 4100216 – FR 4110061 « Marais de Pagny-sur-Meuse »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Il est créé un comité de pilotage chargé de conduire l'élaboration du document d'objectifs du Site d'Importance Communautaire FR 4100216 « Marais de Pagny-sur-Meuse » et sa mise en œuvre.

Art. 2 : Le comité de pilotage est composé ainsi qu'il suit :

Représentants des collectivités territoriales et leurs groupements concernés

- le président du conseil régional de Lorraine ou son représentant,
- le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- le président du conseil général de la Meuse ou son représentant,
- le président de la communauté de communes de Void-Vacon ou son représentant,
- la présidente de la communauté de communes du Toulois ou son représentant,
- le maire de Foug ou son représentant,
- le maire de Lay-Saint-Rémy ou son représentant,
- le maire de Pagny-sur-Meuse ou son représentant.

Représentants de propriétaires, exploitants, usagers, associations de protection de la nature, scientifiques

- le président de la fédération départementale des chasseurs de la Meuse ou son représentant,
- le président de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- le président de la fédération départementale pour la pêche et la protection des milieux aquatiques de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- le président de la fédération départementale pour la pêche et la protection des milieux aquatiques de la Meuse ou son représentant,
- le président de la chambre d'agriculture de la Meuse ou son représentant,
- le président de la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- le président du syndicat départemental de la propriété privée rurale de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- le président de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Meuse ou son représentant,
- le président de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- le président du centre départemental des jeunes agriculteurs de la Meuse ou son représentant,
- le président du centre départemental des jeunes agriculteurs de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- le président du conservatoire des sites lorrains ou son représentant,
- le président de la ligue de protection des oiseaux ou son représentant,
- le président de l'UNICEM ou son représentant,
- le président du conseil scientifique régional du patrimoine naturel ou son représentant.

Représentants de l'Etat participant aux travaux du comité de pilotage à titre consultatif

- le préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- le préfet de la Meuse ou son représentant,
- le directeur régional de l'environnement ou son représentant,
- le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de la Meuse ou son représentant,
- le directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- le directeur départemental de l'équipement de la Meuse ou son représentant,
- le directeur des voies navigables de France ou son représentant,
- le directeur de l'agence de l'eau Rhin Meuse ou son représentant,
- le directeur régional de la SNCF ou son représentant,
- le directeur régional du conseil supérieur de la pêche ou son représentant.

Art. 3 : Le préfet de Meurthe-et-Moselle, désigné préfet coordonnateur pour le site, convoque et préside, lui-même ou son représentant, la première réunion du comité de pilotage Natura 2000.

A cette occasion, les représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements désignent, parmi eux, le président du comité de pilotage ainsi que

la collectivité territoriale ou le groupement chargé de l'élaboration du document d'objectifs et du suivi de sa mise en œuvre.

A défaut, la présidence du comité est assurée par le préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant.

Ces désignations interviennent initialement pour la durée d'élaboration du document d'objectifs puis, une fois celui-ci approuvé, pour des périodes de trois ans renouvelables.

Art. 4 : Le comité de pilotage peut établir un règlement intérieur à la demande de plus de la moitié de ses membres.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les sous-préfets de Toul et de Commercy, le directeur régional de l'environnement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures précitées et dont copie sera adressée aux membres.

Nancy, le 6 novembre 2006

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

Extrait de l'arrêté portant désignation du comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectifs du Site d'Importance Communautaire FR 4100162 « Pelouses d'Allamps et zones humides avoisinantes »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Il est créé un comité de pilotage chargé de conduire l'élaboration du document d'objectifs du Site d'Importance Communautaire FR 4100162 « Pelouses d'Allamps et zones humides avoisinantes » et sa mise en œuvre.

Art. 2 : Le comité de pilotage est composé ainsi qu'il suit :

Représentants des collectivités territoriales et leurs groupements concernés

- le président du conseil régional de Lorraine ou son représentant,
- le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- le président de la communauté de communes du Pays de Colombey et Sud Toulouais ou son représentant,
- le maire d'Allamps ou son représentant,
- le maire de Barisey-la-Côte ou son représentant.

Représentants de propriétaires, exploitants, usagers, associations de protection de la nature, scientifiques

- le président de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- le président de la chambre départementale d'agriculture de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- le président de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles ou son représentant,
- le président du centre départemental des jeunes agriculteurs ou son représentant,
- le président du conservatoire des sites lorrains ou son représentant,
- le président du conseil scientifique régional du patrimoine naturel ou son représentant,
- le président du centre régional de la propriété forestière ou son représentant,
- le président du syndicat interdépartemental des exploitants forestiers et industriels du bois ou son représentant,
- le président du syndicat départemental de la propriété privée rurale de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- le président du collectif de la défense des loisirs verts ou son représentant,
- le président de la ligue de protection des oiseaux ou son représentant,
- le président de la société de pêche de l'Etange.

Représentants de l'Etat participant aux travaux du comité de pilotage à titre consultatif

- le préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- le directeur régional de l'environnement ou son représentant,
- le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ou son représentant,
- le directeur de l'agence de l'eau Rhin-Meuse.

Art. 3 : Le préfet de Meurthe-et-Moselle convoque et préside, lui-même ou son représentant, la première réunion du comité de pilotage Natura 2000.

A cette occasion, les représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements désignent, parmi eux, le président du comité de pilotage ainsi que la collectivité territoriale ou le groupement chargé de l'élaboration du document d'objectifs et du suivi de sa mise en œuvre.

A défaut, la présidence du comité est assurée par le préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant.

Ces désignations interviennent initialement pour la durée d'élaboration du document d'objectifs puis, une fois celui-ci approuvé, pour des périodes de trois ans renouvelables.

Art. 4 : Le comité de pilotage peut établir un règlement intérieur à la demande de plus de la moitié de ses membres.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul, le directeur régional de l'environnement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux membres.

Nancy, le 7 novembre 2006

Le Préfet,
Pour le préfet
et par délégation
le Secrétaire Général
Marc BURG

Extrait de l'arrêté portant désignation du comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectifs du Site d'Importance Communautaire FR 4100163 « Pelouses du Toulouais »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Il est créé un comité de pilotage chargé de conduire l'élaboration du document d'objectifs du Site d'Importance Communautaire FR 4100163 « Pelouses du Toulouais » et sa mise en œuvre.

Art. 2 : Le comité de pilotage est composé ainsi qu'il suit :

Représentants des collectivités territoriales et leurs groupements concernés

- le président du conseil régional de Lorraine ou son représentant,
- le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- la présidente de la communauté de communes du Toulouais ou son représentant,
- le maire de Choley-Ménillot ou son représentant,
- le maire de Domgermain ou son représentant,
- le maire d'Ecrouves ou son représentant,
- le maire de Pagny-derrière-Barine ou son représentant,
- le maire de Toul ou son représentant.

Représentants de propriétaires, exploitants, usagers, associations de protection de la nature, scientifiques

- le président de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- le président de la chambre départementale d'agriculture de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- le président de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles ou son représentant,
- le président du centre départemental des jeunes agriculteurs ou son représentant,
- le président du centre régional de la propriété forestière ou son représentant,
- le président du syndicat interdépartemental des exploitants forestiers et industriels du bois ou son représentant,
- le président du syndicat départemental de la propriété privée rurale de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- le Général commandant la région Terre Nord-Est ou son représentant,
- le président du conservatoire des sites lorrains ou son représentant,
- le président du conseil scientifique régional du patrimoine naturel ou son représentant,
- le président du parc naturel régional de Lorraine ou son représentant,
- le président de la commission de protection des eaux, du patrimoine, de l'environnement, du sous-sol et des chiroptères de Lorraine ou son représentant,
- le président de l'association de défense de la Côte Barine ou son représentant,
- le président du collectif pour la défense des loisirs verts ou son représentant,
- le président de l'association Floraine ou son représentant.

Représentants de l'Etat participant aux travaux du comité de pilotage à titre consultatif

- le préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,
- le directeur régional de l'environnement ou son représentant,
- le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ou son représentant,
- le directeur territorial de l'Office National des Forêts ou son représentant.

Art. 3 : Le préfet de Meurthe-et-Moselle convoque et préside, lui-même ou son représentant, la première réunion du comité de pilotage Natura 2000.

A cette occasion, les représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements désignent, parmi eux, le président du comité de pilotage ainsi que la collectivité territoriale ou le groupement chargé de l'élaboration du document d'objectifs et du suivi de sa mise en œuvre.

A défaut, la présidence du comité est assurée par le préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant.

Ces désignations interviennent initialement pour la durée d'élaboration du document d'objectifs puis, une fois celui-ci approuvé, pour des périodes de trois ans renouvelables.

Art. 4 : Le comité de pilotage peut établir un règlement intérieur à la demande de plus de la moitié de ses membres.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul, le directeur régional de l'environnement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux membres.

Nancy, le 6 novembre 2006

Le Préfet,

Pour le préfet et par délégation

le Secrétaire Général

Marc BURG

Avis de demande de constitution d'un groupe de travail appelé à élaborer un règlement de publicité à Pompey

Par délibération du 25 septembre 2006, le conseil municipal de la ville de POMPEY a demandé la constitution d'un nouveau groupe de travail relatif à l'élaboration d'un règlement local de publicité conformément aux dispositions du décret 80-924 du 21 novembre 1980 relatif à la publicité, aux enseignes et préenseignes.

Pourront être associées à ce groupe de travail, avec voix consultative, et sur leur demande :

- Les chambres de commerce et d'industrie, de métiers, d'agriculture
- Les associations locales d'usagers agréés

• Les professions intéressées
(cinq représentants au total).

Les demandes de participation avec voix consultative devront être adressées par pli recommandé avec avis de réception postale, ou déposées contre décharge, à la préfecture de Meurthe-et-Moselle – direction du développement durable et des politiques interministérielles – bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement, 6 rue Ste Catherine 54038 Nancy cedex, dans un délai de 15 jours à compter de la publication de la présente annonce.

Tous les renseignements complémentaires pourront être obtenus à la mairie de POMPEY.

Extrait de l'arrêté du 19 octobre 2006 portant 1°) déclaration d'utilité publique a) de la dérivation du captage de la source de la Vignotte par la commune de They-sous-Vaudémont et b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau et 2°) autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Titre I - Dispositions générales

Art. 1er - Objet

Est déclaré d'utilité publique, en vue de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine, le prélèvement par la commune de They-sous-Vaudémont dénommé ci-après 'la collectivité'. Le présent arrêté traite respectivement de :

- 1°) la dérivation par captage de la source de la Vignotte à They-sous-Vaudémont
- 2°) l'établissement des périmètres de protection autour du point d'eau à They-sous-Vaudémont
- 3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Titre II - Dérivation des eaux

Art. 2 - Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par un ouvrage de captage. La situation de l'ouvrage et les caractéristiques de la ressource en eau à exploiter sont précisées ci-après

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II		Altitude
				X =	Y =	
Source de la Vignotte	They-Sous-Vaudémont	A 96 - 98	030304X0008	875619	2385315	415 m

Art. 3 - Débits prélevés

Le volume à prélever ne pourra excéder 21 m³/j ni 6.200 m³/an.

Art. 4 - Sauvegarde des intérêts généraux

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par cette dérivation, la collectivité devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le chef de service responsable de la police des eaux.

Art. 5 - Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés seront conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit (une fois par semaine)
- incidents survenus (pannes, eaux non conformes ...)
- modifications d'installations.

Ce registre sera examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux au cours de leur tournée.

Un compte-rendu annuel d'exploitation sera transmis au service chargé de la police des eaux.

Ce compte-rendu fournira les données suivantes :

- débit maximum de pointe (en m³/h) prélevé
- volume journalier maximum (en m³/j) prélevé
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte-rendu pourra être remplacé par le compte-rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée (affermage).

Art. 6 -

La collectivité devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Titre III - Périmètres de protection du point d'eau

Art. 7 - Définition des périmètres de protection

Les plans et états parcellaires annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

7-1 Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate du captage de la source de la Vignotte est situé sur la commune de They-Sous-Vaudémont, parcelles A 96 et A98. Il couvre une surface de 11 a 87 ca.

7-2 Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée s'étend sur une surface 36 ha 61 ca sur le territoire des communes de They-Sous-Vaudémont et Vaudémont, il regroupe les parcelles énumérées dans le tableau ci-après :

Commune	Section	Lieudit	N° Parcelles
THEY-SOUS-VAUDEMONT	A	En Rincharde	1 à 5 ; 95 ; 96
		A la Vignotte	15 ; 16 ; 97 ; 98

VAUDEMONT	D	Froid Champ	235 à 239 ; 242
		Sur La Côte	243 à 245
		En Genou	313 à 314
		Les Chambrette	332 ; 337 à 341 ; 350
		Sainte Marie	228 à 230

Le périmètre de protection rapprochée est composé de quatre parties, une partie nommée « zone A » d'une surface voisine de 0,9 ha, une partie nommée « zone B » d'une surface de voisine de 6,8 ha et deux parties nommées « zone C » et « zone D » d'une surface totale voisine de 28,8 ha.

Les zones A et B sont celles qui de par leur topographie et le modelé du terrain dirigent les eaux de pluie du coteau le plus directement possible vers le captage. L'enveloppe de ces deux zones s'appuie au sud-ouest sur la ligne de crête qui relie le périmètre de protection immédiate au boqueteau de mi-pente dans la zone d'affleurement calcaire et rejoint par la ligne de plus grande pente le pied du plateau calcaire ; sa limite ouest s'appuie sur le périmètre de protection immédiate, elle enveloppe les zones de glissements de mi-pente situées au nord-ouest du captage et rejoint par la ligne de plus grande pente le pied du plateau calcaire.

La zone C comprend le reste de la partie en pente du périmètre de protection rapprochée située à l'aval du coteau boisé ;

La zone D comprend le coteau boisé et le plateau cultivé.

Art. 8 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection

8-1 Périmètre de protection immédiate

A l'intérieur de ce périmètre, toute activité autre que celle liée à l'entretien des ouvrages est interdite.

Les parcelles seront enherbées et fauchées. L'herbe fauchée sera évacuée.

8-2 Périmètre de protection rapprochée

A l'intérieur de ce périmètre est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

* *concernant les travaux souterrains sont interdits :*

- la création de forages, puits, captant dans le même aquifère sauf ceux destinés à la surveillance de l'aquifère ou au remplacement des captages publics,
- les sondages de reconnaissance,
- l'ouverture et l'exploitation de carrière,

* *concernant les stockages et dépôts sont interdits :*

- les dépôts d'ordures ménagères, déchets, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité de l'eau,
- le stockage de produits chimiques, d'hydrocarbures et de liquides inflammables,
- les stockages de produits destinés aux cultures (engrais, pesticides, purins, lisiers),
- les stockages d'effluents industriels,
- le stockage d'effluents domestiques collectifs,
- les stations d'épuration,
- les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.

* *sont interdites les canalisations :*

- d'eaux usées domestiques collectives et industrielles,
- d'hydrocarbures, produits chimiques liquides.

* *sont interdites les rejets liquides :*

- d'eaux usées domestiques et industrielles,
- d'installations autonomes de traitements d'eaux usées,
- de bassins de décantation d'eaux pluviales.

* *sont interdites les constructions :*

- d'habitations,
- de camping, caravanning et annexes,
- de cimetières,
- d'installations classées,
- de bâtiments d'élevage, d'engraissement,
- de silos produisant des jus de fermentation.

* *concernant les activités agricoles sont interdits :*

sur tout le périmètre de protection rapprochée

- le drainage,
- le maraîchage, serres et pépinières,
- le retournement des prairies permanentes sauf pour un réensemencement immédiat,

sur toute la zone A du périmètre de protection rapprochée

- le retournement des prairies ;
- les amendements de quelque nature que ce soit ;
- le pacage des animaux ;

sur toute la zone B du périmètre de protection rapprochée

- le retournement des prairies ;
- les amendements de quelque nature que ce soit ;

* *concernant les activités forestières sont interdits :*

- le défrichement,
- les coupes à blanc,
- les aires de débardage,
- l'utilisation de pesticides,
- l'affourage et l'agrainage de gibier,
- le traitement du bois stocké,
- les modifications d'écoulement des eaux superficielles.

* *est interdit l'emploi d'herbicides pour le traitement des accotements des routes.*

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :

* *concernant les travaux souterrains :*

- les ouvertures de tranchées et fouilles de plus de 2 m seront limitées à la stricte durée nécessaire et toutes les précautions seront prises pour éviter une pollution de la nappe,

- le remblaiement de carrières, fouilles, tranchées sera réalisé à l'aide de matériaux naturels provenant de carrières et n'ayant pas d'incidence sur la chimie de la nappe,
- la création de mares et d'étangs sera soumise à autorisation et l'avis d'un hydrogéologue agréé sera requis.

*** concernant les constructions :**

- les travaux de voirie devront utiliser des matériaux inertes.

*** concernant les activités agricoles :**

sur toute la zone B du périmètre de protection rapprochée

- seule la pâture extensive est autorisée à la condition que le chargement moyen annuel ne dépasse pas 1 (une) Unité de Gros Bétail par hectare (1 UGB/ha) ; l'exploitant agricole tiendra un cahier où seront notés pour chaque période la nature et le nombre d'animaux mis en pâture ; il sera transmis chaque année au Préfet et à la commune de They-sous-Vaudémont et au plus tard le 15 novembre ;

sur toute la zone C du périmètre de protection rapprochée

- seule la pâture extensive est autorisée à la condition que le chargement moyen annuel ne dépasse pas 1 UGB/ha ;
- les épandages agricoles autorisés seront limités à l'apport maximum de 40 unités d'azote par hectare ; (l'exploitant agricole tiendra un cahier où seront notés pour chaque période la nature et le nombre d'animaux mis en pâture et les dates d'épandages des produits fertilisants ; il sera transmis chaque année au préfet et à la commune de They-sous-Vaudémont et au plus tard le 15 novembre) ;

sur toute la zone D du périmètre de protection rapprochée les épandages agricoles seront conduits et suivis selon les dispositions suivantes

- interdiction des sols nus en hiver : les repousses des cultures précédentes ou les cultures intermédiaires ne seront pas détruites avant le 1er novembre ;
- pour chaque parcelle sera tenu un cahier où seront notés le type de culture, la culture intermédiaire mise en place ou la gestion de la repousse, les dates de labour, de semis, d'épandages des produits fertilisants et des phytosanitaires ainsi que leurs natures et les doses. Ils seront transmis chaque année au préfet et à la commune de They-sous-Vaudémont et au plus tard le 30 juin ;
- prise en compte des fournitures globales d'azote par le sol pour établir le plan de fertilisation, apports fractionnés avec respect des interdictions des périodes d'épandage.

Art. 9 - Travaux à réaliser

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai maximum d'un an à compter de la publication de l'arrêté :

- Clôture efficace du périmètre de protection immédiate
- Recouvrement par de la terre de la partie remblayée de blocs rocheux autour du point de captage.

Art. 10 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée et rapprochée à la date du présent arrêté, devront satisfaire aux obligations de l'article 8 dans un délai d'un an.

Art. 11 - Réglementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté

Le propriétaire désirant réaliser ou modifier une activité, installation ou dépôt réglementé conformément à l'article 8, doit avant tout début de réalisation, faire part de son intention au préfet de Meurthe-et-Moselle, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ou à leur écoulement.

- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Si ces activités, installations ou dépôts nécessitent l'octroi d'une autorisation au titre de la législation sur les installations classées ou sur les établissements soumis à la déclaration, il sera constitué par le pétitionnaire, un dossier unique regroupant les pièces nécessaires à l'instruction de sa demande d'autorisation et celles prévues par le présent arrêté.

Une décision unique interviendra.

Art. 12 - Contrôle des prescriptions et sanctions

Les maires des communes They-sous-Vaudémont et Vaudémont sont chargés du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article R.1324-3 du code de la santé publique.

Art. 13 - Cessibilité

Sont déclarés cessibles conformément au plan parcellaire visé à l'article 7 la (ou) les propriété(s) désignée(s) à l'état parcellaire annexé nécessaire(s) à la constitution du périmètre de protection immédiate.

Le maire par voie d'expropriation en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Après leur acquisition en pleine propriété par la collectivité concernée les terrains du périmètre de protection immédiate seront clôturés de façon efficace à sa diligence et à ses frais

Art. 14 - Publicité

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Le maire de They-sous-Vaudémont est chargé d'effectuer ces formalités.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et sera affiché à la mairie de chacune des communes concernées pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans l'Est Républicain et le Républicain Lorrain.

Les maires des communes concernées conservent le présent arrêté et délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Titre IV - Utilisation de l'eau à des fins de consommation humaine

Art. 15 - Situation

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine par la collectivité.

Art. 16 - Traitement

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai maximum d'un an à compter de la publication de l'arrêté :

- Mise en place d'un dispositif de désinfection permanente

Art. 17 - Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, selon la réglementation en vigueur.

Titre V - Dispositions diverses

Art. 18 - L'arrêté préfectoral du 19/07/1977 portant création des périmètres de protection des captages alimentant en eau potable la commune de They-Sous-Vaudémont est abrogé.

Art. 19 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter de sa publicité.

Art. 20 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les maires des communes de They-sous-Vaudémont et Vaudémont, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie du présent arrêté sera adressé au bureau des recherches géologiques et minières, à la direction régionale de l'environnement, à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, à l'agence de l'eau Rhin-Meuse.

Nancy, le 19 octobre 2006

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

(Direction départementale des affaires sanitaires et sociales)

Extrait de l'arrêté portant : 1°) déclaration d'utilité publique de la dérivation des sources de Moulin Bas par la commune de Thuilley-aux-Groseilles b) d'établissement des périmètres de protection de ces points d'eau 2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Titre I - Dispositions générales

Art. 1er - Objet

Est déclaré d'utilité publique, en vue de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine, le prélèvement par la commune de Thuilley-aux-Groseilles dénommé ci-après 'la collectivité'. Le présent arrêté traite respectivement de :

- 1°) la dérivation par captage des sources de Moulin Bas Amont et Aval à Germiny
- 2°) l'établissement des périmètres de protection autour des points d'eau à Germiny et Viterne
- 3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Titre II - Dérivation des eaux

Art. 2 - Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par un ouvrage de captage. La situation de l'ouvrage et les caractéristiques de la ressource en eau à exploiter sont précisées ci-après.

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II		Altitude
				X =	Y =	
Source de Moulin Bas Amont	Germiny	B 16	02673X0029	869750	2401720	330 m

Art. 3 - Débits prélevés

Le volume à prélever ne pourra excéder 50 m³/j pour l'ensemble des deux sources.

Art. 4 - Sauvegarde des intérêts généraux

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par cette dérivation, la collectivité devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le chef de service responsable de la police des eaux.

Art. 5 - Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés seront conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit (une fois par semaine)
- incidents survenus (pannes, eaux non conformes ...)
- modifications d'installations.

Ce registre sera examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux au cours de leur tournée.

Un compte-rendu annuel d'exploitation sera transmis au service chargé de la police des eaux.

Ce compte-rendu fournira les données suivantes :

- débit maximum de pointe (en m³/h) prélevé
- volume journalier maximum (en m³/j) prélevé
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés
- incidents survenus et modifications d'installations.

Ce compte-rendu pourra être remplacé par le compte-rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée (affermage).

Art. 6 - La collectivité devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Titre III – Périmètres de protection du point d'eau**Art. 7 -** Définition des périmètres de protection

Les plans et états parcellaires annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

7-1 Périmètres de protection immédiate

Les périmètres de protection immédiate des captages de Moulin Bas sont situés sur le territoire de Germigny et concernent les parcelles ci-dessous :

Nom du périmètre de protection immédiate	Lieudit	Parcelles	Surface de l'emprise
Source de Moulin Bas Amont	Fond de Vaux	B 16 pp	6 a 95 ca
		B 19 pp	2 a 22 ca
Source de Moulin Bas Aval	Les Fays	A 129 pp	1 a 30 ca
	Fond de Vaux	B 2	50 a 17 ca
		B 3 pp	4 a
		B 4 pp	8 a 10 ca
		B 6	5 a 50 ca
	Chemin rural dit du Fond de Vaux (partie)		2 a 40 ca
	Fond de Vaux	B 9 pp	4 a 54 ca

7-2 Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée s'étend sur une surface 135 ha 61 a 98 ca environ, il regroupe les parcelles énumérées dans le tableau ci-après :

Commune	Section	Lieudit	Parcelles
GERMINY	A	Au Moulin	120
		Le Fays	129 pp
		Le Vaboies	130 pp
	B	Fond du Vaux	1 ; 3 pp ; 4 pp ; 5 ; 7 à 8 ; 9 pp ; 10 à 15 ; 16 pp ; 17 à 18 ; 19 pp ; 20
		Fontaine Mansuy Mayot	21 ; 25 à 28 ; 820 ; 823
		Devant le Vaboies	60 à 67 ; 122
		Devant le Bois de Viterne	121 ; 825
		Au Dessus du Vaux	673 ; 682 à 685 ; 696
	ZA	Au Dessus du Vaux	1 à 3
		Derrière les Vignes	4 à 8
		Maix Perré	10 à 14 ; 17
		Sur le Chemin de Vaboies	18 à 26
		Le Convas	28 à 32 ; 77 ; 78
		Valotte	33 à 35 ; 38 ; 80 ; 82
		Au Dessus de Tinchant	39
		Au Dessus de Sainfoin	40

7-3 Périmètre de protection éloignée

Le périmètre de protection éloignée s'étend sur une surface 142 ha environ sur les communes de Germigny et Viterne.

Art. 8 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection**8-1 Périmètres de protection immédiate**

Toutes les activités et installations autres que celles nécessaires à l'entretien du périmètre et à la maintenance des installations ou de leurs abords sont interdites.

Les périmètres de protection immédiate devront être propriété de la commune et le rester. Ils devront être clôturés et n'être accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien du captage.

La prairie sera maintenue en prairie de fauche sans apport d'engrais ou de produits phytosanitaires.

8-2 Périmètre de protection rapprochée

A l'intérieur de ce périmètre est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

en ce qui concerne les travaux souterrains sont interdits :

- l'ouverture ou l'exploitation de carrières,
- les forages, puits et captages des tiers dans le même aquifère,
- la réalisation de mares et d'étangs.

sont interdits les stockages et dépôts :

- d'ordures ménagères, détritus, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- de produits chimiques et déchets solides,
- d'hydrocarbures et liquides inflammables,
- de produits destinés aux cultures,

- d'effluents industriels,
- d'effluents domestiques collectifs,
- station d'épuration,
- les bassins de décantation industriels.

sont interdites les canalisations :

- d'eaux usées domestiques collectives,
- d'eaux usées industrielles,
- d'hydrocarbures, de produits chimiques liquides ou gazeux.

sont interdits les rejets liquides :

- d'eaux usées domestiques ou industrielles,
- d'effluents agricoles,
- d'installations autonomes de traitement d'eaux usées,
- de bassins d'infiltration d'eaux pluviales.

sont interdites les constructions :

- d'habitations,
- de camping, caravanning et annexes,
- de cimetières,
- d'installations classées,
- de bâtiments d'élevage et d'engraissement,
- de silos produisant des jus de fermentation,
- de nouvelles voies de communication,
- et d'une façon générale de toute construction.

en ce qui concerne les activités agricoles sont interdits :

- le drainage agricole,
- le maraîchage, les serres et pépinières,
- l'épandage de lisiers, boues de station d'épuration,
- le retournement des prairies permanentes (sauf pour réensemencement immédiat),
- les abreuvoirs, installations mobiles de traite, abris d'animaux à moins de 100 m des périmètres de protection immédiate,
- les sols nus en hiver,
- le pacage sur la prairie du Fond de Vaux (parcelles B 9 et 10).

en ce qui concerne les activités forestières sont interdits :

- les défrichements,
- les aires de débardage à moins de 50 m du périmètre de protection immédiate,
- le traitement du bois stocké,
- l'affourage ou l'agrainage de gibier à moins de 100 m des périmètres de protection immédiate, ainsi que dans la prairie du Fond de Vaux

l'utilisation et l'épandage de pesticides sont interdits pour des usages non agricoles.

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :

en ce qui concerne les travaux souterrains :

- en cas de nouvelle création de forage ou de captage pour les besoins de la collectivité, le forage actuel sera rebouché dans les règles de l'art.
- les sondages ou forages de reconnaissance devront être réalisés dans les règles de l'art et cimentés après usage à l'exception de sondages qui auraient pour finalité la reconnaissance ou la surveillance de l'aquifère. Dans le cas d'une reconnaissance de l'aquifère, le sondage sera équipé en piézomètre dont la tête sera solidement cadenassée.
- l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations mettant la roche à nu est subordonnée à la mise en place d'une étanchéité des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles.
- le remblaiement d'excavations quelles qu'elles soient sera réalisé à l'aide de matériaux qui en auront été extraits ou de matériaux naturels provenant de carrières n'ayant pas d'influence sur la chimie de la nappe.

en ce qui concerne les constructions :

- les travaux de voirie existante devront utiliser des matériaux naturels provenant de carrières et n'ayant pas d'incidence sur la chimie de la nappe. Les fossés d'évacuation des eaux de ruissellement seront imperméabilisés.

en ce qui concerne les activités forestières :

- les coupes à blanc ne devront pas excéder une surface de 5 ha sur une seule année.
- l'utilisation de pesticides ne sera autorisée qu'en cas de grave menace pour le peuplement. Elle devra être soumise à déclaration préalable au service régional de la protection des végétaux.

8-3 Périmètre de protection éloignée

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :

en ce qui concerne les travaux souterrains :

- la surface d'extraction des carrières à ciel ouvert ne pourra pas descendre en dessous de 345 m NGF. Toute demande de création ou d'extension de carrière devra faire l'objet d'une étude d'incidence sur le captage ; cette dernière devra démontrer l'absence d'incidence.

Art. 9 - Travaux à réaliser

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai maximum d'un an à compter de la publication de l'arrêté :

- Clôture des périmètres de protection immédiate avec portail d'accès fermant à clé.
- Sur le captage de "Moulin Bas Aval" :
 - Re-scellement de certaines pierres de la chambre de captage
 - Remplacement du capot de fermeture actuel par un capot muni d'une cheminée d'aération munie d'une grille anti-insectes
 - Mise en place d'une crépine sur la conduite de départ au réseau

aménagement de la sortie du trop plein et de la vidange et d'un clapet anti-retour pour éviter l'introduction de petits animaux ou insectes dans le captage.

- Sur le captage de "Moulin Bas Amont" :
 - Nettoyage des drains et enlèvement des éventuelles queues de renard
 - Vérification de l'état des parois intérieures en béton et remise en état si nécessaire, pose d'une échelle permettant l'accès au fond de l'ouvrage
 - Remise en état, voire remplacement du capot en fonte et mise en place d'une grille d'aération
 - Vérification du bon fonctionnement du trop plein et de son évacuation
 - Les crépines sur la conduite de départ et sur le trop plein seront vérifiées et éventuellement remplacées
- Sur le réservoir haut
 - Changement de la grille pare insectes.

Art. 10 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée et rapprochée à la date du présent arrêté, devront satisfaire aux obligations de l'article 8 dans un délai d'un an.

Art. 11 - Réglementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté

Le propriétaire désirant réaliser ou modifier une activité, installation ou dépôt réglementé conformément à l'article 8, doit avant tout début de réalisation, faire part de son intention au préfet de Meurthe-et-Moselle, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ou à leur écoulement.
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Si ces activités, installations ou dépôts nécessitent l'octroi d'une autorisation au titre de la législation sur les installations classées ou sur les établissements soumis à la déclaration, il sera constitué par le pétitionnaire, un dossier unique regroupant les pièces nécessaires à l'instruction de sa demande d'autorisation et celles prévues par le présent arrêté.

Une décision unique interviendra.

Art. 12 - Contrôle des prescriptions et sanctions

Les maires des communes de Germigny et Viterne sont chargés du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article R.1324-3 du code de la santé publique.

Art. 13 - Cessibilité

Sont déclarés cessibles conformément au plan parcellaire visé à l'article 7 la (ou les) propriété(s) désignée(s) à l'état parcellaire annexé nécessaire(s) à la constitution du périmètre de protection immédiate.

Le maire est autorisé à acquérir soit à l'amiable soit par voie d'expropriation en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à l'établissement des périmètres de protection immédiate.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 14 - Publicité

Un extrait de cet acte sera adressé à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Le maire de Thuilley-aux-Groseilles est chargé d'effectuer ces formalités.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Il sera affiché à la mairie de chacune des communes concernées pendant une durée minimale de deux mois, une mention de cet affichage sera insérée dans deux journaux locaux.

Les maires des communes concernées conservent l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Titre IV - Utilisation de l'eau à des fins de consommation humaine

Art. 15 - Situation

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine par la collectivité.

Art. 16 - Traitement

L'eau sera désinfectée avant distribution.

Art. 17 - Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, selon la réglementation en vigueur.

Titre V - Dispositions diverses

Art. 18 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter :

- de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
- de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.

Art. 19 - L'arrêté préfectoral du 14 mars 1984 déclarant d'utilité publique l'établissement des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée et l'institution des servitudes dans les terrains compris dans les périmètres rapprochée et éloignée du point d'eau sis à Germigny, alimentant la commune d'Ochey - Thuilley-aux-Groseilles, est abrogé.

Art. 20 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Toul, les maires des communes de Thuilley-aux-Groseilles, Germigny et Viterne, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie du présent arrêté sera adressée au bureau des recherches géologiques et minières, à la direction régionale de l'environnement, à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, à l'agence de l'eau Rhin-Meuse.

Nancy, le 22 novembre 2006

Le préfet,
Pour le préfet
et par délégation
le secrétaire général
Marc BURG

(Direction départementale de l'agriculture et de la forêt)

Extrait de l'arrêté préfectoral déclarant d'intérêt général et autorisant les travaux de restauration du Clos Pré à Damelevières

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er - Objet et déclaration d'intérêt général : Mme la présidente de la communauté des communes du Val de Meurthe est autorisée à réaliser, dans les conditions du présent règlement et conformément au dossier soumis à enquête, les travaux de restauration du Clos Pré à Damelevières. Ces travaux sont déclarés d'intérêt général.

Art. 2 - Situation : Les travaux seront réalisés sur la commune de Damelevières.

Art. 3 - Servitude de passage : Pendant les travaux, les riverains du Clos Pré à Damelevières devront laisser passage sur leurs terrains, depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, aux agents et surveillants chargés des travaux ainsi qu'aux agents chargés de la police de l'eau et de la police de la pêche.

Les propriétaires riverains seront personnellement informés à l'avance des travaux les concernant par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

Art. 4 - Caractéristiques des travaux

Les travaux et ouvrages consistent à :

- enlever les embâcles et déchets de toute nature ;
- entretenir la végétation des berges ;
- supprimer les protections réalisées par les riverains en rive droite et les remplacer par la végétalisation de berges au moyen d'arbres et d'arbustes adaptés ;
- supprimer un remblai en rive gauche afin de favoriser le stockage des crues et limiter la vitesse d'écoulement ;
- suppression de la partie busée (40 mètres) avec création d'un lit mineur d'étiage ainsi qu'un retalutage et une stabilisation des berges par des techniques mixtes ;

Ils seront réalisés conformément au projet déposé.

Art. 5 - Mesures de sauvegarde : Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

Les systèmes hydrauliques et les réservoirs de carburant des engins seront vérifiés afin d'écartier tout risque de pollution des eaux (hydrocarbures).

Des matériaux absorbants seront présents sur le chantier pour confiner tout départ. Les abords du chantier seront nettoyés.

Le nettoyage des engins mis en œuvre sur le chantier se fera loin du cours d'eau.

Afin de permettre, s'il y a lieu, de prendre toute mesure préventive de sauvegarde du poisson, le permissionnaire avisera au moins huit jours avant le début d'exécution des travaux la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique, le conseil supérieur de la pêche de Meurthe-et-Moselle et la D.D.A.F. de Meurthe-et-Moselle chargée de la police de l'eau et de la pêche.

Art. 6 - Mesures de sécurité publique : Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

Art. 7 - Réserve du droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Art. 8. – Accord préalable pour certains travaux : Les aménagements de clôtures et plantations sur rives ne pourront être entrepris qu'avec l'accord préalable écrit des propriétaires riverains concernés.

L'évacuation des bois après coupe devra intervenir sous délai de 15 jours après entente avec les propriétaires riverains.

Art. 9. – Exécution des travaux – remise en état des lieux : Les agents du service chargé de la police de l'eau et de la police de la pêche ainsi que les fonctionnaires et agents habilités à constater les infractions en matière de polices des eaux et de la pêche auront en permanence libre accès au chantier de travaux et ouvrages en exploitation.

Les travaux de restauration du Clos Pré devront avoir fait l'objet d'un commencement substantiel, sous peine de rendre caduque la déclaration d'intérêt général, avant le 1^{er} décembre 2006.

Les travaux de restauration du Clos Pré devront être terminés dans un délai de 1 an à compter de la notification du présent arrêté.

Art. 10. – Clause de précarité : Le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre dans l'intérêt général et notamment de la sécurité et la salubrité publiques, de la pêche en eau douce et gestion des mesures le privant de manière temporaire ou définitive des avantages résultant du présent arrêté.

Art. 11. – Modification des ouvrages : Toute modification apportée par le permissionnaire aux ouvrages doit être portée avant exécution à la connaissance du préfet.

Art. 12. – Recours : Le présent arrêté ne peut être déféré qu'auprès du tribunal administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le pétitionnaire à compter de la notification et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L214-10 du code de l'environnement).

Art. 13. – Publication et exécution : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Lunéville, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le maire de Damelevières, la présidente de la communauté des communes du Val de Meurthe, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont copie sera adressée au chef de la brigade départementale du conseil supérieur de la pêche.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairie de Damelevières.

Nancy, le 30 octobre 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

(Direction départementale de l'agriculture et de la forêt)

Extrait de l'arrêté préfectoral fixant des prescriptions dans le cadre de travaux d'assainissement collectif à Vroncourt soumis au régime de la déclaration

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1. – Objet :

Récépissé de déclaration est donné à Monsieur le maire de Vroncourt concernant la réalisation et l'exploitation d'ouvrages de collecte et de transport des eaux usées de Vroncourt et d'une station d'épuration, à Vroncourt, dans les conditions du présent règlement.

Les ouvrages relèvent des rubriques de la nomenclature annexée au décret 93-743 du 29 mars 1993 suivantes :

5.1.0. (2°) - Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute de pollution organique supérieure à 12 kg de DBO5 mais inférieure à 600 kg de DBO5 - Déclaration ;

Art. 2. – Situation et nature des travaux

Les travaux seront réalisés en conformité au projet présenté à l'appui de la demande de récépissé moyennant les prescriptions complémentaires ci-après. Ils consistent principalement en :

- la construction d'une station d'épuration des eaux usées d'une capacité de 15 kg de DBO5/ jour soit 250 équivalents - habitants sur le territoire de Vroncourt (parcelles 28 Section A) ;
- l'épuration sera assurée au moyen d'un procédé par infiltration percolation ou tout autre procédé permettant d'atteindre les prescriptions fixées au 5^{ème} alinéa de l'article 3 du présent arrêté.

Le rejet des eaux traitées s'effectuera dans le ruisseau du Greuil par l'intermédiaire d'une conduite d'évacuation;

- l'aménagement de 4 déversoirs d'orage et un poste de relevage sur les réseaux d'égout situés comme suit :

Numéro du déversoir d'orage	Localisation	Capacité (kg DBO5/ jour)	Milieu récepteur
DO 1	Rue de l'église	1.5	Ruisseau du Greuil
DO 2	Grand rue	3.3	Ruisseau du Greuil
DO 3	Amont immédiat de la station d'épuration (issue de la rue de Poitou)	3.6	Ruisseau du Greuil
DO 4	Rue Saint Joseph	3	Ruisseau du Greuil
Poste de relevage	A la station d'épuration	15	Ruisseau du Greuil

Art. 3. – Prescriptions

Le déclarant devra :

1. Se conformer aux prescriptions techniques minimales fixées par l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 annexé au présent arrêté. Toute demande visant à modifier certaines de ces prescriptions est à adresser en préfecture de Meurthe-et-Moselle.
2. Les prescriptions relatives à la protection du milieu naturel mentionnées à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 sont renforcées par les prescriptions suivantes :

En aucune manière, sauf cas de force majeure, les eaux brutes ne doivent rejoindre directement le milieu naturel ; les modalités de gestion de la station et du réseau doivent en tenir compte. Le gestionnaire de la station veillera notamment à interdire tout rejet direct d'eau non traitée dans le milieu naturel lors des opérations de vidange des boues de la station.

3. Les prescriptions relatives à la destination des boues et des graisses mentionnées à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 sont renforcées par les prescriptions suivantes :

Le déclarant devra, un an avant les épandages des boues de curage de la lagune, communiquer au service chargé de la police de l'eau un projet pour éliminer les boues produites en précisant le protocole de vidange.

4. Les prescriptions relatives aux déversoirs d'orage et réseaux mentionnées à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 s'appliquent en totalité aux stations de refoulement et postes de relevage mis en place sur le réseau ; les stations de refoulement et postes de relevage doivent être conçus pour éviter les fuites vers le milieu naturel ; si ceux-ci sont équipées de surverses, des mesures seront prises pour enregistrer les événements et en mesurer l'importance.
5. Les performances minimales de l'ouvrage d'épuration, mentionnées à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996, sont renforcées par les prescriptions suivantes :

Paramètres	Rendement minimal de l'épuration	Concentration maximale du rejet
DBO ₅	90 %	25 mg/l
DCO	75 %	125 mg/l
MES	90 %	35 mg/l
N ammoniacal	80 %	10 mg/l

Ces performances seront respectées en concentration et en rendement en moyenne sur 24 heures, par temps sec.

En période de pluies, une exigence (concentration ou rendement) sera retenue.

6. L'autosurveillance, mentionnée à l'article 26 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996, sera effectuée une fois par an et portera sur les paramètres suivants : débit, pH, DBO5, DCO, MES, N ammoniacal sur un échantillon moyen journalier. Les résultats en concentrations et rendements sont transmis au service chargé de la police de l'eau et à l'agence de l'eau.
7. Outre les prescriptions visées à l'article 23 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1996 permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement, seront portés en outre, dans le registre tenu à la disposition des agents chargés du contrôle, les alternances et le nombre de bâchées reçues par chaque filtre et les indications permettant de suivre le colmatage de ceux-ci.

Art. 4. – Evénements exceptionnels et incidents

Le déclarant est tenu de signaler au préfet et au service chargé de la police de l'eau tout incident ou accident intéressant les ouvrages réalisés. Le déclarant devra dans ce cas prendre toutes les mesures utiles pour mettre fin le plus rapidement possible à la cause de l'incident ou de l'accident, en évaluer les conséquences et y remédier.

Art. 5. – Modification des ouvrages

Conformément aux dispositions de l'article 33 du décret 93-742 du 29 mars 1993, toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage, à l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle procédure de déclaration.

Art. 6. – Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Art. 7. – Recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de 2 mois à compter de la notification pour le déclarant et de 4 ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (art L 214-10 du code de l'environnement).

Art. 8. – Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de la commune de Vroncourt, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché en mairie de Vroncourt.

Une copie du présent arrêté sera adressée pour information à la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, au chef de la brigade départementale des gardes-pêche du conseil supérieur de la pêche.

A Nancy, le 30 octobre 2006

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

L'arrêté du 21 juin 1996 fixant les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales, dispensés d'autorisation au titre du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau (JO du 9 août 1996) est consultable en préfecture, dans le service émetteur.

Extrait de l'arrêté du 31 octobre 2006 portant 1°) déclaration d'utilité publique a) de la dérivation de la source de Moulin par le syndicat intercommunal des eaux de Seille-et-Moselle, sur la commune de Bouxières-aux-Chênes et b) d'établissement des périmètres de protection de ce point d'eau et 2°) autorisation de poursuivre

l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Titre I - Dispositions générales

Art. 1er - Objet

Est déclaré d'utilité publique, en vue de distribuer l'eau destinée à la consommation humaine, le prélèvement par le syndicat intercommunal des eaux de Seille-et-Moselle dénommé ci-après 'la collectivité'. Le présent arrêté traite respectivement de :

- 1°) la dérivation par captage de la source de Moulin à Bouxières-aux-Chênes
- 2°) l'établissement des périmètres de protection autour du point d'eau à Bouxières-aux-Chênes
- 3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Titre II - Dérivation des eaux

Art. 2 - Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par un ouvrage de captage. La situation de l'ouvrage et les caractéristiques de la ressource en eau à exploiter sont précisées ci-après :

Appellation	Commune	Code minier	Coordonnées Lambert II		Altitude
			X =	Y =	
Source de Moulin R1	Bouxières-aux-Chênes	02302X0097	887740	2425940	310
Source de Moulin R4	Bouxières-aux-Chênes	02302X0187	887700	2426060	324

Art. 3 - Débits prélevés

Le volume à prélever ne pourra excéder 85 m³/h.

Art. 4 - Sauvegarde des intérêts généraux

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par cette dérivation, la collectivité devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le chef de service responsable de la police des eaux.

Art. 5 - Mesures de débits

Les appareils de contrôle des débits prélevés seront conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit (une fois par semaine)
- incidents survenus (pannes, eaux non conformes ...)
- modifications d'installations.

Ce registre sera examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux au cours de leur tournée.

Un compte-rendu annuel d'exploitation sera transmis au service chargé de la police des eaux.

Ce compte-rendu fournira les données suivantes :

- débit maximum de pointe (en m³/h) prélevé
- volume journalier maximum (en m³/j) prélevé
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte-rendu pourra être remplacé par le compte-rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée (affermage).

Art. 6 -

La collectivité devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Titre III - Périmètres de protection du point d'eau

Art. 7 - Définition des périmètres de protection

Les plans et états parcellaires annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

7-1 Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate du captage de la source de Moulin couvre une surface de 1 ha 58 a environ. Il est situé sur le territoire de la commune de Bouxières-aux-Chênes et regroupe les parcelles ci après :

Section	Lieu-dit	Parcelles
A1	En Gloriotte	1, 2pp, 28pp, 29pp, 31pp, 32pp
F	En Gloriotte	254pp, 256, 257pp, 261pp, 262pp, 264pp, 288pp, 289

7-2 Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée s'étend sur une surface d'environ 103 ha 03 a 17 ca pour la zone A et de 90 ha 16 a 46 ca pour la zone B, il regroupe les parcelles énumérées dans le tableau ci-après :

Zone	Section	Lieu-dit	Parcelles
A	A1	En Gloriotte	33 à 49
		Fond de la Côte	32 à 34
	E	Aboutissant sur le Jeu de Quilles	35 à 42 ;
		La Côte de Blanzey	165
		Devant la Côte Marie Madeleine	138 ; 139 ; 141
		Au Dessus de Gloriotte	142 à 146
	F	Au Dessus du Chauffour	33 ; 37 ; 38 ; 40 à 44 ; 49 ; 50
		La Croix Rouge	196 à 234
	F2	En Gloriotte	235 à 242 ; 245 à 255 ; 257 à 281 ; 284 ; 285 ; 287 ; 288 ; 290 à 292 ; 351 à 371 ; 373 ; 1212 ; 1213 ; 1241
	F	Les Messottes	374
	F2	A la Normande	775
	ZD	Les Pierrottes	1 à 6
		Milieu de la Côte	7 à 27
		Côte Marie Madeleine	28 à 41

B	A	A Gloriotte	42, 44 à 48 ; 66 ; 67
		Milieu de la Côte	59 ; 60 ; 62 à 64 ; 877 à 881
		Carrière du Clocher	396 ; 397
	E	La Côte de Blanzey	211 ; 212
	ZD	La Côte de Blanzey	49 à 51 ; 53 à 63 ; 68 ; 69
	ZE	Carrière du Clocher	1 à 7
		Champs Tabary	8 ; 12 à 17
		Sous Le Bois	18

Art. 8 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection

8-1 Périmètre de protection immédiate

Les parcelles constituant le périmètre de protection immédiate doivent être et rester propriété du syndicat.

A l'intérieur de ce périmètre, toute activité autre que celle directement liée à l'entretien des ouvrages est interdite. Son accès n'est autorisé qu'aux personnes chargées de l'entretien du captage et de ses abords et du contrôle de la qualité des eaux.

8-2 Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée est divisé en deux zones : une zone dénommée A et une dénommée B.

A l'intérieur de ce périmètre est interdit tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

en ce qui concerne les travaux souterrains sont interdits :

- les nouveaux captages d'eau dans le même aquifère sauf pour remplacer les ouvrages actuels,
 - l'ouverture et l'exploitation de carrière,
 - l'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de 2 mètres de profondeur,
 - la réalisation de mares et d'étangs,
- sont interdits les stockages et dépôts :*
- d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de déchets industriels, de tous produits polluants susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
 - de produits chimiques,
 - d'hydrocarbures et de liquides inflammables,
 - de produits destinés aux cultures (engrais, pesticides, lisiers, fumiers, purins),
 - d'effluents industriels,
 - d'effluents domestiques collectifs,
 - les stations d'épuration, lagunage,
 - les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.

sont interdites les canalisations :

- d'eaux usées domestiques collectives,
 - d'eaux usées industrielles,
 - d'hydrocarbures, produits chimiques liquides ou gazeux,
- sont interdits les rejets liquides :*
- d'eaux usées domestiques,
 - d'eaux usées industrielles,
 - d'effluents agricoles,
 - d'installations autonomes de traitement d'eaux usées,
 - les bassins d'infiltration d'eaux pluviales.

en ce qui concerne les constructions sont interdits :

- les habitations raccordées ou non à un assainissement collectif,
- les campings, caravaning et annexes,
- les cimetières,
- les installations classées,
- les bâtiments d'élevage, d'engraissement,
- les silos produisant des jus de fermentation,
- la création de nouvelles voies de communication,
- toute construction sauf celle liée au réseau d'eau et à la protection des eaux (type clôture),

en ce qui concerne les activités agricoles sont interdits :

- le drainage,
- le maraîchage, les serres et pépinières,
- l'épandage de lisiers, boues industrielles, boues de station d'épuration,
- l'épandage de fumier dans le périmètre de protection rapprochée A
- les abreuvoirs et les installations mobiles de traite à moins de 200 mètres du captage.

en ce qui concerne les activités forestières et cynégétiques :

- le défrichement,
- les aires de stockage du bois,
- l'utilisation de pesticides,
- l'affourage ou l'agrenage de gibier sur toute la bande boisée du lieu-dit "En Gloriotte",
- la création de nouvelles pistes forestières à moins de 200 m du captage c'est à dire au lieu-dit "En Gloriotte" dans la forte pente.
- le traitement du bois stocké.

A l'intérieur de ce périmètre sont réglementés :

en ce qui concerne les travaux souterrains :

- le remblaiement d'excavation sera réalisé à l'aide de matériaux naturels provenant de carrières et n'ayant pas d'influence sur la chimie de la nappe.

en ce qui concerne les activités agricoles :

- les épandages agricoles seront conduits et suivis selon les dispositions suivantes :

- * interdiction des sols nus en hiver : les repousses des cultures précédentes ou les cultures intermédiaires ne seront pas détruites avant le 1er novembre.
- * pour chaque parcelle, sera tenu un cahier où seront notés le type de culture, la culture intermédiaire mise en place ou la gestion de la repousse, les dates de labour, de semis, d'épandages des produits fertilisants (minéraux pour la zone A, minéraux ou organiques pour la zone B) et des phytosanitaires ainsi que leurs natures et les doses. Ces cahiers devront être normalisés et tenus dans les mêmes unités pour en faciliter

l'interprétation. Ils seront transmis chaque année au syndicat des eaux et au plus tard le 30 juin.

- * prise en compte des reliquats azotés pour établir le plan de fertilisation, apports fractionnés avec respect des interdictions des périodes d'épandage,
- * adaptation des cultures en fonction de l'évolution des teneurs en nitrates et ne pesticides des eaux captées.

en ce qui concerne les activités forestières et cynégétiques :

- dans les peuplements en régénération, les coupes à blanc ne devront pas excéder 2 ha d'un seul tenant avec une surface cumulée de 2 ha par an dans le périmètres. Le cumul des surfaces coupées à blanc, dans les peuplements en régénération pendant cinq ans ne devra pas excéder 6 ha.

Art. 9 - Travaux à réaliser

Les travaux de mise en conformité suivants seront réalisés dans le délai maximum de deux ans à compter de la publication de l'arrêté :

- mise en place des clôtures autour des périmètres de protection immédiate
- changement des capots défectueux avec reprise de l'étanchéité des regards
- changement des échelles d'accès dangereuses,
- aménagement du regard n°4 en retirant la tôle
- faire un point à l'étiage sur le conduit des galeries supérieures qui était obstrué et mettait en charge la galerie de droite. Pose éventuelle d'une nouvelle conduite entre le point bas du captage et le regard 4.
- rétablissement du chemin d'accès aux parcelles en raison de la clôture de l'actuel chemin

Art. 10 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée et rapprochée à la date du présent arrêté, devront satisfaire aux obligations de l'article 8 dans un délai d'un an.

Art. 11 - Réglementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté

Le propriétaire désirant réaliser ou modifier une activité, installation ou dépôt réglementé conformément à l'article 8, doit avant tout début de réalisation, faire part de son intention au préfet de Meurthe-et-Moselle, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ou à leur écoulement.
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Si ces activités, installations ou dépôts nécessitent l'octroi d'une autorisation au titre de la législation sur les installations classées ou sur les établissements soumis à la déclaration, il sera constitué par le pétitionnaire, un dossier unique regroupant les pièces nécessaires à l'instruction de sa demande d'autorisation et celles prévues par le présent arrêté.

Une décision unique interviendra.

Art. 12 - Contrôle des prescriptions et sanctions

Le maire de la commune de Bouxières-aux-Chênes est chargé du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article R.1324-3 du code de la santé publique.

Art. 13 - Cessibilité

Sont déclarés cessibles conformément au plan parcellaire visé à l'article 7 la (ou) les propriété(s) désignée(s) à l'état parcellaire annexé nécessaire(s) à la constitution du périmètre de protection immédiate.

Le président, est autorisé à acquérir, par voie d'expropriation en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 14 - Publicité

Un extrait de cet acte sera adressé à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Le président du SIE de Seille-et-Moselle est chargé d'effectuer ces formalités.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Il sera affiché à la mairie de chacune des communes concernées pendant une durée minimale de deux mois, une mention de cet affichage sera insérée dans deux journaux locaux.

Les maires des communes concernées conservent l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Titre IV - Utilisation de l'eau à des fins de consommation humaine

Art. 15 - Situation

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine par la collectivité.

Art. 16 - Traitement

L'eau sera désinfectée avant distribution.

Art. 17 - Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme départemental fixé par la direction départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle, selon la réglementation en vigueur.

Art. 18 - Drogation aux limites de qualité des eaux destinées à la consommation humaine

18-1 - Le syndicat intercommunal des eaux de Seille-et-Moselle ne pouvant fournir une eau conforme est autorisé à distribuer pour la consommation humaine l'eau de la source de Moulin avec un teneur en atrazine supérieure à la valeur limite de qualité fixée par l'article R.1321-2, au I de l'annexe 13-1, et ce jusqu'à une valeur maximale de 0,4 µg/l. Ce maximum s'applique à la seule atrazine ou à la somme de l'atrazine et de ses métabolites. Le total des pesticides ne devra pas dépasser 0,5 µg/l.

L'eau peut-être consommée par tous.

18-2 - Les communes visées par cette dérogation sont celles desservies actuellement par cette ressource.

18-3 - Cette dérogation est accordée à compter de la date de signature du présent arrêté et ce pour une durée de trois ans.

18-4 - Le président du syndicat intercommunal des eaux de Seille-et-Moselle ainsi que les maires des communes concernées doivent porter dans les meilleurs délais cette information à la connaissance de la population et des responsables des industries agroalimentaires.

18-5 - Le contrôle sanitaire est renforcé aux frais du demandeur : une analyse mensuelle des pesticides azotés est effectuée. Le DDASS de Meurthe-et-Moselle pourra moduler cette fréquence à la hausse ou à la baisse, au vu des résultats d'analyses.

18-6 - Dans un délai maximal de trois ans, l'eau distribuée devra être conforme aux limites de qualité des eaux destinées à la consommation humaine pour les paramètres Atrazine et ses métabolites. Dans le cas contraire, un procédé de traitement au charbon actif ou tout autre procédé agréé devra être mis en place.

Titre V - Dispositions diverses

Art. 19 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter :

- de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
- de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.

Art. 20 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de la commune de Bouxières-aux-Chênes, le président du syndicat intercommunal des eaux de Seille-et-Moselle, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie du présent arrêté sera adressé au bureau des recherches géologiques et minières, à la direction régionale de l'environnement, à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, à l'agence de l'eau Rhin-Meuse.

Nancy, le 31 octobre 2006

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

Extrait de l'arrêté autorisant les agents et mandataires de GRT gaz à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées pour procéder aux études et opérations de piquetage topographiques nécessaires au projet de renforcement de l'artère nord est distribuant le gaz naturel par la pose d'une canalisation entre Petit-Tenquin (Moselle) et Cerville (Meurthe-et-Moselle)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Les agents et mandataires de GRT gaz, ainsi que les agents des entreprises travaillant pour son compte, sont autorisés à procéder aux études et opérations de piquetage topographiques nécessaires au projet de renforcement de l'artère nord est distribuant le gaz naturel par la pose d'une canalisation entre Petit-Tenquin (Moselle) et Cerville (Meurthe-et-Moselle).

A cet effet, sous réserve du droit des tiers, ils pourront pénétrer dans les propriétés publiques et privées, closes ou non closes (sauf à l'intérieur des maisons d'habitation) et dans les zones boisées, y planter des balises, y établir des jalons, piquets et repères, y pratiquer des sondages, fouilles et coupures, y exécuter des ouvrages temporaires et y faire des abattages, élagages, ébranchements, nivellements et autres travaux ou opérations que les études ou la réalisation du projet rendront indispensables.

Les opérations ci-dessus seront effectuées dans les communes de Cerville, Champenoux, Mazerulles, Moncel-sur-Seille et Velaine-Sous-Amance.

Art. 2 : Chacun des techniciens et agents chargés des études et travaux sera muni d'une copie du présent arrêté qu'il sera tenu de présenter à toute réquisition.

Art. 3 : Dans les propriétés closes, l'introduction des techniciens et agents susvisés n'aura lieu qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 5 de la loi du 29 décembre 1892.

Art. 4 : Il ne pourra être abattu d'arbres fruitiers, d'ornement ou de haute futaie avant qu'un accord amiable ne soit établi sur la valeur ou qu'à défaut de cet accord, il ait été procédé à la constatation contradictoire destinée à fournir les éléments nécessaires à l'évaluation des dommages.

Art. 5 : Les indemnités qui pourraient être dues pour dommages causés aux propriétés par les agents chargés des études seront à la charge de GRT gaz. A défaut d'accord amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif.

Art. 6 : Il est interdit de troubler, de quelque manière que ce soit, l'exécution des travaux, ainsi que d'arracher ou de déplacer des balises, piquets, jalons, bornes, repères ou signaux placés par les agents chargés des études.

Art. 7 : Les maires des communes de Cerville, Champenoux, Mazerulles, Moncel-sur-Seille et Velaine-Sous-Amance, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, les gardes champêtres et forestiers, les propriétaires et les habitants des communes dans lesquelles les études seront faites, sont invités à prêter aide et assistance aux techniciens ainsi qu'au personnel effectuant les études et travaux.

Ils prendront des mesures nécessaires pour la conservation des balises, jalons, piquets et repères servant au tracé.

Art. 8 : Le présent arrêté sera périmé de plein droit s'il n'est pas suivi l'exécution dans les six mois de sa prise.

Art. 9 : Il devra, dès réception, être affiché aux endroits habituels dans les communes, citées à l'article 1^{er}, dont chaque maire adressera immédiatement à la préfecture un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité.

Art. 10 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Art. 11 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, les maires des communes de Cerville, Champenoux, Mazerulles, Moncel-sur-Seille et Velaine-sous-Amance et le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée au directeur départemental de l'équipement, au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et au directeur de GRT gaz.

Nancy, le 20 novembre 2006

Le préfet,
Pour le préfet
et par délégation
le secrétaire général
Marc BURG

Bureau du management stratégique des Services de l'Etat et des affaires financières

Extrait de l'arrêté portant transfert d'affectation d'un ensemble immobilier domanial à Neuves-Maisons

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er : Est affecté à titre définitif au ministère de la défense, pour les besoins de son fonctionnement, l'ensemble immobilier domanial désigné comme commissariat de police, cadastré 58, rue du Capitaine Caillon sur la commune de NEUVES MAISONS, section AC n° 140 et n° 141 pour une superficie totale de 1125 mètres carré.

Art. 2 : Cet ensemble immobilier est inscrit au tableau général des propriétés de l'Etat, sous le n° 540-0135-46201-1-12-397

En ce qui concerne ledit tableau, l'immatriculation nouvelle est établie au profit du ministère de la défense à la rubrique 28300 (Gendarmerie Nationale).

Art. 3 : L'indemnité prévue à l'article R 88-1 du code du domaine de l'Etat a été fixée à 155.000 euros par le directeur des services fiscaux.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur des services fiscaux, les chefs des services des administrations civiles anciennement et nouvellement affectataires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont une copie sera adressée au ministre chargé du domaine.

Nancy, le 6 novembre 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique

Extrait de décision de la commission nationale d'équipement commercial

Par décision du 10 octobre 2006, la commission nationale d'équipement commercial statuant sur le recours présenté contre la décision de refus de la commission départementale d'équipement commercial du 8 février 2006 a **refusé** à la SARL ALDI MARCHE Ennery l'autorisation de procéder à l'extension de 477 m² d'un supermarché de type maxi discompte de 297 m² à l'enseigne « ALDI MARCHE » à Pont-à-Mousson, portant la surface totale de vente à 774 m² de vente.

Le texte de cette décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Pont-à-Mousson.

Nancy, le 3 novembre 2006

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le chef de bureau,
Daniel PUCELLE

Extrait de l'arrêté modificatif de la composition des membres de la commission consultative départementale des gens du voyage

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le Président du conseil général de Meurthe-et-Moselle

ARRETEMENT

Art. 1^{er} : l'arrêté du 27 octobre 2005 est modifié comme suit:

Représentants de la caisse d'allocations familiales

A la place de :

Titulaire : Mme Edith VOIRIN

Lire :

Titulaire : Mme Monique BOGE

A la place de :

Suppléante : Mme Monique BOGE

Lire :

Suppléante : Mme Isabelle ABDELMOULA

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture et monsieur le directeur général des services départementaux sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont ampliation sera adressée à chacun des membres.

Fait à Nancy le 30 novembre 2006

Le Préfet
Claude BALAND

Le Président du Conseil Général,
Michel DINET

Direction des relations avec les collectivités locales

Extrait de l'arrêté du 22 novembre 2006 modifiant l'arrêté du 20 décembre 2005 portant constitution de la commission tripartite locale

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 2 de l'arrêté portant constitution de la commission tripartite locale du 20 décembre 2005 est modifié de la façon suivante :

« Cette commission est présidée par le préfet ou son représentant. Elle se réunit à la demande du préfet ou de la moitié au moins des représentants du personnel.

Elle est composée comme suit :

1^{er} collège : représentants des services déconcentrés de l'Etat

Éducation nationale :

M. Michel CLEMENS, secrétaire général adjoint du rectorat,
Mme Dominique GUILINI, secrétaire générale de l'inspection académique de Meurthe-et-Moselle,
M. François NOEL, directeur des ressources humaines de l'académie Nancy-Metz,
Mme Nadine PAJEOT, chef de bureau à la DIPAOS rectorat.

Équipement :

M. Hugues CORBEAU, directeur départemental de l'équipement,
M. Dominique LOUIS, directeur départemental adjoint de l'équipement,
Mme Bernardette CLAVEL, secrétaire générale

Experts :

M. le Docteur Bernard MICHELIN, médecin de prévention,
Mme Patricia MOCHI, assistante sociale.

Santé :

Mme Christiane PERNET, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales

Mme Myriam BERG, directrice départementale adjointe des affaires sanitaires et sociales,

M. Jean-François LHUILLIER, directeur départemental adjoint des affaires sanitaires et sociales.

2^{ème} collège : représentants du département :

1) Au titre de l'assemblée départementale

M. Michel DINET, président du conseil général ou son représentant,
M. Jean-Paul VINCHELIN, vice-président,
M. Jean-Pierre MINELLA, vice-président,
M. Jean-Marie UHLRICH, vice-président,
Mme Michèle PILOT, vice-présidente
M. Maurice VILLAUME, vice-président,

2) Au titre des services du conseil général

M. Denis VALLANCE, directeur général des services,
M. Christophe LAFOUX, directeur général adjoint,
Mme Anne-Marie HERBOURG, directrice de l'aménagement des territoires,
M. Bernard LEUYET, directeur de la solidarité et de l'action sociale,
M. Francis MAUSS, directeur des ressources humaines,
Mme Agnès MULLER, responsable du service « paie et carrières ».

3^{ème} collège : représentants des organisations syndicales

Éducation nationale (10 titulaires, 10 suppléants) :

Titulaires :	Suppléants :
UNATOS-FSU (3 titulaires) :	UNATOS-FSU (3 suppléants)
M. Dominique ANDRE	M. Raymond COLIN
Mme Marie-Odile MOREAU	Mme Rita DUBOIS
M. Didier COLIN	Mme Agnès GENIN
SNAEN CT UNSA (3 titulaires) :	SNAEN CT UNSA (3 suppléants)
M. Patrice RAVIGNON	Mme Sylvie GABRIEL
M. Christian JACQUINET	M. Roger ROLLIN
M. Yves DIDELOT	Mme Tonina LECARPENTIER
SGPEN-CGT (2 titulaires) :	SGPEN-CGT (2 suppléants) :
M. Alain BUCCI	Mme Francine EDELHAUSER
M. Pascal ZEMB	M. Olivier NICLOUX
FO (2 titulaires) :	FO (2 suppléants) :
M. Yvon COURTEMANCHE	M. Yves FRIRY
Mme Nicole PEDE	M. Gilles MARTIN

Équipement (10 titulaires, 10 suppléants) :

Titulaires :	Suppléants :
CGT équipement (5 titulaires) :	CGT équipement (5 suppléants)
M. Gérard GARUSTET	M. Claude PESTELARD
M. Jean Marie PADOVAN	Mme Estelle ANDRE
M. Claude WELTIN	M. Michel MILIANI
M. Auguste GAGLIANO	M. Alain GRANDJEAN
Mme Sabine HAUER	M. Alain FRAMERY
CFDT équipement (4 titulaires) :	CFDT équipement (4 suppléants)

M. Jean-Luc CAMÉ
M. Gilles LANG
Mme Évelyne LECAS
Mme Céline RAOULT
FO équipement (1 titulaire) :
M. André FORIN
Santé (2 titulaires, 2 suppléants) :
Titulaires :
FO santé (1 titulaire) :
Mme Sylvie HUMBERT
UNSA santé (1 titulaire) :
Mme Emmanuelle SANGNIER

M. Bruno CLAUDEPIERRE
M. Alain KEYSER
Mme Noëlle LOMBARD
Mme Brigitte VIDVARD
FO équipement (1 suppléant) :
M. Thierry GUYOT
Suppléants :
FO santé (1 suppléant) :
Mme Myriam TOUSSAINT
UNSA santé (1 suppléant) :
Mme Évelyne DITTE ».

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres de la commission et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.
Nancy, le 22 novembre 2006

Le préfet,
Claude BALAND

Bureau des concours financiers et du contrôle budgétaire

Extrait de l'arrêté interpréfectoral n°610/2006 portant dissolution du syndicat intercommunal pour la gestion des services d'incendie et de secours de la circonscription du centre de secours principal de Mirecourt

Le Préfet de Meurthe et Moselle
Le Préfet des Vosges

ARRETEMENT

Art. 1^{er} : Est prononcée la dissolution du syndicat intercommunal pour la gestion des services d'incendie et de secours de la circonscription du centre de secours principal de Mirecourt.

Art. 2 : Les conditions de la dissolution se feront conformément aux dispositions prévues par les délibérations du 20 décembre 2004 et du 17 janvier 2006 du comité syndical.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture des Vosges, le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le sous-préfet de Neufchâteau, le trésorier payeur général, le trésorier du syndicat, le président du syndicat, les maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs et informations officielles de la préfecture des Vosges et de la préfecture de Meurthe et Moselle.
Nancy, le 19 avril 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général
Marc BURG

Epinal, le 2 mai 2006
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général de la Préfecture
Charles-Edouard TOLLU

Extrait de l'arrêté du 23 octobre 2006 autorisant la nomination d'un régisseur d'État auprès de la police municipale de Laxou

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Art. 1^{er} : M. Roland VAILLANT, brigadier chef de police municipale de la commune de Laxou, est nommé en qualité de régisseur titulaire pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2 212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 par la route.

Art. 2 : M. Roland VAILLANT est dispensé de constituer un cautionnement et percevra une indemnité de responsabilité annuelle de 55 €.

Art. 3 : M. Stéphane HERVEUX, gardien principal, est nommé régisseur suppléant.

Art. 4 : Les autres policiers municipaux de la commune de Laxou sont désignés mandataires.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de Laxou et le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au régisseur et à son suppléant, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée au ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire.
Nancy, le 23 octobre 2006

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

Extrait de l'arrêté du 10 novembre 2006 portant nomination du comptable de la régie chargée de la gestion de l'Opéra national de Lorraine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Les fonctions de comptable de la régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière chargée de la gestion du service public administratif de l'Opéra national de Lorraine sont confiées au trésorier de Nancy-Municipale, par ailleurs comptable de la ville de Nancy.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au trésorier de Nancy-Municipale ainsi qu'au maire de Nancy, et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.
Nancy, le 10 novembre 2006

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Extrait de l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2006 autorisant la modification des statuts de la communauté de communes de Seille et Mauchère dans le cadre de la définition de l'intérêt communautaire

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La communauté de communes de Seille et Mauchère est autorisée à exercer les compétences suivantes :

1. Aménagement de l'espace

Créer et gérer les zones d'aménagement concerté et à vocation de développement économique ;

Favoriser une bonne organisation de l'espace intercommunal, à travers la mise en œuvre d'un schéma d'aménagement et de développement et la participation à diverses réflexions sur l'aménagement du territoire ;

Élaboration et révision du SCOT (Schéma de cohérence Territoriale) et représentation dans l'Établissement public gérant le SCOT ;

Soutenir le développement et la création de projets locaux

Est d'intérêt communautaire : l'adhésion au Pays du Val de Lorraine. Par cette adhésion, la Communauté de Communes de Seille et Mauchère contribue au développement de son territoire grâce à la mobilisation de financements départementaux et régionaux ciblée sur des projets locaux éligibles aux règlements d'intervention du Pays.

2. Développement économique

Favoriser le maintien, l'accueil et l'environnement des entreprises :

Est d'intérêt communautaire : la création, la gestion, et la promotion de bâtiments économiques sur les zones d'activités communautaires ;

Aménager, entretenir, étendre et gérer les zones d'activités industrielle, commerciale ou touristique qui sont d'intérêt communautaire en veillant à l'équilibre territorial de la Communauté de Communes et en maintenant une vision globale du développement économique ;

Sont définies comme zones d'intérêt communautaire toutes les zones d'activité existantes à la date de la création de la Communauté de Communes et les zones d'activités futures ;

Mettre en œuvre une politique d'insertion dans le monde du travail :

Est d'intérêt communautaire : la création et la gestion d'un chantier d'insertion par le travail

3. Développement touristique / embellissement

Mettre en place une politique de développement touristique à l'échelle de la Communauté de Communes :

Est d'intérêt communautaire : La création et l'entretien de panneaux d'information touristiques et pédagogiques

Étudier, créer, étendre, aménager, entretenir et baliser des sentiers de randonnées d'intérêt communautaires

Sont d'intérêt communautaire : les circuits inscrits dans le schéma communautaire (TOPO GUIDE) joint en annexe des statuts

Entretien des sites touristiques et naturels localisés sur les sentiers de randonnées d'intérêt communautaire, créés et valorisés par la Communauté de Communes.

Sont d'intérêt communautaire :

PHLIN : le lavoir

LANFROICOURT : la fontaine St Gengoult

Boucle de HAN : la frayère, la saulaie et la collection de Saules

4. Protection et mise en valeur de l'environnement

Gérer la collecte, la valorisation et le traitement des déchets ménagers et assimilés et mener toute action visant à en réduire le volume ;

Promouvoir toute action de bonne gestion de l'espace, de préservation, de réhabilitation et de mise en valeur des paysages naturels et urbains ;

Est d'intérêt communautaire : l'animation, la gestion, la coordination d'une OPAV (Opération Programmée d'Amélioration des Vergers)

Etudier les solutions appropriées pour mettre en place une politique d'assainissement comprenant la réalisation d'une étude sur tout le secteur, ainsi qu'une ou plusieurs études diagnostics

Est d'intérêt communautaire : l'étude d'un schéma directeur d'assainissement

Gérer et organiser le service public d'assainissement en non collectif ;

Favoriser l'organisation du service public d'assainissement en collectif

5. Politique du logement

Mettre en œuvre des actions communautaires favorisant une politique du logement

Est d'intérêt communautaire : la mise en œuvre des outils de programmation et d'études dans les domaines de l'habitat sur tout le territoire de la Communauté de Communes (OPAH, PLH, PIG)

6. Vie sportive, sociale et culturelle

Mettre en place une politique intercommunale de la jeunesse ;

Est d'intérêt communautaire : l'animation, la gestion, la coordination d'un Contrat Temps Libre, d'un Contrat Educatif Local, d'un CAJT (Contrat d'Animation Jeunesse et Territoire)

Mettre en place une politique intercommunale de la petite enfance (enfants de moins de six ans) :

Est d'intérêt communautaire :

L'animation, la gestion, la coordination d'un contrat Enfance

la création et la gestion de la Halte Garderie Itinérante (Multi-Sites) « la Ziron d'aile », la création et la gestion de la Ludothèque Itinérante

Mettre en place une politique intercommunale pour le développement de la pratique et de la diffusion musicale sur le territoire ;

Est d'intérêt communautaire : la création et la gestion du Pôle Musical multi sites (PMC)

7. Éclairage public

Gérer le fonctionnement et l'entretien des réseaux d'éclairage public ;

Adhérer et participer au syndicat départemental d'électricité ;

8. Scolaire

Préserver le maillage sur le territoire de la Communauté de Communes en ce qui concerne l'implantation des écoles, en créant des installations scolaires là où les besoins se font ou se feront sentir ;
Assurer des conditions favorables d'accueil aux enfants en milieu scolaire, en soutenant la création et le fonctionnement de structures d'accueil périscolaire, et mener une réflexion axée sur le développement de moyens d'accueil périscolaire ;
Assurer la mise en conformité d'infrastructures existantes, au regard de la sécurité ;
Favoriser, sur le secteur, l'accueil en milieu scolaire des personnes à mobilité réduite ;
Procéder à la réfection des locaux : gros œuvres, cours, préaux, classes ;
Procéder à l'amélioration des conditions matérielles d'enseignement : création de BCD, de salles de jeux ou de motricité, espace multi-media, acquisition de mobiliers ;
Acquérir de nouveaux moyens pédagogiques : audio-visuel, informatique... ;
Permettre, dans chaque classe, la première mise en place de classes de découverte, de séjours linguistiques, de classes d'initiation artistique ou de projets ayant un caractère innovant

Art. 2 : Le tableau définissant l'intérêt communautaire et la carte des sentiers de randonnée resteront annexés au présent arrêté.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le président de la communauté de communes de Seille et Mauchère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 22 novembre 2006

Le préfet
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général
Marc BURG

Le tableau définissant l'intérêt communautaire et la carte des sentiers de randonnée sont consultables en préfecture à la Direction des relations avec les collectivités locales -Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 16 octobre 2006 (Vosges) et du 17 novembre 2006 (Meurthe-et-Moselle) autorisant la modification des statuts de la communauté de communes « EPCI du pays de Colombey et du sud Toulinois » dans le cadre de la définition de l'intérêt communautaire.

Le Préfet de Meurthe et Moselle
Le Préfet des Vosges

ARRETEMENT

Art. 1^{er} : Sont approuvés les nouveaux statuts de la communauté de communes « EPCI du Pays de Colombey et du sud Toulinois » dont un exemplaire restera annexé au présent arrêté.

Art. 2 : Les secrétaires généraux de Meurthe-et-Moselle et des Vosges, les sous-préfets de Toul et Neufchâteau, la présidente de la communauté de communes « EPCIdu Pays de Colombey et du sud Toulinois », sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires des communes concernées et aux trésoriers payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et des Vosges et qui fera en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges.

Nancy, le 17 novembre 2006
Le préfet
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général
Signé : Marc BURG

Epinal, le 16 octobre 2006
Le préfet
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général de la préfecture
Signé : Charles Edouard TOLLU

Les statuts modifiés sont consultables en préfecture (DRCL - Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité).

Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 23 octobre 2006 (Moselle) et 13 novembre 2006 (Meurthe-et-Moselle) autorisant la modification des statuts du syndicat intercommunal d'assainissement de l'Orne-Aval

Le préfet de Meurthe-et-Moselle
Le préfet de la région Lorraine
Préfet de la zone de défense Est

ARRETEMENT

Art. 1^{er} : Sont approuvés les nouveaux statuts du syndicat intercommunal d'assainissement de l'Orne-Aval. Ces statuts resteront annexés au présent arrêté.

Art. 2 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle, les sous-préfets de Briey et de Metz-Campagne, et le président du syndicat intercommunal d'assainissement de l'Orne-Aval sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes intéressées et aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle. Il fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Moselle.

Nancy, le 13 novembre 2006
Le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général
Signé : Marc BURG

Metz, le 23 octobre 2006
Le préfet,
Pour le préfet
Le secrétaire général
Signé : Bernard GONZALEZ

Les statuts modifiés sont consultables en préfecture (DRCL - Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité).

Extrait de l'arrêté du 14 novembre 2006 autorisant la modification des statuts de la communauté du Mirabée dans le cadre de la définition de l'intérêt communautaire

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : La modification des statuts de la communauté de communes du Mirabée est autorisée.

Art. 2 : Les statuts modifiés resteront annexés au présent arrêté.

Art. 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le président de la communauté de communes du Mirabée sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de chacune des communes membres et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 14 novembre 2006

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

Les statuts modifiés sont consultables en préfecture à la direction des relations avec les collectivités locales Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité.

Sous-préfecture de Lunéville

Extrait de l'arrêté du 30 octobre 2006 modifiant les statuts du syndicat intercommunal d'assainissement du Sânon (transfert du siège en mairie de Sommerviller)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le siège du syndicat intercommunal d'assainissement du Sânon est fixé en mairie de Sommerviller.

Art. 2 : Les statuts ci-joints resteront annexés au présent arrêté.

Art. 3 : Le sous-préfet de Lunéville et le président du syndicat intercommunal d'assainissement du Sânon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 30 octobre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Lunéville,
Eric MAIRE

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté du 2 novembre 2006 portant dissolution du syndicat mixte de construction et de gestion d'un centre de tri sur le Lunévillois

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Le syndicat mixte de construction et de gestion d'un centre de tri sur le Lunévillois est dissous.

Art. 2 : L'actif est réparti au prorata de la population entre les communautés de communes membres.

Art. 3 : Le sous-préfet de Lunéville et le chef de poste de la trésorerie de Blâmont sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 2 novembre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Lunéville,
Eric MAIRE

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Extrait de l'arrêté du 7 novembre 2006 approuvant la modification des statuts de la communauté de communes du Badonvillois dans le cadre de la définition de l'intérêt communautaire

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'article 2 des statuts (objet) est rédigé ainsi qu'il suit :

« La communauté de communes a pour objet de renforcer la solidarité financière et autres entre les communes adhérentes et d'associer celle-ci en vue de l'élaboration de projets communs de développement et d'aménagement de l'espace.

A ce titre, la communauté de communes exercera les compétences suivantes.

Aménagement de l'espace

- Elaboration, suivi, modification et révision d'un schéma de cohérence territoriale.
- Validation et participation à la charte d'aménagement et de développement durable du pays :
 - . participation à l'élaboration, l'approbation, le suivi, la gestion et la mise en œuvre de la charte de pays au sens de la loi précisant la notion de pays ;
 - . adhésion en temps voulu par simple délibération de son conseil communautaire à un syndicat mixte ou à un groupement d'intérêt public de développement local et tout autre outil nécessaire intervenant dans la mise en œuvre d'un pays au sens de la loi précisant la notion de pays.
- Elaboration et suivi d'une charte intercommunale de développement et d'aménagement ; de type plan d'aménagement et de développement durable (PADD).

Développement économique

- Etude, aménagement (y compris les travaux de voirie interne aux zones, hors accès) et commercialisation de zones d'activités économiques intercommunales.
- Sont considérées d'intérêt communautaire :
- . l'extension ou l'aménagement de zones d'activités existantes (mentionnées au document d'urbanisme en vigueur) ;
 - . toute nouvelle zone créée.
- Aides (montage de dossiers, recherche de financement) à la création, au maintien et/ou au développement du commerce, de l'artisanat et des activités de services.
 - Aides (montage de dossiers, recherche de financement) aux actions favorisant la diversification de l'activité agricole après étude de la commission développement économique.
 - Aides (montage de dossiers, recherche de financement) aux démarches entreprises par la profession agricole et s'inscrivant dans une logique de développement durable après étude de la commission développement économique.
 - Promotion des richesses touristiques locales par adhésion à l'office de tourisme du Lunévillois, hors domaines de compétences, périmètre et projets du syndicat mixte d'aménagement des lacs de Pierre-Percée et de la Plaine.

Environnement

- Collecte, traitement, tri et valorisation des ordures ménagères, des déchets spéciaux des ménages.
 - Actions de valorisation et de promotion de l'espace et du patrimoine.
- Sont d'intérêt communautaire :
- . la création, le balisage, l'entretien et la promotion d'un sentier de randonnée reliant l'ensemble des communes du territoire ;
 - . la création de sentiers de randonnée assurant la continuité des itinéraires existants ;
 - . la création, le balisage, l'entretien et la promotion de sentiers thématiques de mise en valeur du patrimoine naturel, historique ou culturel local ;
 - . l'agrément des sentiers par la création et l'entretien d'équipements de loisirs, la plantation d'essences nobles ;
 - . les opérations globales de préservation, mise en valeur des vergers communaux et privés ;
- tout projet associant plusieurs acteurs du territoire en vue de valoriser et / ou promouvoir les richesses culturelles, naturelles, historiques locales.
 - . Travaux d'entretien des cours d'eau et des berges, hors traversées de villages, hors ouvrages.
- Sont considérées d'intérêt communautaire la Blette, la Verdurette, la Brème et leurs affluents permanents.

Habitat et cadre de vie

- Mise en œuvre d'outils de programmation et d'études dans le domaine de l'habitat sur tout le territoire de la communauté de communes (OPAH, PLH...).
 - Actions et opérations en faveur du logement, en complément des dispositifs traditionnels :
 - aide au ravalement de façades, aide à la réfection de toitures, aide à l'amélioration de l'habitat, aide à la réhabilitation de logements locatifs dégradés, aide à la transformation de locaux d'activité en logement locatif, aide à la création / réhabilitation de logements locatifs communaux, selon les règlements approuvés par le conseil communautaire.
 - Actions de valorisation, de réhabilitation du patrimoine bâti privé et public.
- Sont considérées d'intérêt communautaire les éléments patrimoniaux non protégés au titre des monuments historiques, ni inscrits à l'inventaire supplémentaire tels que les lavoirs, fontaines, calvaires, puits.

Action sociale

- Construction et entretien de tout bâtiment dédié à la garde périscolaire à l'exclusion du service d'animation périscolaire, maintenu aux communes.
- Actions en faveur de la petite enfance : gestion et animation d'un centre multi accueil, gestion et animation d'un relais assistante maternelles.
- Etude de faisabilité, mise en place, suivi et gestion d'un service de transport à la demande.
- Etude de faisabilité, mise en place, suivi d'un dispositif d'accès permanent aux soins.
- Gestion d'un pôle emploi en lien avec l'agence nationale pour l'emploi et le conseil général.
- Participation à des structures favorisant l'emploi et le suivi des jeunes et l'insertion sociale des publics en difficulté.
- Etude de faisabilité, suivi et gestion d'un chantier d'insertion.

Enseignement

La communauté de communes proposera un appui financier, technique aux projets pédagogiques (hors voyage) menés par les écoles (maternelles, primaires et collège).

Sont considérés d'intérêt communautaire :

- les actions de sensibilisation à l'environnement ;
- la promotion de la lecture / écriture ;
- les actions d'initiation / perfectionnement aux nouvelles technologies (utilisation de l'ECL) ;
- les actions de prévention ;
- les actions concernant la santé ;
- l'éducation à la citoyenneté.

Culture et jeunesse

- Promotion des manifestations d'intérêt communautaire.
- Sont considérées d'intérêt communautaire les manifestations sportives et culturelles organisées annuellement sur le territoire, résultant d'une création locale et dont l'impact médiatique dépasse le territoire de la communauté de communes.
- Gestion et animation de l'espace cyber lorrain du Badonvillois.
 - Création et gestion d'une bibliothèque intercommunale.
 - Actions favorisant la diffusion de spectacle en milieu rural.
 - Organisation des activités de loisirs en faveur des enfants et des adolescents hors temps scolaire, dans le cadre de contrats institutionnels.

Art. 2 – Les statuts joints au présent arrêté sont approuvés.

Art. 3 – Le sous-préfet de Lunéville et le président de la communauté de communes du Badonvillois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à monsieur le trésorier payeur général et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 7 novembre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le sous préfet de Lunéville,
Eric MAIRE

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**Agence régionale d'hospitalisation de Lorraine**

Extrait de la délibération n°115/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 19/09/06, relative à l'adhésion du régime social des indépendants à la convention collective de l'A.R.H. de Lorraine

DÉCIDE

Art. 1 : Le régime social des indépendants (R.S.I.) succède à la caisse mutuelle régionale d'assurance maladie de Lorraine au sein de l'A.R.H. de Lorraine.

Art. 2 : La directrice régionale du R.S.I. devient membre de la commission exécutive.

Art. 3 : La contribution du R.S.I. s'inscrit dans le cadre réglementaire fixé à l'article 15 de la convention constitutive et de son annexe n°2 relative aux contributions des membres aux moyens propres de l'agence et se substitue en tout point à celle qui figure pour la caisse mutuelle régionale.

Art. 4 : La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la région Lorraine et du département de la Meurthe et Moselle, conformément au code de la santé publique.

Fait à Nancy, le 19 septembre 2006 Le président de la commission exécutive
Antoine PERRIN

Extrait de la délibération n°121/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'avenant au C.O.M. plan hôpital 2007 du centre Jacques Pariset à Bainville sur Madon

DÉCIDE

d'approuver les clauses de l'accord contractuel attribuant une aide F.M.E.S.P.P. convertie en O.N.D.A.M. au centre Jacques Pariset à Bainville-sur-Madon dans le cadre du dispositif « hôpital 2007 », d'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation à signer ledit avenant.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la région Lorraine et du département de la Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 6122-41 du code de la santé publique.

Fait à Nancy, le 16 octobre 2006 Le président de la commission exécutive
Antoine PERRIN

Extrait de la délibération n°122/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'avenant au C.O.M. plan hôpital 2007 du centre hospitalier de Lunéville

DÉCIDE

d'approuver les clauses de l'avenant au contrat d'objectifs et de moyens du centre hospitalier de Lunéville, attribuant à cet établissement une aide F.M.E.S.P.P. convertie en O.N.D.A.M., dans le cadre du dispositif « hôpital 2007 », afin d'entériner ces modifications, d'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation à signer ledit avenant.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la région lorraine et du département de la Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 6122-41 du code de la santé publique.

Fait à Nancy, le 16 octobre 2006 Le président de la commission exécutive
Antoine PERRIN

Extrait de la délibération n°123/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'avenant au C.O.M. plan hôpital 2007 du centre Alexis Vautrin à Vandoeuvre-les-Nancy
DÉCIDE

d'approuver les clauses de l'avenant au contrat d'objectifs et de moyens du centre Alexis Vautrin à Vandoeuvre-lès-Nancy, attribuant à cet établissement une aide F.M.E.S.P.P. convertie en O.N.D.A.M., dans le cadre du dispositif « hôpital 2007 », afin d'entériner ces modifications, d'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation à signer ledit avenant.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la région lorraine et du département de la Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 6122-41 du code de la santé publique.

Fait à Nancy, le 16 octobre 2006 Le président de la commission exécutive
Antoine PERRIN

Extrait de la délibération n°124/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'avenant au C.O.M. plan hôpital 2007 du centre hospitalier de Bar-le-Duc
DÉCIDE

de signer, par les deux parties concernées, l'avenant n°1 à l'accord contractuel, volet hôpital 2007, du centre hospitalier de Bar le Duc se voyant attribuer une aide F.M.E.S.P.P. convertie en O.N.D.A.M. pour un montant de 277 015 €, dans le cadre du dispositif « hôpital 2007 », afin d'entériner ces modifications.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la région lorraine et du département de la Moselle, conformément au code de la santé publique.

Fait à Nancy, le 16 octobre 2006 Le président de la commission exécutive
Antoine PERRIN

Extrait de la délibération n°125/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'avenant au C.O.M. plan hôpital 2007 du centre de soins à Gorze
DÉCIDE

de signer, par les deux parties concernées, l'avenant n° 2 de l'accord contractuel préalable au contrat d'objectifs et de moyens du centre hospitalier de Gorze lui attribuant des crédits supplémentaires dans le cadre de l'aménagement des locaux de l'activité de soins de suite selon les modalités suivantes :

- une aide en fonctionnement en crédits O.N.D.A.M. de 92 810 €
- une subvention F.M.E.S.P.P. de 100 000 € convertie en aide au fonctionnement, soit un montant de 15 399 € en crédits O.N.D.A.M..

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la région lorraine et du département de la Moselle, conformément aux dispositions du code de la santé publique.

Fait à Nancy, le 16 octobre 2006 Le président de la commission exécutive
Antoine PERRIN

Extrait de la délibération n°126/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'avenant au C.O.M. plan hôpital 2007 du S.I.H. à Lorquin
DÉCIDE

de signer, par les quatre parties concernées, l'avenant n° 1 de l'accord contractuel attribuant une aide en fonctionnement de 367 076 euros en crédits O.N.D.A.M. au centre hospitalier spécialisé de Lorquin (171 358 €), au centre hospitalier de Sarrebourg (180 781 €) et au centre de réadaptation spécialisé d'Abreschviller (14 937 €), dans le cadre de la construction d'une cuisine et d'une blanchisserie inter hospitalières sur le site de Lorquin.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la région lorraine et du département de la Moselle, conformément aux dispositions du code de la santé publique.

Fait à Nancy, le 16 octobre 2006 Le président de la commission exécutive
Antoine PERRIN

Extrait de la délibération n°128/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'avenant au C.O.M. plan hôpital 2007 du centre hospitalier d'Epinal
DÉCIDE

de signer, par les deux parties concernées, afin d'entériner ces modifications, les avenants au contrat d'objectifs et de moyens du centre hospitalier Jean Monnet d'Epinal qui se voit attribuer une aide F.M.E.S.P.P. convertie en O.N.D.A.M., dans le cadre du dispositif « hôpital 2007 ».

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la région lorraine et du département de la Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 712-43 du code de la santé publique.

Fait à Nancy, le 16 octobre 2006 Le président de la commission exécutive
Antoine PERRIN

Extrait de la délibération n°129/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'avenant au C.O.M. plan hôpital 2007 du centre hospitalier de Saint-Dié
DÉCIDE

de signer, par les deux parties concernées, l'avenant au contrat d'objectifs et de moyens de l'établissement se voyant attribuer une aide F.M.E.S.P.P. convertie en O.N.D.A.M., dans le cadre du dispositif « hôpital 2007 », afin d'entériner ces modifications.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la région lorraine et du département de la Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 712-43 du code de la santé publique.

Fait à Nancy, le 16 octobre 2006 Le président de la commission exécutive
Antoine PERRIN

Extrait de la délibération n°130/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'avenant au C.O.M. plan hôpital 2007 du centre hospitalier de Vittel
DÉCIDE

de signer, par les deux parties concernées, afin d'entériner ces modifications, un avenant à l'accord contractuel relatif à l'opération « hôpital 2007 » du centre hospitalier de Vittel qui se voit attribuer une aide F.M.E.S.P.P. convertie en O.N.D.A.M..

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la région lorraine et du département de la Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 712-43 du code de la santé publique.

Fait à Nancy, le 16 octobre 2006 Le président de la commission exécutive
Antoine PERRIN

Extrait de la délibération n°131/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'accord contractuel plan régional d'investissement en santé mentale du C.P.N. à Laxou
DÉCIDE

d'approuver les clauses de l'avenant au contrat d'objectifs et de moyens du C.P.N. Laxou en date du 4 décembre 2002, lui attribuant une aide en fonctionnement en crédits O.N.D.A.M. dans le cadre du plan de santé mentale, d'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation à signer ledit avenant.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la région lorraine et du département de la Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 6122-41 du code de la santé publique.

Fait à Nancy, le 16 octobre 2006 Le président de la commission exécutive
Antoine PERRIN

Extrait de la délibération n°132/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'accord contractuel plan régional d'investissement en santé mentale du C.H.U. à Nancy
DÉCIDE

d'approuver les clauses de l'avenant au contrat d'objectifs et de moyens du C.H.U. de Nancy en date du 11 décembre 2001, lui attribuant une aide en fonctionnement en crédits O.N.D.A.M., dans le cadre du plan de santé mentale, d'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation à signer ledit avenant.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la région lorraine et du département de la Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 6122-41 du code de la santé publique.

Fait à Nancy, le 16 octobre 2006 Le président de la commission exécutive
Antoine PERRIN

Extrait de la délibération n°133/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'accord contractuel plan régional d'investissement en santé mentale du centre hospitalier à Briey
DÉCIDE

d'approuver les clauses de l'accord contractuel attribuant au centre hospitalier de Briey une aide F.M.E.S.P.P. convertie en O.N.D.A.M., dans le cadre du plan de santé mentale, pour la réhabilitation d'une partie de son secteur d'hospitalisation, d'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation à signer ledit avenant.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la région lorraine et du département de la Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 6122-41 du code de la santé publique.

Fait à Nancy, le 16 octobre 2006 Le président de la commission exécutive
Antoine PERRIN

Extrait de la délibération n°134/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'accord contractuel plan régional d'investissement en santé mentale du centre hospitalier à Saint-Nicolas-de-Port
DÉCIDE

d'approuver les clauses de l'avenant au contrat d'objectifs et de moyens du centre hospitalier de Saint Nicolas de Port en date du 4 décembre 2002, lui attribuant une aide en crédits O.N.D.A.M., dans le cadre du plan de santé mentale, d'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation à signer ledit avenant.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la région lorraine et du département de la Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 6122-41 du code de la santé publique.

Fait à Nancy, le 16 octobre 2006 Le président de la commission exécutive
Antoine PERRIN

Extrait de la délibération n°135/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'accord contractuel plan régional d'investissement en santé mentale de l'A.H.B.L. à Mont-Saint-Martin

DÉCIDE

d'approuver les clauses de l'accord contractuel attribuant à l'A.H.B.L. Mont-Saint-Martin une aide F.M.E.S.P.P. convertie en O.N.D.A.M., dans le cadre du plan de santé mentale, pour l'extension de ses bâtiments sur le site de Mont-Saint-Martin, d'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation à signer ledit avenant.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la région lorraine et du département de la Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 6122-41 du code de la santé publique.

Fait à Nancy, le 16 octobre 2006 Le président de la commission exécutive
Antoine PERRIN

Extrait de la délibération n°136/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'accord contractuel plan régional d'investissement en santé mentale du centre hospitalier à Verdun

DÉCIDE

de signer, par les deux parties concernées, l'accord contractuel préalable au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens du centre hospitalier de Verdun, volet santé mentale, se voyant attribuer une aide en fonctionnement de 50 333 € en crédits O.N.D.A.M. dans le cadre du plan de santé mentale.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la région lorraine et du département de la Moselle, conformément au code de la santé publique.

Fait à Nancy, le 16 octobre 2006 Le président de la commission exécutive
Antoine PERRIN

Extrait de la délibération n°137/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'accord contractuel plan régional d'investissement en santé mentale du C.H.S. à Fains Veel

DÉCIDE

de signer, par les deux parties concernées, l'accord contractuel préalable au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens du centre hospitalier spécialisé de Fains-Veel, volet santé mentale, se voyant attribuer une aide en fonctionnement de 258 660 € en crédits O.N.D.A.M., et 939 616 € en subvention F.M.E.S.P.P. dans le cadre du plan de santé mentale.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la région lorraine et du département de la Moselle, conformément au code de la santé publique.

Fait à Nancy, le 16 octobre 2006 Le président de la commission exécutive
Antoine PERRIN

Extrait de la délibération n°138/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'accord contractuel plan régional d'investissement en santé mentale du C.H.S. à Sarreguemines

DÉCIDE

de signer, par les deux parties concernées, l'accord contractuel préalable au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens du centre hospitalier spécialisé de Sarreguemines lui attribuant une aide en fonctionnement de 428 024 € en crédits O.N.D.A.M., dans le cadre du plan de santé mentale pour la construction d'une U.M.D. (36 lits et 2 chambres d'isolement) et d'une U.M.A.P. (18 lits dont 2 lits sécurisés au C.H.S. de Sarreguemines).

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la région lorraine et du département de la Moselle, conformément aux dispositions du code de la santé publique.

Fait à Nancy, le 16 octobre 2006 Le président de la commission exécutive
Antoine PERRIN

Extrait de la délibération n°139/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'accord contractuel plan régional d'investissement en santé mentale du C.H.S. à Lorquin

DÉCIDE

de signer, par les deux parties concernées, l'avenant n° 1 au contrat d'objectifs et de moyens du centre hospitalier spécialisé de Lorquin, lui attribuant une aide en fonctionnement de 61 077 € en crédits O.N.D.A.M., dans le cadre du plan de santé mentale pour la construction d'un C.M.P. et d'un hôpital de jour pour enfants à Sarrebourg.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la région lorraine et du département de la Moselle, conformément aux dispositions du code de la santé publique.

Fait à Nancy, le 16 octobre 2006 Le président de la commission exécutive
Antoine PERRIN

Extrait de la délibération n°140/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'accord contractuel plan régional d'investissement en santé mentale du C.H.S. à Jury

DÉCIDE

de signer, par les deux parties concernées, l'accord contractuel préalable au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens du centre hospitalier spécialisé de Jury, lui attribuant une aide en fonctionnement de 269 572 € en crédits O.N.D.A.M., dans le cadre du plan de santé mentale pour la création de trois unités fermées au C.H.S. de Jury.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la région lorraine et du département de la Moselle, conformément aux dispositions du code de la santé publique.

Fait à Nancy, le 16 octobre 2006 Le président de la commission exécutive
Antoine PERRIN

Extrait de la délibération n°141/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'accord contractuel plan régional d'investissement en santé mentale du C.H.R. de Metz/Thionville

DÉCIDE

de signer, par les deux parties concernées, l'accord contractuel préalable au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens du C.H.R. de Metz-Thionville, lui attribuant une aide en fonctionnement de 405 266 € en crédits O.N.D.A.M., dans le cadre du plan de santé mentale pour la construction et la restructuration de bâtiments destinés à accueillir l'hospitalisation psychiatrique sur le site de Thionville.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la région lorraine et du département de la Moselle, conformément aux dispositions du code de la santé publique.

Fait à Nancy, le 16 octobre 2006 Le président de la commission exécutive
Antoine PERRIN

Extrait de la délibération n°142/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant l'accord contractuel plan régional d'investissement en santé mentale du C.H.S. de Ravenel Mirecourt

DÉCIDE

de signer, par les deux parties concernées, l'avenant n°1 au contrat d'objectifs et de moyens du centre hospitalier Ravenel de Mirecourt lui attribuant une aide en fonctionnement de 107917 € pour 2007 et 46 425€ pour 2008 en crédits O.N.D.A.M., dans le cadre du plan de santé mentale pour l'humanisation de deux unités de vie de 25 lits.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la région lorraine et du département de la Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 712-43 du code de la santé publique.

Fait à Nancy, le 16 octobre 2006 Le président de la commission exécutive
Antoine PERRIN

Extrait de la délibération n°143/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine du 16 octobre 2006, concernant le C.O.M. de l'H.A.D.A.N.

DÉCIDE

d'approuver les clauses du contrat d'objectifs et de moyens à conclure entre l'agence régionale de l'hospitalisation de lorraine et l'H.A.D.A.N. à Vandœuvre-lès-Nancy qui prendra effet au 01 octobre 2006 et ce, pour une durée de 5 ans,

d'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de lorraine à signer ledit contrat.

Fait à Nancy, le 16 octobre 2006 Le président de la commission exécutive
Antoine PERRIN

Extrait de l'arrêté n° 7 du 20 novembre 2006 fixant la composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal de Pompey/Lay-Saint-Christophe

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine

A R R Ê T E

Art. 1er : La composition du Conseil d'Administration de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY/LAY SAINT CHRISTOPHE est fixée comme suit :

- 1 Cinq représentants des communes concernées
 - Monsieur TROGRIC Laurent, Maire de POMPEY, fin du mandat en mars 2007,
 - Madame GRANDURY Régine, conseillère municipale et adjointe au maire de la ville de POMPEY, fin du mandat en mars 2007,
 - Monsieur ROMBACH Claude, conseiller municipal de POMPEY, fin du mandat en mars 2007,
 - Monsieur ROTACH Pierre, Maire de LAY SAINT CHRISTOPHE, fin du mandat en mars 2007,
 - Madame PRADURAT Marilyne conseiller municipal de LAY SAINT CHRISTOPHE, fin du mandat en mars 2007.
- 2 Un représentant du département désigné par le conseil général
 - Monsieur UHLRICH Jean-Marie, Conseiller Général, fin du mandat en mars 2007.

- 3 Le président et le vice-président de la CME
 - Monsieur le Docteur MATHIEU Richard, Président, fin du mandat en octobre 2006,
 - Monsieur BERR Marc, Vice-Président, fin du mandat en octobre 2006.
- 4 Un autre membre de la CME
 - Madame GLATH Florence, pharmacien, fin du mandat en octobre 2006.
- 5 Un membre de la commission du service de soins infirmiers
 - Madame CUNAT Marie-Paule, cadre infirmier, fin du mandat en octobre 2008.
- 6 Deux représentants personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires
 - Madame DAUMAS Nadine, déléguée CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
 - Madame SAINT MARD Catherine, déléguée CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007.
- 7 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales
 - Monsieur le Docteur COLSON Jean, médecin non hospitalier, fin du mandat en octobre 2008,
 - Monsieur RAUCH Gérard, infirmier libéral, en remplacement de Madame BARTHELEMY Michèle, fin du mandat en avril 2009,
 - Madame DUPUIS Marie-José, retraitée de l'enseignement, fin du mandat en octobre 2008.
- 8 Deux représentants des usagers
 - Madame SOMNARD Christine, représentant l'Association Départementale pour la Visite des Malades dans les Etablissements Hospitaliers (VMEH), fin du mandat en octobre 2008,
 - Madame PEUREUX Claudine, représentant l'Association Paroissiale de LAY SAINT CHRISTOPHE, visiteur des résidents, fin du mandat en octobre 2008,
 - Monsieur CARVONE Ettore, représentant le Secours Catholique, fin du mandat en octobre 2007.
- 9 Un représentant à titre consultatif des familles
 - Monsieur LANCLUME Gérard, Président du Conseil de la Vie Sociale.

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 6 du 17 octobre 2006.

Art. 3 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et la directrice de l'hôpital local intercommunal de Pompey/Lay-Saint-Christophe, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Fait à Nancy, le 20 novembre 2006 Le Directeur de l'Agence Régionale
De l'Hospitalisation de Lorraine,
Docteur Antoine PERRIN

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté n° 15 du 20 novembre 2006 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Lunéville

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine
A R R Ê T E

Art. 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Lunéville est fixée comme suit :

- 1 Le maire de la commune – Président de droit du Conseil d'administration
 - M. Michel CLOSSE, Maire de Lunéville, fin du mandat en mars 2007.
- 2 Trois représentants du conseil municipal
 - Madame Dominique POPARD, conseillère municipale de LUNEVILLE, fin du mandat en mars 2007,
 - Madame Thérèse RUELLET, Adjointe au maire de LUNEVILLE, fin du mandat en mars 2007,
 - Monsieur Lucien SCHERSACH, Adjoint au maire de LUNEVILLE, fin du mandat en mars 2007.
- 3 Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée
 - Mademoiselle Rachel LE PAIGE, adjointe au maire et représentant la commune de BACCARAT, fin du mandat en mars 2007,
 - Monsieur Ghislain DEMONET, Maire de BLAINVILLE SUR L'EAU et représentant de cette ville, fin du mandat en mars 2007.
- 4 Un représentant du conseil général
 - Monsieur Philippe FLEURENTIN, conseiller général, fin du mandat en mars 2007.
- 5 Un représentant du conseil régional
 - Madame Laurence DEMONET, conseillère régionale, fin du mandat en mars 2007.
- 6 Le président et le vice président de la CME
 - Président : Monsieur le Docteur Henri PIERSON, président de la CME, fin du mandat en mai 2010,
 - Vice-Président : Monsieur le Docteur Pierre-Jean COURBEY, chirurgien chef de service, fin du mandat en mai 2010.

- 7 Deux autres membres de la CME
 - Monsieur le Docteur David ROSA, médecin urgentiste, fin du mandat en mai 2010,
 - Monsieur David PINEY, pharmacien, fin du mandat en mai 2010.
- 8 Un membre de la commission du service de soins infirmiers
 - Madame Evelyne GRANDJEAN, cadre de santé en chirurgie, fin du mandat en 30 janvier 2007.
- 9 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires
 - Madame Véronique MALERIAT, IDE, représentante FO, fin du mandat en janvier 2008,
 - Madame Catherine PARISSET, adjoint administratif, représentant FO, fin du mandat en janvier 2008,
 - Monsieur Sylvain THOMAS, ambulancier, représentant FO, fin du mandat en janvier 2008.
- 10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales
 - Monsieur Fernand GOUTTE, Colonel en retraite, fin du mandat en juin 2007,
 - Monsieur le Docteur Georges GRANGE, médecin généraliste, fin du mandat en décembre 2006,
 - Madame Nelly MONTCOURTOIS, infirmière libérale représentant le Syndicat des Infirmiers Libéraux, fin du mandat en décembre 2006.
- 11 Trois représentants des usagers
 - Madame Michelle CHALON, Présidente de l'ADMR d'EINVILLE ARRACOURT, fin du mandat en juin 2007,
 - Monsieur André CHATELAIN, représentant l'UDAF 54, fin du mandat en juin 2007,
 - Monsieur Michel JAMBEL, représentant INES, fin du mandat en décembre 2006.
- 12 Un représentant des familles des personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée
 - Madame Véronique MERVELAY, fin du mandat en octobre 2011.

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 14 du 17 octobre 2006.

Art. 3 : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier de LUNEVILLE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Fait à Nancy, le 20 novembre 2006 Le Directeur de l'Agence Régionale
de l'Hospitalisation de Lorraine,
Docteur Antoine PERRIN

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté n° 17 du 20 novembre 2006 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Briey

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,
A R R Ê T E

Art. 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre hospitalier de BRIEY est fixée comme suit :

- 1 Le maire de la commune – Président de droit du Conseil d'administration
 - M. Guy VATTIER, maire de Briey, fin du mandat en mars 2007.
- 2 Trois représentants du conseil municipal
 - M. François DIETSCH, conseiller municipal, fin du mandat en mars 2007,
 - M. Jean WOJDAK, adjoint au maire de BRIEY, fin du mandat en mars 2007,
 - Mme Martine BELLARIA, conseillère municipale, fin du mandat en mars 2007.
- 3 Deux représentants de deux autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée
 - Mme Marie-Laure KELLNER, adjoint au maire de la ville d'HEMELCOURT, fin du mandat en mars 2007,
 - Mme Françoise BERG, adjoint au maire de la ville de JOEUF, fin du mandat en mars 2007.
- 4 Un représentant du conseil général
 - M. CORZANI, maire de la ville de JOEUF et conseiller général, fin du mandat en mars 2007.
- 5 Un représentant du conseil régional
 - M. Christian ECKERT, conseiller régional, fin du mandat en mars 2007.
- 6 Le président et le vice-président de la CME
 - Président : M. le Docteur Emmanuel EICHER, fin du mandat en avril 2007,
 - Vice-Président : M. Karim BELKACEM, Pharmacien Chef de Service, fin du mandat en avril 2007.
- 7 Deux autres membres de la CME
 - M. le Docteur Laurent MARTIN, Chef de service à titre provisoire en chirurgie générale et digestive, fin du mandat en avril 2007,
 - M. le Docteur Jean-Xavier PAUTOT, fin du mandat en avril 2007.

- 8 Un membre de la commission du service de soins infirmiers
- Mme Mireille GRANDMAIRE, cadre supérieur de santé, fin du mandat en septembre 2009.
- 9 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires
- Mme Rosette BOUDIN, syndicat FO, adjoint des cadres, fin du mandat le 31 décembre 2007,
- Monsieur Jean-François DALMARD, syndicat FO, maître ouvrier, fin du mandat le 31 décembre 2007,
- Madame Sylvie MACIEJCZYK, syndicat FO, secrétaire médicale, fin du mandat le 31 décembre 2007.
- 10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales
- Maître Pierre LACROIX, avocat, fin du mandat en juin 2007,
- Monsieur le Docteur Dominique RICHTER, médecin non hospitalier, fin du mandat en janvier 2009,
- Madame Geneviève VIBERT, fin du mandat en janvier 2009.
- 11 Deux représentants des usagers
- Madame Danielle BECKER, représentant le Secours Catholique, fin du mandat en juin 2007,
- Monsieur Bernard CREHANGE, administrateur et secrétaire général de la Ligue contre le Cancer-Comité 54, fin du mandat en juin 2007,
- Monsieur KEUER Jean-Denis, Président de l'ADMR, fin du mandat en janvier 2007.
- 12 Un représentant des familles des personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée
- Madame Josette EDFRENNES, fin du mandat en 2011.

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 16 du 28 mars 2006.

Art. 3 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur du centre hospitalier de Briey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Le Directeur de l'Agence Régionale
de l'Hospitalisation,
Docteur Antoine PERRIN

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Extrait de l'arrêté n° 20 du 20 novembre 2006 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy

Le Directeur de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine,
ARRÊTE

Art. 1er : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY est fixée comme suit :

- 1 Le maire de la commune – Président de droit du Conseil d'administration
- Monsieur André ROSSINOT, Président, Maire de la ville de NANCY, fin du mandat en mars 2007.
- 2 Quatre représentants désignés par le conseil municipal
- Monsieur Jean-François HUSSON, Conseiller Municipal, fin de mandat en mars 2007,
- Madame Valérie LEVY-JURIN, Conseillère Municipale, fin de mandat en mars 2007,
- Madame Sylvie SCHLITTER-BALLEE, Conseillère Municipale, fin du mandat en mars 2007,
- Monsieur Jean-Marie SCHLERET, Conseiller Municipal, fin du mandat en mars 2007.
- 3 Trois représentants d'autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée
- Monsieur Gérard HOWALD, Conseiller Municipal représentant la commune de TOUL, fin du mandat en mars 2007,
- Madame Françoise NICOLAS, Maire représentant la commune de VANDOEUVRE, fin du mandat en mars 2007,
- Monsieur Gilbert ANTOINE, Conseiller Municipal représentant la commune de LAXOU, fin du mandat en mars 2007.
- 4 Deux représentants du conseil général désignés par le conseil général
- Madame CREUSOT Nicole, Vice Présidente du Conseil Général, fin du mandat en avril 2007,
- Monsieur KLEIN Mathieu, Vice Président du Conseil Général, fin du mandat en avril 2007.
- 5 Deux représentants du conseil régional désignés par le conseil régional
Monsieur MANGIN René, Conseiller Régional de Lorraine, fin du mandat en mars 2007,
Monsieur HATZIG Patrick, Conseiller Régional de Lorraine, fin du mandat en mars 2007.
- 6 Le président et le vice président de la CME
- Président : Monsieur le Professeur Jean-Luc SCHMUTZ, Chef du Service de Dermatologie au Groupe Hospitalier M.V.F, fin du mandat en mars 2007,
- Vice-Président : Madame le Docteur Christine JACOB, Laboratoire de Biochimie de l'Hôpital de Brabois Adultes, fin du mandat en mars 2007

- 7 Quatre autres membres de la CME
- Monsieur le Professeur Michel CLAUDON, Chef des Services de Radiologie de l'Hôpital Brabois Enfants et de l'Hôpital Jeanne d'Arc, fin du mandat en mars 2007,
- Monsieur le Professeur Michel SCHMITT, Chef du Service de Chirurgie Infantile Viscérale de l'Hôpital de Brabois Enfants, fin du mandat en mars 2007,
- Monsieur le Docteur Pierre THOUVENOT, du Service de Médecine Nucléaire de l'Hôpital Central, fin du mandat en mars 2007,
- Monsieur le Docteur Christian VOLTZ, du Département d'Anesthésiologie de l'Hôpital de Brabois Adultes, fin du mandat en mars 2007.
- 8 Un membre de la commission du service de soins infirmiers
- Madame Annie CHERY, cadre supérieur de santé, fin du mandat en octobre 2009.
- 9 Cinq représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires
- Monsieur Serge ADAM, aide soignant, représentant le syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
- Monsieur Stéphane MAIRE, représentant le syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
- Monsieur Jacques BRAAS, ambulancier, représentant le syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
- Monsieur Jean-Marie CROVISIER, adjoint des cadres, représentant le syndicat CGT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
- Monsieur Michel MEYER, représentant le syndicat UNSA, fin du mandat le 31 décembre 2007.
- 10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales
- Monsieur le Professeur Michel LUCIUS, Professeur des Universités, personne qualifiée, fin du mandat en mai 2007,
- Monsieur le Docteur Robert MACHIN, praticien libéral, fin du mandat en juin 2006,
- Monsieur Hubert PIERRE, infirmier libéral, fin du mandat en mai 2009.
- 11 Le directeur de l'UFR médicale et/ou le président du comité de coordination de l'enseignement médical
- Monsieur le Professeur Henry COUDANE, Vice-Doyen de la Faculté de Médecine, fin du mandat en janvier 2007.
- 12 Deux représentants des usagers
- Monsieur le Docteur Lucien MAISON, représentant « Médecins du Monde », fin du mandat en mai 2007,
- Monsieur Jean-Bernard DUREUX, retraité de l'éducation nationale, représentant l'URIOPSS de Lorraine, fin du mandat en mai 2007,
- Madame Huguette BOISSONNAT, représentant ATD Quart Monde, fin du mandat en juin 2007.
- 13 Un représentant des familles des personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée
- Madame Salima SERANDOUR, fin du mandat en novembre 2011.

Art. 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 19 du 26 octobre 2006.

Art. 3 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le directeur du centre hospitalier universitaire de Nancy, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Le Directeur de l'Agence Régionale
de l'Hospitalisation de Lorraine,
Docteur Antoine PERRIN

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Agence régionale d'hospitalisation de Lorraine Union régionale des caisses d'assurance maladie de Lorraine

Extrait de l'avenant à la décision conjointe de financement modificative ARH/URCAM du 4 juillet 2006 concernant le réseau NEPHROLOR/TRANSPLANTELIC

Le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine
Le Directeur de l'Union Régionale des Caisses d'Assurance Maladie de Lorraine

DÉCIDENT conjointement d'accorder un financement complémentaire au réseau NEPHROLOR/TRANSPLANTELIC au titre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux pour 2006

représenté par son promoteur

Nom Prénom	Professeur Michèle KESSLER
Statut professionnel	Professeur des Universités – Praticien hospitalier – Chef de Service de Néphrologie du CHU de Nancy Allée du Morvan 54511 Vandœuvre Cedex
Adresse	

Art. 1 : Présentation du réseau financé
Nom du réseau NEPHROLOR

Numéro d'identification 960410272

Thème Améliorer la participation des médecins néphrologues et généralistes au suivi à domicile des insuffisants rénaux traités par transplantation rénale grâce à un outil informatisé au cours des six mois qui suivent la réalisation de la transplantation. Un système de

prévention et de dépistage des anomalies survenant après la transplantation sera développé.

Art. 2 modifié : Décision de financement

Le complément DRDR 2006 de 60 000 € est destiné à financer les activités de télémedecine du réseau de santé TRANSPLANTELIC

Le financement total du 01/10/2005 au 30/09/2008 s'élève à 269 286 €

Fait à Nancy, le 14 novembre 2006

Le Directeur de l'ARH de Lorraine, Le Directeur de l'URCAM de Lorraine,
Antoine PERRIN Patrick MARX

Extrait de l'avenant à la décision conjointe de financement modificative ARH/URCAM du 4 juillet 2006 concernant le réseau ICALOR

Le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine

Le Directeur de l'Union Régionale des Caisses d'Assurance Maladie de Lorraine

DECIDENT

conjointement d'accorder un financement complémentaire au réseau ICALOR au titre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux pour 2006

représenté par son promoteur

Nom Prénom Docteur Faiez ZANNAD

Statut professionnel Cardiologue

Adresse Centre des Affaires les Nations – 23 Bd de l'Europe
54500 Vandoeuvre les Nancy

Art. 1 : Présentation du réseau financé

Nom du réseau ICALOR

Numéro d'identification 960410314

Thème Le réseau a pour objectif de diminuer la morbi mortalité et les ré hospitalisations et d'améliorer la qualité de vie des insuffisants cardiaques de Lorraine. Le réseau repose sur la coordination et la standardisation des soins afin d'assurer une prise en charge de proximité, optimisée et continue du patient, son éducation et sa surveillance à domicile.

Art. 2 modifié : Décision de financement

Le financement complémentaire s'élève à 22 500 € et concerne l'équipement de PC dont l'exécution prévue en 2005 a été reportée en 2006.

La présente décision porte le montant de la DRDR 2006 à 224 582 €

Le promoteur dispose pour 2006 d'un financement de 305 700 €

- DRDR 2006 224 582 €

- Crédit non consommé au 31/12/2005 : 81 118 €

Le financement total du 01/10/2005 au 30/09/2008 s'élève à 1 123 859.40 €

Fait à Nancy, le 14 novembre 2006

Le Directeur de l'ARH de Lorraine, Le Directeur de l'URCAM de Lorraine,
Antoine PERRIN Patrick MARX

Extrait de l'avenant à la décision conjointe de financement modificative ARH/URCAM du 4 juillet 2006 concernant la Maison du Diabète et de la Nutrition de Nancy

Le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine

Le Directeur de l'Union Régionale des Caisses d'Assurance Maladie de Lorraine

DECIDENT

conjointement d'accorder un financement complémentaire à la Maison du Diabète et de la Nutrition de Nancy au titre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux 2006

représentée par son promoteur Professeur Olivier ZIEGLER

Art. 1 : Présentation du réseau financé

Numéro d'identification 960410074

Thème « Amélioration de l'offre et de la coordination des soins pour la prévention et le traitement du diabète de type 2 et de l'obésité infantile »

Art. 2 modifié : Décision de financement

Le financement complémentaire s'élève à 8 600 € concerne un ½ poste de médecin pédiatre diabétologue dévolu au diabète de l'enfant pour les mois de novembre et décembre 2006.

La présente décision porte la DRDR 2006 à 103 514 €

Le promoteur dispose d'un financement pour 2006 de 143 470 €

- DRDR 2006 : 103 514 €

- Crédit non consommé au 31/12/2005 : 39 956 €

Le financement total du 01/01/2004 au 31/12/2006 après ajustement est porté à 209 044 €

Fait à Nancy, le 14 novembre 2006

Le Directeur de l'ARH de Lorraine, Le Directeur de l'URCAM de Lorraine,
Antoine PERRIN Patrick MARX

Extrait de la décision conjointe de financement modificative ARH/URCAM concernant le réseau HERMES

Le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine

Le Directeur de l'Union Régionale des Caisses d'Assurance Maladie de Lorraine

DECIDENT

conjointement un ajustement du financement accordé à HERMES au titre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux 2006

représenté par son promoteur

Nom Prénom Professeur SCHMITT Michel

Statut professionnel Professeur de médecine,

Adresse Chef de service de chirurgie infantile viscérale CHU Nancy
29, Avenue du Mal de Latte de Tassigny – 54000 NANCY

Art. 1 : Présentation du réseau financé

Nom du réseau HERMES

Numéro d'identification 960410033

Thème « Coordonner et mutualiser les systèmes d'information des réseaux de santé lorrains, mettre en place une plate forme régionale pour apporter de la compétence technique aux acteurs de réseaux qui veulent s'échanger des données »

Zone géographique Région Lorraine

Art. 2 modifié : Décision de financement

La présente décision modifie le montant DRDR 2006 et le porte à 216 702 €

Le promoteur dispose d'un financement de 303 676 € pour la période du 01/01/2006 au 23/10/2006 :

- DRDR 2006 216 702 €

- Crédit non consommé au 31/12/2005 86 974 €

Le financement total accordé à HERMES après ajustement est porté à **796 807 €** pour la période de 3 ans.

Art. 3 : Modalités de versement du forfait global

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM/Promoteur en respectant les montants annuels fixés à l'article 5 de la présente décision

Art. 4 : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR (en € après ajustement)

	DRDR 2003	DRDR 2004	DRDR 2005	DRDR 2006
CHARGE DE PERSONNELS (Informaticiens, Infographiste, Médecin, Pharmacien, Secrétaire)	56 000	311 365	211 000	303 676
AUTRES FRAIS DE FONCTIONNEMENT	1 740			
TOTAL	57 740	311 365	211 000	303 676
CREDIT NON CONSOMME AU 31/12/2005				- 86 974
DRDR				216 702

Art. 5 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

Art. 6 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy

9, Boulevard Joffre – 54000 NANCY

désignée « caisse pivot » est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau.

Art. 7 : Publication de la décision

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région d'une part, et de la Préfecture du département de Meurthe et Moselle dans lequel se situe le siège du réseau.

Art. 8 : voies de recours

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public, de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20), le promoteur du réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif.

Fait à Nancy, le 14 novembre 2006

Le Directeur de l'ARH de Lorraine, Le Directeur de l'URCAM de Lorraine,
Antoine PERRIN Patrick MARX

Extrait de la décision conjointe de financement modificative ARH/URCAM concernant le réseau ONCOLOR

Le Directeur de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de Lorraine

Le Directeur de l'Union Régionale des Caisses d'Assurance Maladie de Lorraine

DECIDENT

conjointement de revoir les clauses du financement accordé au réseau ONCOLOR au titre de la Dotation Régionale de Développement des Réseaux 2006

représenté par son promoteur

Nom Prénom Docteur Yves KESSLER

Statut professionnel Médecin oncologue

Adresse 6, avenue de Bourgogne - 54500 Vandoeuvre les Nancy

Art. 1 : Présentation du réseau financé

Nom du réseau ONCOLOR

Numéro d'identification 960410199

Thème « Réseau régional en cancérologie créé en 1998 entre les établissements de santé publics et privés impliquant les médecins libéraux généralistes et spécialistes et les autres acteurs de santé concernés. La montée en charge progressive des activités du réseau, depuis sa création et pour les trois années à venir, nécessite un renforcement des moyens et en particulier humains au niveau de l'équipe de coordination pour maintenir les actions initiées dont l'actualisation des référentiels et permettre le développement de nouveaux projets répondant à la mise en œuvre du plan cancer »

Art. 2 modifié : Décision de financement

La présente décision porte la DRDR 2006 à 264 805 €

Le promoteur dispose d'un financement 2006 de 303 159 €

- DRDR 2006 : 264 805 €

- Crédit non consommé au 31/12/2005 : 38 354 €

Le financement total du 27 octobre 2004 au 26 octobre 2007, après ajustement, est porté à 1 119 657 €

Art. 3 : Modalités de versement du forfait global

L'échéancier des versements du forfait global sera déterminé dans la convention de financement CPAM/Promoteur en respectant les montants annuels fixés à l'article 5 de la présente décision.

Art. 4 : Conditions de modification des clauses de financement

Si en cours d'année, les éléments contenus dans le rapport de suivi communiqué par la caisse pivot font apparaître un décalage important avec les informations figurant dans le budget prévisionnel, un réexamen des clauses de financement pourra intervenir et donner lieu à une décision modificative.

En cas de décision de financement pluriannuelle, le budget prévisionnel de chaque nouvelle année devra être réexaminé.

Au vu de ce document et du rapport de l'activité de l'année N-1 fourni à l'ARH et à l'URCAM par le réseau, les clauses de financement pourront être également revues et donner lieu à un ajustement, à la baisse comme à la hausse, du montant des versements pour l'année N.

Un versement supérieur à celui initialement prévu pour une année donnée ne pourra donner lieu à un montant cumulé des versements annuels supérieur à celui initialement prévu. Il sera par ailleurs conditionné par les disponibilités pour l'année de la dotation régionale de développement des réseaux.

Les ajustements éventuels feront nécessairement l'objet d'une décision conjointe de financement modificative.

Art. 5 : Descriptif du financement attribué au titre de la DRDR (en €) du 27 octobre 2004 au 26 octobre 2007

	DRDR 2004	DRDR 2005	DRDR 2005 Complément de dotation	DRDR 2006	DRDR 2007
EQUIPEMENT	20 500				
SYSTEME D'INFORMATION 2 ETP Informaticiens 4ème trim				31 200	
CHARGE DE PERSONNELS SALARIES (Cadre administratif de coordination, Adjoint cadre administratif, Médecin coordonnateur, Médecins salariés)	103 673	314 280	47 324	141 976	158 130
AUTRES FRAIS DE FONCTIONNEMENT Frais généraux Conseil juridique	6 133	43 460	10 665	31 995	35 550
EVALUATION					
REMUNERATIONS SPECIFIQUES POUR LES LIBERAUX HORS SOINS Médecins libéraux Para médicaux Pharmaciens		53 700	13 500 5 662 13 500	40 500 16 988 40 500	45 000 18 900 45 000
TOTAL	130 306	411 440	90 651	303 159	302 580
crédit non consommé au 31/12		80 125		38 354	
DRDR après ajustement		331 315			
DRDR	130 306	421 966		264 805	302 580

Financements relais pour les systèmes d'information de la période intermédiaire comprise entre la clôture du financement DRDR d'HERMES le 20 octobre 2006 et de la montée en charge du protocole d'accord ARH/ONCOLOR.

Le promoteur doit rechercher d'autres sources de financement pour atteindre ses objectifs :

- Auprès de ses membres : les établissements de santé, les professionnels de santé, les réseaux
- Auprès des collectivités territoriales (conseil régional...)
- Auprès de l'ARH à travers un protocole d'accord en fonction des orientations du volet cancérologie du SROS et du plan cancer
- Répondre à des appels à projet

Art. 6 : Contrôle de l'utilisation des financements obtenus

Les directeurs de l'ARH et de l'URCAM, ou tout autre mandataire de leur choix, pourront procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la réalisation des objectifs que la destination des fonds.

Art. 7 : Non respect des engagements pris par le réseau

Suspension

En cas de non respect des engagements souscrits par le promoteur, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM peuvent prendre une décision conjointe de suspension des versements, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et précisant les motifs.

A compter de la notification de la suspension, le réseau disposera d'un délai de 30 jours pour apporter tout élément susceptible de justifier le manquement constaté et peut demander dans ce délai à être entendu par les directeurs de l'ARH et de l'URCAM.

Retrait de la décision de financement

A défaut de régularisation dans le délai imparti, les directeurs de l'ARH et de l'URCAM auront la faculté de décider conjointement le retrait de la décision de financement, par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'un éventuel recours en répétition des sommes versées et non régulièrement justifiées et de réparation du préjudice subi.

Art. 8 : Caisse d'assurance maladie chargée d'effectuer les versements

La caisse primaire d'assurance maladie de Nancy, désignée « caisse pivot » est destinataire de la présente décision, pour sa mise en œuvre après signature d'une convention de financement entre son directeur et le promoteur du réseau.

Art. 9 : Publication de la décision

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région d'une part, et de la Préfecture du département de Meurthe et Moselle dans lequel se situe le siège du réseau.

Art. 10 : voies de recours

Suivant les termes de la loi 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public, de la loi 2002-321 du 12 avril 2002 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (articles 16 à 20), le promoteur du réseau dispose d'un délai de deux mois pour tout recours devant le Tribunal Administratif.

Fait à Nancy, le 14 novembre 2006

Le Directeur de l'ARH de Lorraine,

Antoine PERRIN

Le Directeur de l'URCAM de Lorraine,

Patrick MARX

Direction départementale de l'équipement

Extrait de l'arrêté interpréfectoral n° DDE54/CGM-2006-01 fixant la date de prise en charge par la DIR Est notamment de l'entretien, de l'exploitation et de la gestion du trafic sur les routes nationales de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de la Moselle, préfet de la région Lorraine,
préfet coordonnateur des itinéraires routiers

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETEMENT

Art. 1^{er} : La date prévue par l'article 7 du décret du 16 mars 2006 susvisé est fixée pour le département de Meurthe-et-Moselle au 23 octobre 2006 à 8h00. Le réseau routier national concerné est celui de Meurthe-et-Moselle précisé à l'article 4 de l'arrêté du 26 mai 2006 susvisé.

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle et le directeur interdépartemental des routes Est sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Art. 3 : Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et de la préfecture de Moselle.

Art. 4 : Ampliation du présent arrêté sera adressée aux secrétaires généraux des préfectures de Moselle et de Meurthe-et-Moselle, au directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle, au directeur interdépartemental des routes Est.

Fait à Nancy, le 25 septembre 2006

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Claude BALAND

Fait à Metz, le 20 octobre 2006

Le préfet coordonnateur

des itinéraires routiers

Pierre-René LEMAS

Extrait de l'arrêté autorisant le changement d'appellation de l'OPAC de Meurthe-et-Moselle en Meurthe-et-Moselle HABITAT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art 1^{er} - Le changement d'appellation de l'OPAC de Meurthe-et-Moselle en "Meurthe-et-Moselle HABITAT" est accepté.

Art. 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont ampliation sera adressée au sous-directeur des organismes constructeurs (DGUHC/OC3), au directeur régional de l'équipement, au directeur départemental de l'équipement, au président de l'OPAC de Meurthe-et-Moselle, au directeur de la caisse des dépôts et consignations et au directeur d'ARELOR.

Nancy, le 23 novembre 2006

Le préfet,

Claude BALAND

Avis de parution d'un arrêté autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Glonville

Par arrêté préfectoral n° 54124 en date du 21 novembre 2006, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de ONSTR Glonville NGLO 0151 en sortie de poste source, sur la commune de GLONVILLE.

L'arrêté n° 54124 peut être consulté auprès du service émetteur.

Avis de parution d'un arrêté autorisant EUROPEANS HOMES à exécuter des travaux sur la commune de Saint-Nicolas-de-Port

Par arrêté préfectoral n° 63142 en date du 29 novembre 2006, EUROPEANS HOMES, 2 rue Lafayette 57000 METZ a été autorisé à exécuter les travaux en vue de l'alimentation électrique de 18 parcelles et de trois collectifs "le Hameau du Petit Prince" sur la commune de SAINT NICOLAS DE PORT.

L'arrêté n° 63142 peut être consulté auprès du service émetteur.

Avis de parution d'un arrêté autorisant EUROPEANS HOMES à exécuter des travaux sur la commune de Messein

Par arrêté préfectoral n° 63827 en date du 29 novembre 2006, EUROPEANS HOMES, 2 rue Lafayette 57000 METZ a été autorisé à exécuter les travaux en vue du passage de vert en jaune du groupe scolaire rue Joliot Curie sur la commune de MESSEIN.

L'arrêté n° 63827 peut être consulté auprès du service émetteur.

Extrait de l'arrêté n° 06 DE 010 PFU approuvant la carte communale de Clayeures en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : La carte communale de Clayeures qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

Art. 2 : Le dossier comprend :

- un rapport de présentation,
- un plan de zonage au 1/2 000^e,
- un plan de l'eau potable au 1/2 000^e,
- un plan de l'assainissement au 1/2 000^e.

Art. 3 : La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Art. 4 : Le conseil municipal de Clayeures n'a pas demandé à être compétent pour délivrer les permis de construire. En conséquence, conformément à l'article L. 421-2-1 du code de l'urbanisme, les permis de construire seront délivrés par le maire au nom de l'État.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'équipement et le maire de Clayeures sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 17 novembre 2006

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général
Marc BURG

*Secrétariat logement social***Extrait de l'arrêté portant octroi à Meurthe & Moselle HABITAT d'une subvention pour le changement d'usage de 2 logements n° 4672 et 4673 situés au rez de chaussée de l'immeuble 10, avenue Chopin à Liverdun**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Objet de la subvention

Une subvention est attribuée à Meurthe & Moselle HABITAT pour une opération de changement d'usage de 2 logements n° 4672 et 4673 situés au rez de chaussée de l'immeuble 10, avenue Chopin à Liverdun.

Art. 2 : Montant de la subvention

Le montant de la subvention est fixé à 30.000,00 € (trente mille euros), imputé sur le programme 135.02, action 135.14 du Ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement. Ce montant, plafonné à 30.000,00 €, correspond à 35 % d'une dépense subventionnable estimée à 185.288,05 € T.T.C..

Art. 3 : Paiement de la subvention

Le paiement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- un acompte de 5 % pourra être versé dès l'ouverture du chantier
- la subvention sera versée jusqu'à hauteur de 80% de son montant global au fur et à mesure de l'avancement du projet
- le solde de la subvention ne sera versé qu'après réalisation complète de l'opération, au vu des justificatifs des coûts des travaux

Art. 4 : Conditions d'utilisation de la subvention

Le commencement et l'achèvement de l'opération devront intervenir dans les délais réglementaires.

En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la subvention sera annulée et le montant des acomptes éventuellement perçus sera reversé par Meurthe & Moselle HABITAT.

Afin de permettre à l'Etat d'assurer le contrôle de la réalisation du projet et de sa destination sociale, le maître d'ouvrage s'engage à fournir, à tout moment, à la demande du représentant de l'Etat dans le département, toutes les informations ou tous les documents nécessaires au plein exercice de ce contrôle.

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental de l'Équipement sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur Général de Meurthe & Moselle HABITAT.

Nancy, le 13 novembre 2006

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'équipement,
Hugues CORBEAU

*Service de l'urbanisme et des affaires juridiques***Extrait de l'arrêté n° 15 DE 06 SERUAJ/AJF rendant cessibles à l'établissement public foncier de Lorraine les acquisitions foncières nécessaires à la démolition de bâtiments vétustes, aux travaux de voirie, de réseaux divers de desserte et à la construction de logements sociaux, sous la forme d'une opération d'habitat collectif dite "Ilot Tivoli" située entre le carrefour rue Leclerc/rue Fanny et la rue du Tivoli sur la commune de Dombasle-sur-Meurthe**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – Les immeubles désignés sur l'état parcellaire ci-joint sont déclarés immédiatement cessibles à l'établissement public foncier de Lorraine (EPFL) ou à la commune de Dombasle-sur-Meurthe.

Art. 2 – A défaut de cession amiable desdits immeubles, il sera procédé par voie d'expropriation légale.

Art. 3 – Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au maire de Dombasle-sur-Meurthe et à l'EPF Lorraine.

Nancy, le 23 octobre 2006

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

*Consultation de l'état parcellaire à la DDE - SERU-AJ***Extrait de l'arrêté n° 16 DE 06 SERUAJ/AF de déclaration d'utilité publique - Commune de Montigny - Acquisition d'un immeuble bâti sis au 15 Grande Rue cadastré section B n° 206, lieu-dit "Le Village" en vue de sa réhabilitation avec élargissement de la rue dite "de Derrière l'Eglise" et construction d'un mur de soutènement pour l'aménagement général du centre du village**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er – Sont déclarés d'utilité publique l'acquisition de l'immeuble bâti 15 Grande Rue en vue de sa réhabilitation, les travaux d'élargissement de la rue "de derrière l'Eglise" y compris la construction d'un mur de soutènement, conformément aux dispositions du plan général des travaux ainsi qu'au document justifiant l'utilité publique et annexés au présent arrêté.

Art. 2 – La commune de Montigny est autorisée à acquérir l'immeuble nécessaire à la réalisation du projet, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 3 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville et le maire de Montigny sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville, au maire de Montigny, à Monsieur Jean-Paul VALENTIN, commissaire enquêteur, au président du tribunal administratif, à la directrice des archives départementales, au directeur départemental de l'Équipement.

Nancy, le 27 octobre 2006

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Jérôme NORMAND

Extrait de l'arrêté n° 06 DE 011 PFU approuvant la carte communale d'Aboncourt en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : La carte communale d'Aboncourt qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

Art. 2 : Le dossier comprend :

- le rapport de présentation,
- un plan de zonage au 1/2 000^e,

Art. 3 : La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Art. 4 : Le conseil municipal d'Aboncourt n'a pas demandé à être compétent pour délivrer les permis de construire.

En conséquence, conformément à l'article L. 421-2-1 du code de l'urbanisme, les permis de construire seront délivrés par le maire au nom de l'État.

Art. 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Équipement et le Maire d'Aboncourt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 23 novembre 2006

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général
Marc BURG

*Service gestion et exploitation des infrastructures***Extrait de l'arrêté n° 2006/DDE/057/CDER - Travaux de construction du giratoire de Thiébauménil – RN 333 - Prorogation**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : L'arrêté préfectoral susvisé au préambule du présent arrêté est prorogé jusqu'au 3 novembre 2006.

Art. 2 : Les autres dispositions prévues dans l'arrêté initial n° 2006 /DDE/049/CDER en date du 5 septembre 2006 restent inchangées.

Art. 3 : En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaire à la résolution des problèmes techniques.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le président du conseil général, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental de la sécurité publique, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à Champigneulle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'aux maires de Thiébauménil et Bénaménil, au général commandant la RMD Nord-Est, à la directrice des archives départementales et aux directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 4 octobre 2006

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
Pour le directeur et par délégation,
Le chef de SERGEI,
Bénédicte HILT

Extrait de l'arrêté n° 2006/DDE/058/CDER - Construction échangeur entre la future et actuelle R.N. 59 - Prorogation

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : L'arrêté préfectoral n° 2006/DDE/034/CDER en date du 28 juin 2006 est prorogé jusqu'au 13 avril 2007 en ce qui concerne les phases n° 2 et 3, la phase n° 1 étant terminée.

Art. 2 : Les autres dispositions prévues dans l'arrêté initial, sauf l'article 1, restent inchangées.

Art. 3 : En cas d'intempéries, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le président du conseil général, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental de la sécurité publique, et le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'aux maires de Chenevières, St Clément et Azerailles, au général commandant la RMD Nord-Est, à la directrice des archives départementales et aux directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

NANCY, le 31 octobre 2006

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
H. CORBEAU

Extrait de l'arrêté n° 2006/DDE/059/CDER - Travaux de génie civil sur l'A31

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1er : La nuit du 6 novembre 2006 de 21 H 00 à 6 H 00, la circulation est interdite sur la bretelle d'accès de l'échangeur n° 19 (Laxou) de l'A.31 (bretelle Laxou - Metz).

Art. 2 : Les usagers doivent emprunter la déviation suivante :

Les véhicules poids lourds sont invités à emprunter la direction Paris par l'avenue de la Libération à Laxou par l'A. 31, sortir à l'échangeur n° 17 - Velaine-en-Haye, puis retour sur A. 31 en direction de Metz.

Les véhicules légers sont invités à emprunter la direction de Maxéville par la RD 30, puis la RD 657 et retour sur l'A. 31 par La bretelle du diffuseur n° 21 de l'A. 31 (Faubourg des Trois Maisons) en direction de Metz.

Les usagers en provenance de la RD 30 désirant emprunter cette bretelle seront déviés comme suit :

Les véhicules poids lourds sont invités à emprunter la direction Paris par l'avenue de la Libération à Laxou par l'A. 31, sortir à l'échangeur n° 17 - Velaine-en-Haye, puis retour sur A. 31 en direction de Metz.

Les véhicules légers sont invités à emprunter la rue Pinchard en direction du Haut du Lièvre, puis Maxéville - RN 57 et retour sur A. 31 par la bretelle du diffuseur n° 21 de l'A. 31 (Faubourg des Trois Maisons - Nancy Nord) en direction de Metz.

Art. 2 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus au préambule du présent arrêté sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

Art. 3 : La signalisation réglementaire sera fournie, posée, entretenue et déposée par la subdivision entretien des autoroutes.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le président du conseil général, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental de la sécurité publique, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle et le commandant de la CRS autoroutière Lorraine à Champigneulle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'aux maires de Laxou, Maxéville, Nancy, au général commandant la RMD Nord-Est, à la directrice des archives départementales et aux directeurs du S.D.I.S. et du S.A.M.U.

En outre, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 novembre 2006

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental,
Pour le directeur et par délégation,
Le chef de SERGEI,
Bénédicte HILT

Direction départementale des affaires sanitaires et sociales

Service actions et établissements de santé

Extrait de l'arrêté DDASS/AES /JFL/MC n°3783 - Refus de transfert d'officine de pharmacie

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : La demande de transfert d'une officine de pharmacie présentée par La SELARL Pharmacie de l'Alliance est rejetée ;

Art. 2 : Un délai de 6 mois garantissant son antériorité est donné à l'intéressée pour présenter une nouvelle demande respectant les dispositions de l'arrêté du 21 mars 2000 ;

Art. 3 : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy - 5 Place Carrière - dans le délai de 2 mois suivant sa notification ;

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont ampliation sera adressée à Madame Marie-Pierre COLLIN représentant la SELARL Pharmacie de l'Alliance, la directrice régionale des affaires sanitaires et sociales de Lorraine (inspection régionale de la pharmacie), la présidente du conseil régional de Lorraine des pharmaciens de Lorraine, au président de la chambre syndicale des pharmaciens de Meurthe-et-Moselle et au président de l'union régionale des pharmaciens de Lorraine.

Nancy, le 16 octobre 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

Extrait de l'arrêté DDASS/AES/N° 3823 portant habilitation du Centre hospitalier de Lunéville en tant que centre d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Le Centre Hospitalier de Lunéville - 2, rue Level - est habilité en tant que :

Centre d'Information, de Dépistage, de Diagnostic et de Traitement des Infections Sexuellement Transmissibles (CIDDIST)

L'implantation du centre est précisée dans l'annexe du présent arrêté.

La présente habilitation a pour objet de permettre au CH de Lunéville d'exercer, pour le compte de l'Etat, pour les usagers, l'activité suivante :

la lutte contre les infections sexuellement transmissibles (IST) afin d'en assurer, de manière anonyme, la prévention, le dépistage, le diagnostic et le traitement .

Art. 2 : Cette habilitation est accordée pour une durée de trois ans à compter de la signature du présent arrêté.

Art. 3 : Une convention entre le représentant de l'Etat dans le département et l'établissement fixera les modalités de fonctionnement et de financement de cette mission.

Art. 4 : En cas de non respect des conditions techniques de fonctionnement ou de l'obligation de transmission du rapport annuel d'activité et de performance, obligations définies par les articles suivants : articles D3121-39 et D3121-41 pour la lutte contre les infections sexuellement transmissibles, le préfet peut, après avis du médecin inspecteur de santé publique, et le cas échéant du pharmacien inspecteur de santé publique, mettre en demeure l'établissement de se conformer à ces obligations, et retirer l'habilitation, en vertu de l'article D3121-42.

Art. 5 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur du centre hospitalier de Lunéville et publié aux recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Fait à Nancy, le 27 octobre 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Signé Jérôme NORMAND

Lieu d'implantation du CIDDIST du CH de Lunéville
Centre d'Information, de Dépistage, de Diagnostic et de Traitement
des Infections Sexuellement Transmissibles (CIDDIST)
Centre de Planification et d'Education Familiale (CPEF)
Centre hospitalier de Lunéville
2 rue Level - 54300 Lunéville

Extrait de l'arrêté DDASS/AES/N°3830 portant habilitation du Centre Hospitalier de Mont-Saint-Martin en tant que centre de vaccination, centre de lutte contre la tuberculose et centre d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Le Centre Hospitalier de Mont-Saint-Martin- 4 rue Alfred Labbé - 54350 Mont-st-Martin est habilité en tant que :

Centre de Vaccination (CV)
Centre de Lutte Contre la Tuberculose (CLAT) en lien avec le CLAT - centre de référence départemental - du CHU de Nancy
Centre d'Information, de Dépistage, de Diagnostic et de Traitement des Infections Sexuellement Transmissibles (CIDDIST)

L'implantation des centres est précisée dans l'annexe du présent arrêté.

La présente habilitation a pour objet de permettre au Centre Hospitalier de Mont-Saint-Martin d'exercer, pour le compte de l'Etat, pour les usagers, les activités suivantes :

- les vaccinations obligatoires et les vaccinations recommandées mentionnées dans le calendrier vaccinal prévu à l'article L.3111-1 du code de la santé publique ;

- la lutte contre la tuberculose afin d'en assurer la prophylaxie individuelle, familiale et collective, notamment pour les enquêtes autour des cas, le diagnostic et traitement, et la vaccination par le vaccin antituberculeux BCG ;

- la lutte contre les infections sexuellement transmissibles (IST) afin d'en assurer, de manière anonyme, la prévention, le dépistage, le diagnostic et le traitement .

Art. 2 : Cette habilitation est accordée pour une durée de trois ans à compter de la signature du présent arrêté.

Art. 3 : Une convention entre le représentant de l'Etat dans le département et l'établissement fixera les modalités de fonctionnement et de financement de ces missions.

Art. 4 : En cas de non respect des conditions techniques de fonctionnement ou de l'obligation de transmission du rapport annuel d'activité et de performance, obligations définies par les articles suivants :

- articles D3111-23 et D3111-25 pour les vaccinations,
- articles D3112-7 et D3112-9 pour la lutte contre la tuberculose,
- articles D3121-39 et D3121-41 pour la lutte contre les infections sexuellement transmissibles,

le préfet peut, après avis du médecin inspecteur de santé publique, et le cas échéant du pharmacien inspecteur de santé publique, mettre en demeure l'établissement de se conformer à ces obligations, et retirer l'habilitation, en vertu des articles D3111-26, D3112-10 et D3121-42.

Art. 5 : le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur du centre hospitalier de Mont-Saint-Martin et publié aux recueils des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Fait à Nancy, le 27 octobre 2006 Pour le Préfet et par délégation,
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale,
Signé Jérôme NORMAND

Lieu d'implantation
Centre Hospitalier de Mont-Saint-Martin
4 rue Alfred Labbé à Mont-Saint-Martin
Centre de Lutte contre la Tuberculose (CLAT) - Consultations de pneumologie
Centre de Vaccination (CV) - Locaux de la Permanence d'Accès aux Soins de Santé
Centre d'Information, de Dépistage, de Diagnostic et de Traitement
des Infections Sexuellement Transmissibles (CIDDIST) -
Centre de Planification et d'Education Familiale (CPEF)

Extrait de l'arrêté DDASS/AES/N°3833 portant habilitation du Centre hospitalier de Pont-à-Mousson en tant que centre d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Le centre hospitalier de Pont-à-Mousson - BP 269 - Place Colombé - est habilité en tant que : Centre d'Information, de Dépistage, de Diagnostic et de Traitement des Infections Sexuellement Transmissibles (CIDDIST)

L'implantation du centre est précisée dans l'annexe du présent arrêté.

La présente habilitation a pour objet de permettre au CH de Pont -à- Mousson d'exercer, pour le compte de l'Etat, pour les usagers, l'activité suivante :

- la lutte contre les infections sexuellement transmissibles (IST) afin d'en assurer, de manière anonyme, la prévention, le dépistage, le diagnostic et le traitement .

Art. 2 : Cette habilitation est accordée pour une durée de trois ans à compter de la signature du présent arrêté.

Art. 3 : Une convention entre le représentant de l'Etat dans le département et l'établissement fixera les modalités de fonctionnement et de financement de cette mission.

Art. 4 : En cas de non respect des conditions techniques de fonctionnement ou de l'obligation de transmission du rapport annuel d'activité et de performance, obligations définies par les articles suivants :

- articles D3121-39 et D3121-41 pour la lutte contre les infections sexuellement transmissibles,

le préfet peut, après avis du médecin inspecteur de santé publique, et le cas échéant du pharmacien inspecteur de santé publique, mettre en demeure l'établissement de se conformer à ces obligations, et retirer l'habilitation, en vertu de l' article D 3121-42.

Art. 5 : le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur du centre hospitalier de Pont-à-Mousson et publié aux recueils des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Fait à Nancy, le 31 octobre 2006 Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Signé Marc BURG

Lieu d'implantation du CIDDIST du CH de Pont-à-Mousson
Centre d'Information, de Dépistage, de Diagnostic et de Traitement
des Infections Sexuellement Transmissibles (CIDDIST)
Centre de Planification et d'Education Familiale (CPEF)
Centre hospitalier de Pont-à-Mousson
Rez-de-Chaussée - BP 269 -
Place Colombé - 54701 Pont-à-Mousson cedex

Extrait de l'arrêté DDASS/AES/N° 3834 portant habilitation du Centre de Santé de la MGEN en tant que centre d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : Le centre de santé de la MGEN - 6 rue Désilles - 54000 Nancy est habilité en tant que Centre d'Information, de Dépistage, de Diagnostic et de Traitement des Infections Sexuellement Transmissibles (CIDDIST)

L'implantation du centre est précisée dans l'annexe du présent arrêté.

La présente habilitation a pour objet de permettre au centre de santé de la MGEN d'exercer, pour le compte de l'Etat, pour les usagers, l'activité suivante :

- la lutte contre les infections sexuellement transmissibles (IST) afin d'en assurer, de manière anonyme, la prévention, le dépistage, le diagnostic et le traitement .

Art. 2 : Cette habilitation est accordée pour une durée de trois ans à compter de la signature du présent arrêté.

Art. 3 : Une convention entre le représentant de l'Etat dans le département et l'établissement fixera les modalités de fonctionnement et de financement de cette mission.

Art. 4 : En cas de non respect des conditions techniques de fonctionnement ou de l'obligation de transmission du rapport annuel d'activité et de performance, obligations définies par les articles suivants :

- articles D3121-39 et D3121-41 pour la lutte contre les infections sexuellement transmissibles,

le préfet peut, après avis du médecin inspecteur de santé publique, et le cas échéant du pharmacien inspecteur de santé publique, mettre en demeure l'établissement de se conformer à ces obligations, et retirer l'habilitation, en vertu de l' article D 3121-42.

Art. 5 : le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur du centre de santé de la MGEN et publié aux recueils des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Fait à Nancy, le 31 octobre 2006 Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Signé Marc BURG

Lieu d'implantation du CIDDIST du Centre de Santé de la MGEN
Centre d'Information, de Dépistage, de Diagnostic et de Traitement
des Infections Sexuellement Transmissibles (CIDDIST)
Centre de Planification et d'Education Familiale (CPEF)
6 rue Désilles - 54000 Nancy

Extrait de l'arrêté DDASS/AES N° 802/06 du 9 novembre 2006 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale - Autorisation n° 54-38

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : L'arrêté du 20 juin 1977, modifié les 17 août 1977 et 29 juillet 1999 est modifié comme suit :

Raison sociale : Laboratoire d'Analyses de biologie médicale

SINCAL
49, rue Hermite
54052 NANCY Cedex

Directeur : Monsieur Philippe CAILLOUX, pharmacien biologiste

Art. 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un directeur ou d'un directeur adjoint, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Art. 3 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée à Monsieur Christian VUILLEMIN, secrétaire général du SINCAL ; Monsieur Philippe CAILLOUX, directeur du laboratoire ; Monsieur le directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ; Madame la directrice Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine (Inspection de la pharmacie) ; Monsieur le maire de Nancy ; Monsieur le président du conseil central de l'ordre national des pharmaciens (section G) ; Monsieur le directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Nancy ; Madame la directrice de la caisse primaire d'assurance maladie de Longwy ; Monsieur le directeur départemental des archives.

Fait à Nancy, le 9 novembre 2006 Pour le Préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale
des affaires sanitaires et sociales,
Le directeur adjoint,
Jean-François LHUILLIER

Service Aes cellule « actions de santé »

Extrait de l'arrêté N° 3828 fixant pour l'année 2006 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile géré par l'association Accueil et Réinsertion Sociale (A.R.S.)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2006, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile sont autorisées comme suit :

	groupes fonctionnels	montants en euros	total en euros
dépenses	groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	45 493	821 845.71
	groupe II : dépenses afférentes au personnel	400 680	
	groupe III : dépenses afférentes à la structure	375 672.71	

recettes	groupe I : produits de la tarification	801 563.92	821 845.71
	groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	4 500	
	groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0	
	Excédent 11510 ou 110	15 781.79	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2006, la dotation globale de financement du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile géré par l'association A.R.S. est fixée à 801 563.92 euros à compter du 1^{er} décembre 2006.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 66 796.99 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2006 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'association A.R.S. gestionnaire de l'établissement concerné.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nancy, le 7 novembre 2006

Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale
des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté N° 3829 fixant pour l'année 2006 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile de Pompey géré par la S.E.M. SONACOTRA

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2006, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile de Pompey sont autorisées comme suit :

	groupes fonctionnels	montants en euros	total en euros
dépenses	groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	43 000	620 800
	groupe II : dépenses afférentes au personnel	249 000	
	groupe III : dépenses afférentes à la structure	328 800	
recettes	groupe I : produits de la tarification	572 047.22	620 800
	groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	2 400	
	groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0	
	excédent 11510 ou 110	46 352.78	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2006, la dotation globale de financement du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile de Pompey géré par la SONACOTRA est fixée à 572 047.22 euros à compter du 1^{er} décembre 2006.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 47 670.60 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2006 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à la S.E.M. SONACOTRA gestionnaire de l'établissement concerné.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nancy, le 3 novembre 2006

Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale
des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté N° 3830 fixant pour l'année 2006 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Herseange géré par la S.E.M. SONACOTRA

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2006, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Herseange sont autorisées comme suit :

	groupes fonctionnels	montants en euros	total en euros
dépenses	groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	43 000	608 429
	groupe II : dépenses afférentes au personnel	249 655	
	groupe III : dépenses afférentes à la structure	315 774	
recettes	groupe I : produits de la tarification	545 984.09	608 429
	groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	1 500	
	groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0	
	excédent 11510 ou 110	60 944.91	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2006, la dotation globale de financement du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Herseange géré par la SONACOTRA est fixée à 545 984.09 euros à compter du 1^{er} décembre 2006.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 45 498.67 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2006 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à la S.E.M. SONACOTRA gestionnaire de l'établissement concerné.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nancy, le 3 novembre 2006

Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale
des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté N° 3831 fixant pour l'année 2006 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Essey-lès-Nancy géré par la S.E.M. SONACOTRA

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2006, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Essey-lès-Nancy sont autorisées comme suit :

	groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
dépenses	groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	43 000	621 760
	groupe II : dépenses afférentes au personnel	251 760	
	groupe III : dépenses afférentes à la structure	327 000	
recettes	groupe I : produits de la tarification	620 760	621 760
	groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	1 000	
	groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0	
	excédents 11510 ou 110	0	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Essey-lès-Nancy géré par la SONACOTRA est fixée à 620 760 euros à compter du 1^{er} décembre 2006. En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 51 730 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2006 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa

publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à la S.E.M. SONACOTRA gestionnaire de l'établissement concerné.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nancy, le 3 novembre 2006

Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale
des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Extrait de l'arrêté N° 3832 fixant pour l'année 2006 les dotations globales de financement aux établissements sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat - Centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Homécourt géré par la S.E.M. SONACOTRA

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2006, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Homécourt sont autorisées comme suit :

	groupes fonctionnels	montants en euros	total en euros
Dépenses	groupe I : dépenses afférentes à l'exploitation courante	40 972	616 576
	Groupe II : dépenses afférentes au personnel	254 119	
	groupe III : dépenses afférentes à la structure	321 485	
recettes	groupe I : produits de la tarification	615 000	616 576
	groupe II : autres produits relatifs à l'exploitation	1 576	
	groupe III : produits financiers et produits non encaissables	0	
	excédent 11510 ou 110	0	

Art. 2 : Pour l'exercice budgétaire 2005, la dotation globale de financement du centre d'accueil pour les demandeurs d'asile d'Homécourt géré par la SONACOTRA est fixée à 615 000 euros à compter du 1^{er} décembre 2006.

En application de l'article R.314-107 du C.A.S.F., la fraction forfaitaire correspondant au douzième de la dotation globale de financement est égale à 51 250 euros.

Art. 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2006 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 3.

Art. 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Art. 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à la S.E.M. SONACOTRA gestionnaire de l'établissement concerné.

Art. 6 : En application des dispositions du III de l'article R.314-36 du C.A.S.F., le tarif fixé à l'article 2 du présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et transmis à la direction départementale des archives.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nancy, le 3 novembre 2006

Pour le préfet et par délégation,
La directrice départementale
des affaires sanitaires et sociales,
Christiane PERNET

Service protection sociale / branche maladie

Extrait de l'arrêté S.G.A.R. N° 2006- 488 en date du 25 octobre 2006 portant nomination des membres du Conseil de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy

Le Préfet de la région Lorraine
Préfet de la zone défense Est
Préfet de la Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Sont nommés membres du conseil de la caisse primaire d'assurance maladie de Nancy :

- En tant que représentants des assurés sociaux et sur désignation de :

1. la Confédération Générale du Travail (CGT)

Titulaires : M. BELLIVIER Thierry
M. CICCOTELLI Sylvio

Suppléants : M. RIGHETTI Fabien
M. LECAILLON Laurent

2. la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)

Titulaires : Mme ROBERT Marie-Louise née BAGARD
M. MARTIN Jean-Paul

Suppléants : M. DOLVECK Gérard

M. ATTENONT Hubert
3. la Confédération Générale du Travail-Force Ouvrière (CGT-FO)

Titulaires : M. FEUILLATRE Patrick
M. GEORGES Raymond

Suppléants : M. OUDIN Michel
M. THIEBAUT Dominique

4. la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC)

Titulaire : M. DEL GRANDE Patrick
Suppléant : M. BUISSON Jacky

5. la Confédération Française de l'Encadrement-CGC (CFE-CGC)

Titulaire : M. TORNAMBE François
Suppléant : M. BATALIC Jean

- En tant que représentants des employeurs et sur désignation :

1. du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF)

Titulaires : M. BELLOCCHIO Jean-Marie
M. BERTRAND Michel

M. ELLES Laurent
M. HEUGUES Bernard

Suppléants : Mlle FELLER Fanny
M. NORIS Nicolas

Mme RECEVEUR Stéphanie née KLEIN

M. PERRIN Philippe

2. de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME)

Titulaires : M. DECAESTEKER Eric

M. HEIT Stéphane

Suppléants : M. MALHER Etienne

M. BOONEN Jean

3. de l'Union Professionnelle Artisanale (UPA)

Titulaires : M. BOULENGER Guy

M. GERAULD Michel

Suppléants : M. MUSQUAR Yves

M. POIREL André

- En tant que représentants de la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF) :

Titulaires : Mme DAUPLAIS Annie née DAGUENET

M. CHENUT Eric

Suppléants : M. OLAIZOLA Jean-Louis

M. MERANGER Pierre

- En tant que personnes représentant des institutions intervenant dans le domaine de l'assurance maladie et sur désignation :

1. de l'Association des Paralysés de France (APF)

Titulaire : Mme COLMON Christine née BERTON

Suppléant : M. BERRAUD Bernard

2. de l'Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA)

Titulaire : M. NORO Frédéric

Suppléant : M. BALBERDE Jean-Pierre

3. de l'Union Nationale des Associations des Professions Libérales (UNAPL)

Titulaire : M. MICHEL Dominique

Suppléant : M. DIDIER François

4. de l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF)

Titulaire : M. FRESSE Marcel

Suppléant : M. DUPRE Yves

5. de l'association AIDES, membre du Collectif inter associatif sur la santé (CISS)

Titulaire : M. PERRIN Jean

Suppléant : M. CHAMPAGNE Richard

Art. 2 : L'arrêté S.G.A.R. n° 2005-523 du 29 novembre 2005 portant nomination des membres du Conseil de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy est abrogé.

Art. 3 : Le secrétaire général pour les affaires régionales, le préfet du département de Meurthe-et-Moselle, le directeur régional des affaires sanitaires et sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région Lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture de département.

Le Préfet de la Région Lorraine,
Pierre-René LEMAS

Service solidarité-autonomie

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N°3826 autorisant l'extension du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Villers-lès-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : L'Association Lorraine de Soins à Domicile est autorisée à porter la capacité de son SSIAD situé 2 bis rue Sainte Odile à Villers-lès-Nancy, de 83 à 91 places pour personnes âgées, soit une extension de 8 places, à compter du 1^{er} décembre 2006.

Art. 2 : Conformément à l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles cette autorisation :

- est accordée pour une durée de quinze ans,
- serait réputée caduque en l'absence de commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de sa notification.

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Administratif de Nancy 5 place carrière 54036 NANCY CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au président de l'ALSAD 2 bis rue Sainte Odile à Villers-lès-Nancy.

Nancy, le 31 octobre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N°3827 autorisant l'extension du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Mont-Saint-Martin

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : L'Association Hospitalière du Bassin de Longwy est autorisée à porter la capacité de son SSIAD situé à Mont-Saint-Martin, résidence du Mont Saint-Martin, rue de la Bannière, de 50 à 55 places pour personnes âgées, soit une extension de 5 places, à compter du 1^{er} décembre 2006.

Art. 2 : Conformément à l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles cette autorisation :

- est accordée pour une durée de quinze ans,
- serait réputée caduque en l'absence de commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de sa notification.

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal Administratif de Nancy 5 place carrière 54036 NANCY CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée au président de l'AHBL, 4 rue Alfred Labbé – 54350 Mont-Saint-Martin.

Nancy, le 31 octobre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

Extrait de l'arrêté DDASS/SSA/N°3828 autorisant l'extension du service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Nancy, rue de Dieuze

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : L'Office d'Hygiène Sociale de Meurthe-et-Moselle est autorisé à porter la capacité de son SSIAD situé à Nancy, 38 rue de Dieuze, de 90 à 98 places pour personnes âgées, soit une extension de 8 places, à compter du 1^{er} décembre 2006.

Art. 2 : Conformément à l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles cette autorisation :

- est accordée pour une durée de quinze ans,
- serait réputée caduque en l'absence de commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de sa notification.

Art. 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy 5 place carrière 54036 Nancy cedex dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à la présidente de l'OHS 1 rue du Vivaraire 54500 Vandœuvre-les-Nancy.

Nancy, le 31 octobre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt

Extrait de l'arrêté portant modification de la composition de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 : L'arrêté préfectoral du 12 octobre 2005 est modifié.

Art. 2 : La commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle est ainsi composée :

1/ Président :

M. Pierre IDOUX, Président titulaire
M. Lionel BOURBIER, Président suppléant

2/ Conseillers Généraux :

M. Maurice VILLAUME, Bayon, titulaire
M. Alain GERARD, Cirey sur Vezouze, titulaire
M. Olivier JACQUIN, Thiaucourt Régniéville, titulaire
M. Jean-Jacques HENRY, Vézelize, titulaire
Mme Michèle PILLOT, Toul Nord, suppléante
M. Michel MARCHAL, Arracourt, suppléant
M. René MANGIN, Jarville, suppléant
M. Jean-Pierre MINELLA, Homécourt, suppléant

3/ Maires des communes rurales

M. Serge WAHU, Sponville, titulaire
M. Michel MALGRAS, Hoëville, titulaire
M. André BARBIER, Benney, suppléant
M. Jean-Pierre MARCHAL, Serres, suppléant

4/ Membres fonctionnaires

a - Représentant le Directeur départemental de l'équipement

M. Emmanuel PETITJEAN, titulaire

M. Robert COUPOIS, suppléant

b - Représentant le Directeur des services fiscaux

M. Georges FAURE, titulaire
M. Bernard ETIENNE, titulaire
Mme Anna HENARD, suppléante
M. Eric CORROY, suppléant

c - Représentant le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt

M. Yves ROYER, titulaire
M. Thibaut FRANCOIS, titulaire
M. Christophe CAMBERLIN, titulaire
M. Ludovic BONNARD, suppléant
M. Stéphane VIADER, suppléant
M. Bernard MOMPEURT, suppléant

5/ M. le Président de la chambre départementale d'agriculture ou son représentant.

6/ M. le Président de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles ou son représentant.

7/ M. le Président des jeunes agriculteurs ou son représentant.

8/ M. le Chef de centre de l'institut national des appellations d'origine de Colmar ou son représentant.

9/ M. le représentant de l'organisation syndicale d'exploitants agricoles représentative dans le département

M. Michel MERLIN, Forcelles-Saint-Gorgon, titulaire
M. Raymond FRANCOIS, Thézey-Saint-Martin, suppléant

10/ M. le Président de la chambre départementale des notaires ou son représentant.

11/ Membres choisis sur les listes présentées par la chambre d'agriculture :

a - Propriétaires bailleurs

M. François D'HAUSEN, Blamont, titulaire
M. Pierre DU PONT DE ROMEMONT, Buissoncourt, titulaire
M. Hubert GOUDOT, Lunéville, suppléant
M. Jean-Marie PARFAIT, Toul, suppléant

b - Propriétaires exploitants

M. Michel HOLLINGER, Montauville, titulaire
M. Albert GIGLEUX, Sainte-Geneviève, titulaire
M. André FERRY, Moriviller, suppléant
M. Michel GIRARD, Jouaville, suppléant

c - Exploitants preneurs

M. Charles BAUDOUIN, Longuyon, titulaire
M. Joël MARCHAL, Crion, titulaire
M. Daniel BAUMANN, Coincourt, suppléant
M. Philippe HENNEBERT, Nancy, suppléant

d - Propriétaires forestiers

M. François HELLUY, Nancy, titulaire
M. Paul PEROUX, Crépey, titulaire
M. Michel GEORGES, Nancy, suppléant
M. Philippe PARMENTIER, Ochey, suppléant

12/ Représentants d'associations agréées en matière de faune, de flore et de protection de la nature et des paysages

M. le Président de la Ligue pour la Protection des Oiseaux, titulaire
M. le Président du Groupe d'Etude et de Conservation de la Nature en Lorraine, titulaire
M. le Vice Président de la Ligue pour la Protection des Oiseaux, suppléant
M. le Vice Président du Groupe d'Etude et de Conservation de la Nature en Lorraine, suppléant

13/ M. le Président du centre régional de la propriété forestière ou son représentant.

14/ M. le représentant de l'office national des forêts.

15/ M. le Président du syndicat départemental des propriétaires forestiers sylviculteurs ou son représentant.

16/ Les représentants des communes propriétaires de forêts soumises

M. Bernard CLAUDON, Tanconville, titulaire
M. Marcel BONTEMPS, Fontenoy la Joute, titulaire
M. Pierre PERIN, Charency Vezin, suppléant
M. André CAMAILLE, Frémonville, suppléant

17/ M. le représentant de l'institut national des appellations d'origine.

M. Frédéric BACH

Art. 3 : Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- Pour exécution : le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et les membres de la commission départementale, le Président de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe-et-Moselle.

- Pour publication : A un journal du département. Au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 02 novembre 2006

Le préfet
Pour le préfet et par délégation
Le Secrétaire Général
Marc BURG

Service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles

Extrait de l'arrêté n° 464/DDAF/ITEPSA fixant pour l'année 2006, les taux des cotisations complémentaires d'assurance maladie, invalidité et maternité, d'assurance vieillesse agricole, de prestations familiales dues au régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles, ainsi que les taux des cotisations

complémentaires d'assurances sociales agricoles dues pour l'emploi de main-d'œuvre salariée.

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} – Pour l'année 2006, les taux complémentaires des cotisations d'assurance maladie, invalidité et maternité, de prestations familiales, d'assurance vieillesse agricole, ainsi que les taux complémentaires d'assurances sociales agricoles dues pour l'emploi de main d'œuvre, sont fixés par les articles suivants :

Section 1 – Assurance maladie, invalidité et maternité

Art. 2 – Le taux des cotisations complémentaires d'assurance maladie, invalidité et maternité assises sur les revenus professionnels ou l'assiette forfaitaire visés aux articles L 731-14 à L 731-22 du code rural, est fixé à 2,71 %.

Art. 3 – Le taux des cotisations complémentaires de prestations familiales assises sur les revenus professionnels ou l'assiette forfaitaire visés aux articles L 731-14 à L 731-22 du code rural, est fixé à 1,04 %.

Section 3 – Assurance vieillesse agricole

Art. 4 – Les taux des cotisations complémentaires d'assurance vieillesse agricole, prévues au a) du 2° et au 3° de l'article L 731-42 du code rural pour les chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole assises sur les revenus professionnels ou l'assiette forfaitaire visés aux articles L 731-14 à L 731-22 du même code, sont fixés respectivement à 2,53 % dans la limite du plafond prévu à l'article L 241-3 du code de la sécurité sociale et à 0,25 % sur la totalité des revenus professionnels ou de l'assiette forfaitaire.

Art. 5 – Le taux des cotisations complémentaires d'assurance vieillesse agricole, dues pour les conjoints collaborateurs d'exploitation ou d'entreprise agricole au sens de l'article L 321-5 du code rural, prévues au b) du 2° de l'article L 731-42 du même code et assises sur l'assiette minimum prévue à l'article D 731-120 est fixé à 2,53 %.

Art. 6 – Le taux des cotisations complémentaires d'assurance vieillesse agricole dues pour les aides familiaux majeurs prévues au b) du 2° de l'article L 731-42 du code rural et assises sur l'assiette minimum prévue à l'article D 731-120 est fixé à 2,53 %.

Section 4 – Cotisations d'assurances sociales agricoles

Art. 7 – Le taux des cotisations complémentaires du régime des assurances sociales agricoles afférentes aux risques maladie, maternité, invalidité et décès est fixé à 1,80 % à la charge de l'employeur, sur la totalité des rémunérations ou gains perçus par les salariés de ce dernier.

Les taux des cotisations complémentaires du régime des assurances sociales agricoles, afférentes au risque vieillesse, sont fixés à 1,00 % à la charge de l'employeur, sur les rémunérations ou gains perçus par les salariés de ce dernier, dans la limite du plafond prévu à l'article L 241-3 du code de la sécurité sociale et à 0,20 % à la charge de l'employeur, sur la totalité desdits salaires ou gains.

Ces taux sont applicables aux cotisations complémentaires dues au titre de l'activité des métayers mentionnés à l'article L 722-21 du code rural. Pour les rentes d'accident du travail répondant aux conditions édictées par l'article 19 de la loi du 2 août 1949 susvisée, le taux de 0,20 % sur la totalité de la rente n'est pas applicable.

Art. 8 – Par exception aux dispositions de l'article précédent, les taux des cotisations complémentaires du régime des assurances sociales agricoles sont fixés comme suit, pour les catégories suivantes :

	Maladie, Maternité, Invalidité, décès	Vieillesse	
		Dans la limite du plafond	Sur la totalité des gains ou rémunérations
Stagiaires en exploitation agricole	0,9 %	0,5 %	0,1 %
Bénéficiaires de l'indemnité en faveur de certains travailleurs agricoles, aides familiaux ou salariés (ITAS)	1,62 %	1 %	0,2 %
Employés des sociétés d'intérêt collectif agricole "électricité" (SICAE)	1,45 %		
Fonctionnaires détachés et anciens mineurs maintenus au régime des mines pour les risques vieillesse, invalidité (pension)	1,65 %		
Anciens mineurs maintenus au régime des mines pour les risques maladie, maternité, décès et soins aux invalides	0,1 %	1 %	0,2 %
Titulaires de rente AT (retraités)	1,8 %		
Titulaires de rente AT (non retraités)	1,8 %	1 %	

Art. 9 – Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera adressée à tous les membres du Comité.

Fait à Nancy, le 31 Octobre 2006

Pour le préfet et par délégation
Le Secrétaire Général
Marc BURG.

Service économie agricole et aménagement foncier

Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Belleau - Lixières

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : L'indivision Mercier-Mangeonjean est autorisée à exploiter conformément à sa demande, pour une durée d'un an à compter de la date de publication de la présente décision.

Art. 2 : La présente décision est prise sans modification de surface de l'exploitation

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé,

Fait à Nancy, le 13 mars 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture
et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Domèvre-sur-Vezouze

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Madame COLIN Adeline est autorisée à exploiter conformément à sa demande.

Art. 2 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé,

Fait à Nancy, le 13 mars 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture
et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Laneuveville-devant-Bayon

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur BERTRAND Pierre n'est pas autorisé à exploiter 8 ha (parcelle ZB1 à Laneuveville-devant-Bayon), objets de la demande qu'il a déposée et ce, au profit du projet d'installation de M. BARABAN.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BERTRAND Pierre, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Laneuveville-devant-Bayon pour affichage.

Fait à Nancy, le 24 octobre 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture
et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Laneuveville-devant-Bayon

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur CHARROIS Gérard n'est pas autorisé à exploiter 8 ha (parcelle ZB1 à Laneuveville-devant-Bayon), objets de la demande qu'il a déposée et ce, au profit du projet d'installation de M. BARABAN.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur CHARROIS Gérard, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Laneuveville-devant-Bayon pour affichage.

Fait à Nancy, le 24 octobre 2006

Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture
et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Laneuveville-devant-Bayon

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1^{er} : Monsieur BARBEZANT Jean Paul n'est pas autorisé à exploiter 8 ha (parcelle ZB1 à Laneuveville-devant-Bayon), objets de la demande qu'il a déposée et ce, au profit du projet d'installation de M. BARABAN.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BARBEZANT Jean Paul, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Laneuveville-devant-Bayon pour affichage.

Fait à Nancy, le 24 octobre 2006 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture
et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Laloeuf

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Monsieur MARCHAL Cyril (GAEC de la Feuillée) n'est pas autorisé à exploiter 10,42 ha (parcelles ZC 6, 13 et 23 à Laloeuf), objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur MARCHAL Cyril, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Laloeuf pour affichage.

Fait à Nancy, le 24 octobre 2006 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture
et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Laloeuf

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Monsieur FIDEL Robert n'est pas autorisé à exploiter 10,82 ha (parcelles ZC 6 et ZD 30 à Laloeuf), objets de la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur FIDEL Robert, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Laloeuf pour affichage.

Fait à Nancy, le 24 octobre 2006 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture
et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Laloeuf

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Messieurs JACQUOT Noël et Jean-Luc (GAEC de la Noue) ne sont pas autorisés à exploiter 4,27 ha (parcelle ZI30 ak), objets de la demande qu'ils ont déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Messieurs JACQUOT Noël et Jean-Luc, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Laloeuf pour affichage.

Fait à Nancy, le 24 octobre 2006 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture
et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Laloeuf

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Monsieur VALLANCE Francis (GAEC de Burecq) est autorisé à exploiter 78,78 ha conformément à la demande qu'il a déposée, sous réserve de l'installation de Guillaume VALLANCE avant fin 2007.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur VALLANCE Francis.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur VALLANCE Francis, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Laloeuf pour affichage.

Fait à Nancy, le 24 octobre 2006 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture
et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Colmey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Madame BRODIER Estelle (EARL de Martigny) n'est pas autorisée à exploiter 12,71 ha (parcelle ZH 1 à Colmey), objets de la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame BRODIER Estelle, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Colmey pour affichage.

Fait à Nancy, le 24 octobre 2006 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture
et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mance

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Monsieur THISS Alphonse (GAEC de la Grosse Haie) est autorisé à exploiter 39,07 ha (parcelles ZC 16 et 74, ZD 28, ZH 22 et 26, ZI 43 à Mance) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur THISS Alphonse.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur THISS Alphonse, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Mance pour affichage.

Fait à Nancy, le 24 octobre 2006 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture
et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mance

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Monsieur BAUSCH Christian est autorisé à exploiter 23,84 ha (ZC 75, ZE 19/20, ZH 50/53 à Mance) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BAUSCH Christian.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur BAUSCH Christian, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Mance pour affichage.

Fait à Nancy, le 24 octobre 2006 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture
et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Chambley-Bussières

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Monsieur NAU Etienne (EARL du Pâtis Saint Jean) est autorisé à exploiter 5,65 ha (parcelle ZC 4 à Chambley-Bussières) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur NAU Etienne.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur NAU Etienne, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Chambley-Bussières pour affichage.

Fait à Nancy, le 24 octobre 2006 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture
et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Dolcourt et Crépey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Monsieur RICHARD Daniel est autorisé à exploiter 38,63 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur RICHARD Daniel.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur RICHARD Daniel, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Dolcourt et Crépey pour affichage.

Fait à Nancy, le 24 octobre 2006 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture
et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Bagneux

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Monsieur ORY Vincent (GAEC des Eproulôts) est autorisé à exploiter 0,77 ha (parcelle ZH 14 à Bagneux) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur ORY Vincent.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur ORY Vincent, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Bagneux pour affichage.

Fait à Nancy, le 24 octobre 2006 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture
et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Rosières-aux-Salines / Ferrières

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Monsieur FRANCOIS Thierry (EARL du Vieux Tilleul) est autorisé à exploiter 9,13 ha (parcelles AL 21 à Rosières-aux-Salines et B40 à Ferrières) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur FRANCOIS Thierry.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur FRANCOIS Thierry, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Rosières-aux-Salines - Ferrières pour affichage.

Fait à Nancy, le 24 octobre 2006 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture
et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Grippont

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Monsieur THOMASSIN Jean Luc (EARL du Rucher) est autorisé à exploiter 1,48 ha (parcelles ZD 78 et 122, ZE 59 et 73 à Grippont) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur THOMASSIN Jean Luc.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur THOMASSIN Jean Luc, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Grippont pour affichage.

Fait à Nancy, le 24 octobre 2006 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture
et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Domjevin-Bénaménil-Manonviller

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Monsieur PETITJEAN Nicolas (GAEC du Chanot) est autorisé à exploiter 73,57 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur PETITJEAN Nicolas.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur PETITJEAN Nicolas, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Domjevin - Bénaménil - Manonviller pour affichage.

Fait à Nancy, le 24 octobre 2006 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture
et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Reherrey

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Monsieur DUMAS Bernard (EARL d'Hadomey) est autorisé à exploiter 3,53 ha (parcelle ZD66 à Reherrey) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur DUMAS Bernard.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur DUMAS Bernard, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Reherrey pour affichage.

Fait à Nancy, le 24 octobre 2006 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture
et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole par Monsieur CERUTTI Jérôme

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Monsieur CERUTTI Jérôme est autorisé à exploiter conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : La présente décision est prise sans modification de surface de l'exploitation.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé.

Fait à Nancy, le 24 octobre 2006 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture
et de la forêt,
Yves ROYER

**Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole par
Madame ROUSSELOT Marie-Thérèse**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Madame ROUSSELOT Marie Thérèse est autorisée à exploiter 83,53 ha conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : La présente décision est prise sans modification de surface de l'exploitation.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé.

Fait à Nancy, le 24 octobre 2006 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture
et de la forêt,
Yves ROYER

**Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole par
Madame PERRIN Marie-Claudine**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Madame PERRIN Marie Claudine (EARL de la Renardière) est autorisée à exploiter conformément à la demande qu'elle a déposée.

Art. 2 : La présente décision est prise sans modification de surface de l'exploitation.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé.

Fait à Nancy, le 24 octobre 2006 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture
et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à Toul

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Monsieur DEPREZ Gilles est autorisé à exploiter 6,00 ha conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur DEPREZ Gilles.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur DEPREZ Gilles, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Toul pour affichage.

Fait à Nancy, le 24 octobre 2006 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture
et de la forêt,
Yves ROYER

**Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à
Montigny sur Chiers - Colmey - Viviers sur Chiers**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Monsieur DIDIER Nicolas (EARL du Gavion) est autorisé à exploiter 40 ha conformément à la demande qu'il a déposée, sous réserve d'installation avant fin 2007.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur DIDIER Nicolas.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur DIDIER Nicolas, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Montigny sur Chiers, Colmey, Viviers sur Chiers pour affichage.

Fait à Nancy, le 24 octobre 2006 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture
et de la forêt,
Yves ROYER

**Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à
Mancieulles et Tucquegnieux**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Monsieur HIRTZBERGER Dominique (GAEC Saint Martin de Lorraine) est autorisé à exploiter 39,85 ha (parcelles AB152/153 - AE32 - ZA 1-ZB17/18/19/20/21 - ZC 7/8/25/30/31/32/33/79/84/86/87/89/91/94/95 à Mancieulles et YA 5 à Tucquegnieux) conformément à la demande qu'il a déposée.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur HIRTZBERGER Dominique.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Monsieur HIRTZBERGER Dominique, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Mancieulles et Tucquegnieux pour affichage.

Fait à Nancy, le 24 octobre 2006 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture
et de la forêt,
Yves ROYER

**Extrait de la décision concernant l'exploitation d'un bien agricole à
Clemery - Port sur Seille - Belleau**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

DECIDE

Art. 1er : Madame GUERQUIN Sandrine est autorisé à exploiter 59 ha conformément à la demande qu'elle a déposée sous réserve d'installation avant fin 2007.

Art. 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de Madame GUERQUIN Sandrine.

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Art. 3 : Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à l'intéressé, Madame GUERQUIN Sandrine, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de Clemery - Port sur Seille - Belleau pour affichage.

Fait à Nancy, le 24 octobre 2006 Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture
et de la forêt,
Yves ROYER

Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent leur notification si les personnes concernées par chaque décision estiment qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte leur contestation :

- Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal Administratif de Nancy dans les deux mois suivants.

- Par recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5, place de la Carrière - C.O.38 - 54036 NANCY CEDEX.

Service forêt, environnement et développement rural

**Extrait de l'arrêté n° 2006/456 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996
instituant un plan de chasse pour l'espèce « lièvre » sur une partie du
département de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1 - Les communes du département où s'applique le plan de chasse du lièvre sont listées dans l'annexe jointe au présent arrêté. Cette annexe annule et remplace les annexes jointes à l'arrêté du 10 juillet 1996 modifié.

Art. 2 - L'arrêté modificatif du 12 juillet 2002 est abrogé.

Art. 3 - Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle nord, délégué départemental de l'office national des forêts, le directeur départemental de la sécurité publique, le colonel commandant le groupement de gendarmerie, les personnels chargés de la police de la chasse, Mesdames et Messieurs les maires des communes du département, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, affiché dans chaque commune et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de la fédération départementale des chasseurs,
- membres de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage.

Nancy, le 19 octobre 2006

Le préfet,
Claude BALAND

Annexe à l'arrêté du 10 juillet 1996
 instituant un plan de chasse pour l'espèce « lièvre »
 sur une partie du département de Meurthe-et-Moselle

Liste des communes concernées

Abaucourt	Domèvre-sur-Vezouze	Lemainville	Rosières-en-Haye
Affracourt	Domgermain	Leménil-Mitry - Lebeuville	Rouves
Agincourt	Dommartin-la-chaussée	Lesménils	Roville-devant-Bayon
Aingeray	Dommartin-sous-amance	Létricourt	Royaumeix
Allain	Dommartin-les-Toul	Lexy	Rozelieures
Allamps	Doncourt-les-Conflans	Liméy-Remenauville	Saint-Baussant
Allondrelle-Lamalmaison	Doncourt-les-Longuyon	Liverdun	Saint-Julien-les-Gorze
Amance	Drouville	Loisy	Saint-Boingt
Aménoncourt - Leintrey	Ecrouves	Longuyon	Saint-Firmin
Ancerviller	Einvau	Loromontzey	Saint-Germain
Andilly	Einville-au-Jard	Lunéville	Saint-Marcel
Arraye-et-Han	Emberménil	Lupcourt	Saint-Martin
Atton	Epiez-sur-Chiers	Magnières	Saint-Maurice
Autrepierre	Eply	Mailly-sur-Seille	Saint-Nicolas-de-Port
Autreville-sur-Moselle	Essey et Maizerais	Maixe	Sainte-Geneviève
Autrey sur madon	Essey-la-côte	Maizières	Saizerais
Avrainville	Etreval	Malzéville	Saulxures-les-Vannes
Avricourt	Eulmont	Mamey	Saxon-Sion
Azelot	Euvezin	Mangonville	Seichamps
Bagneux (ouest A31)	Franconville	Manoncourt-en-Vermois	Seranville
Bainville-aux-Miroirs	Flavigny-sur-Moselle	Manoncourt-en-Woëvre	Serres
Bainville-sur-Madon	Fontenoy-sur-Moselle	Manonville	Sexey-aux-Forges
Barbas	Forcelles-saint-Gorgon	Manonviller	Sexey-les-Bois
Barisey-au-Plain	Forcelles-sous-Gugney	Marainviller	Sionviller
Barisey-la-Côte	Fraimbois	Marbach	Sivry
Bauzemont	Francherville	Mars-la-Tour	Sponville
Bayon	Franconville	Marthemont	St-Jean-les-Longuyon
Belleau	Frémonville	Martincourt	St-Pancré
Belleville	Fresnois-la-Montagne	Mattexey	St-Remimont
Benney	Frolois	Méhoncourt	St-Rémy-aux-Bois
Beuveille	Froville	Ménil-la-Tour	Tanconville
Blâmont	Gerbécourt-Happlemont	Méréville	Tantonville
Blémerey - Domjevin	Gerbéviller	Mignéville	Tellancourt
Blénod-les-Pont-à-Mousson	Germigny	Millery	Thélod
Blénod-lès-Toul	Germonville	Minorville	Thézey-St-Martin
Bonviller – Bienville	Gézoncourt	Moivrons	
Borville	Gibeauameix	Moncel-les-lunéville	Thiaucourt-Regnéville
Bouillonville	Giriviller	Mont-l'Etoit	Thiébauménil
Bouvron	Gogney	Mont-sur-Meurthe	Thuilley aux Groseilles
Bouxières-aux-Chênes	Gondreville	Montauville	Tonnoy
Bouxières-aux-Dames	Gondrexon	Montigny	Toul
Bouzanville	Gorcy	Montigny-sur-Chiers	Tremblecourt
Bralleville	Goviller	Mont-le-Vignoble	Tronville
Bratte	Grand-Failly	Montreux	Uruffe
Brémontcourt	Grippport	Moriviller	Vallois
Bruville	Griscourt	Morville-sur-Seille	Vannes le Chatel
Bulligny	Gye (ouest A31)	Moutrot (ouest A31)	Vaucourt
Burthécourt-aux-Chênes	Hagéville	Moyen	Vaudeville
Ceintrey - Voinémont	Haigneville	Neuviller-les-Badonviller	Vaudigny
Cerville	Halloville	Neuviller-sur-Moselle	Vého
Chambley-Bussièrès	Hammeville	Nomeny	Velaine sous Amance

Champenoux	Han-devant-Pierrepont	Nonhigny	Velaine-en-Haye
Chanteheux	Hannonville-Suzémont	Ognéville	Verdenal
Chaouilly	Harbouey	Omelmont	Vézelize
Charency-Vezin	Haroué	Ormes-et-Ville	Villacourt
Charey	Haudonville	Othe	Ville au Val
Charmes-la-Côte	Hénaménil - Crion - Bauzemont	Parey-saint-Césaire	Ville en Vermois
Chaudeney-sur-Moselle	Herbéviller	Parux	Ville Houdlémont
Chazelles-sur-Albe	Hériménil	Petit-Failly	Villers en Haye
Chenicourt	Houdreville	Petitmont	Villers la Chèvre
Cholloy-Ménillot	Housséville	Pierrepont	Villers le rond
Cirey-sur-Vezouze	Igney	Pont-Saint-Vincent	Villers les Moivrons
Clayeures	Jaillon	Port-sur-Seille	Villette
Clémery	Jaulny	Praye	Villey Saint Etienne
Clérey-sur-Brénon	Jandelaincourt	Pulligny	Villey-le-Sec
Colmey-Flabeuville	Jevoncourt	Pulnoy	Virecourt
Colombey-les-Belles	Jezainville	Puxieux	Viterne
Cosnes-et-Romain	Jolivet	Quevilloncourt	Viviers sur Chiers
Coyviller	Laitre-sous-Amance	Raucourt	Vroncourt
Crantenoy	Lamath	Raville-sur-Sanon	Xammes
Crévéchamps	Landécourt	Rehainviller	Xermaménil
Crézilles (ouest A31)	Laneuvelotte	Reillon	
Crion	Laneuveville-aux-bois	Remenoville	Xirocourt
Croismare	Laneuveville-dvt-Bayon	Remoncourt	Xonville
Dampvitoux	Lay-Saint-Christophe	Repaix	Xousse
Deuxville	Lebeuville	Richardménil-Fléville	
Diarville	Leintrey	Rogéville	
Dieulouard	Domèvre-en-Haye	Xeuilly - Pierreville - Houdelmont	

Extrait de l'arrêté n° 2006-460 prononçant une application du régime forestier - commune de Joudreville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrain désignées ci-après :

personne morale propriétaire	désignation cadastrale			contenance (ha)	territoire communal
	section	n° de parcelle	lieudit		
commune de Joudreville	ZC	21	le chauffour	0,4392	Joudreville

Art. 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle nord de l'office national des forêts à Nancy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée au maire de la commune de Joudreville.

Nancy, le 25 octobre 2006

Pour le préfet et par délégation

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt
Yves ROYER

Extrait de l'arrêté n° 2006-461 prononçant une application du régime forestier - commune de Montauville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Art. 1^{er} : Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrain désignées ci-après :

personne morale propriétaire	désignation cadastrale			contenance (ha)	territoire communal
	section	n° de parcelle	lieudit		
commune de Montauville	A1	15 pie	le pouillot	0,5237	Montauville
commune de Montauville	A1	19	le pouillot	0,9600	Montauville

Art. 2 : le secrétaire général de la préfecture et monsieur le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle nord de l'office national des forêts à Nancy

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée au maire de la commune de Montauville.

Nancy, le 25 octobre 2006

Pour le préfet et par délégation

Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt
Yves ROYER

Trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle

Service des ressources humaines

Délégation de signature – Modifications à compter du 1^{er} novembre 2006.

M. Christian BRUNET, Trésorier-Payeur Général de Meurthe-et-Moselle, vous demande de bien vouloir prendre en compte les modifications intervenues depuis sa délégation de signature du 1^{er} septembre 2005.

Les modifications concernent les points suivants :

Point 5 sur le fonctionnement du service Audit

Procuration spéciale est donnée à M. Laurent RIGOULEAU, inspecteur du Trésor Public pour :

- Signer les procès verbaux des audits des régies d'avance et / ou de recettes, des établissements publics locaux d'enseignement, des établissements d'enseignement privé et des établissements agricoles qu'il assumera dans le cadre de ses fonctions d'assistant auditeur.
- Signer les procès verbaux de remises de service des comptables publics et des régisseurs d'avance et / ou de recettes qu'il assumera dans le cadre de ses fonctions d'assistant auditeur.
- Signer les procès verbaux de destruction de formules hors usage ou non utilisées.

Le Trésorier-Payeur Général de Meurthe et Moselle,
Christian BRUNET

Service départemental d'incendie et de secours

Procès-verbal du jury d'examen du brevet national de jeunes sapeurs-pompiers - Examen des 16 et 30 septembre 2006

L'an deux mille six les 16 et 30 septembre à 16 heures 30 le jury d'examen désigné par arrêté préfectoral n° 06 1502 DDSIS en date du 21 août 2006 s'est réuni au centre d'intervention de Tomblaine en vue de délibérer sur les résultats des épreuves subies par 56 candidats au :

Brevet National de Jeunes Sapeurs Pompiers

56 candidats se sont présentés

NOM	Prénom	NOTE SUR 140 points
AUGEN	Renaud	85.63*
BAGARD	Jordan	87.57*
BARBIER	Gaétan	65.77*
BARBIER	Georges	85.83*
BEAUDEMONT	Kévin	113.40
BECKER	Marion	75.00*
BELLUCCI	Julie	87.60*
BELOT	Nicolas	76.52*
BURTIN	Jérémy	93.52
CARDOT	Nathan	110.68
CAZIN	Andréa	84.93*
CERVELLE	Laurent	85.67*
COLLARINI	Bastien	82.97*
DEGRANGE	Paul	95.28
DEMEAUTIS	Amandine	86.92*
DUMONT	Laure	92.58*
DUMOULIN	Jérôme	117.93
DURUPT	Christopher	72.60*
FERREIRA	Claude	86.10*
FISCHER	Amélie	81.78*
FISCHER	Julie	82.27*
FLAGET	Tony	77.03*
GAVET	Max	94.67
GRUSELLE	Vincent	72.73*
GUERY	Julien	87.02*
HERRIOT	Joffrey	85.57*
HOTTIER	Julien	82.32*
HUBERT	Vincent	112.35
IKLEF	Karim	116.12
JOURDAIN	Nicolas	79.13*
KESLER	Loïc	85.35*
LANCE	Aurélié	84.85*
LANGLOIS	Damien	94.60
LAURENT	Kevin	64.95*
LAVARINI	Johan	86.83*
LEGAL	Jessy	57.12*
MAUFFREY	Jean Baptiste	108.87
MICHEL	Adrien	69.47*
MILANO	Aurélié	76.15*
MUNCH	David	86.88*
NOEL	Thomas	72.58*
PANNIER	Jérémy	103.23
POUSSELER	Guy	72.37*

RABOT	Marion	78.63*
SAUNIER	Marion	100.43
SCHLESSER	Cynthia	76.25*
TAVERNE	Olivier	72.7*
THIRION	Thomas	80.45
VINOT	Nicolas	81.60*
VINOT	Quentin	94.48
VISCONTI	Fabien	65.70*
VOGIN	Stéphane	83.55*
VOURRIOT	Vincent	80.25*
WEIER	Michael	124.58
WEIMER	Michael	69.42*
WERLY	Jérémy	107.43

Sont reçus les candidats ayant obtenus 70 points sur 140 sans note éliminatoire.
(*) note (s) éliminatoire (s) ou moyenne insuffisante.

En conséquence, le Brevet National de Jeune Sapeur Pompier est décerné à :
Mademoiselle et Messieurs :

NOM	Prénom	NOTE SUR 140
BEAUDEMONT	Kévin	113.40
BURTIN	Jérémy	93.52
CARDOT	Nathan	110.68
DEGRANGE	Paul	95.28
DUMOULIN	Jérôme	117.93
GAVET	Max	94.67
HUBERT	Vincent	112.35
IKLEF	Karim	116.12
LANGLOIS	Damien	94.60
MAUFFREY	Jean Baptiste	108.87
PANNIER	Jérémy	103.23
SAUNIER	Marion	100.43
THIRION	Thomas	80.45
VINOT	Quentin	94.48
WEIER	Michael	124.58
WERLI	Jérémy	107.43

Fait à NANCY le 30 septembre 2006

Le Président du jury

Colonel B.MODERE

Directeur Départemental

des Services d'Incendie et de Secours

AGENCE NATIONALE DE L'HABITAT

Décision n° 2006.02

M. Régis STENGER, délégué local de l'ANAH de Meurthe-et-Moselle nommé par décision du directeur général de l'ANAH en date du 1^{er} septembre 2005, prise par application de l'article R 321. 11 du Code de la Construction et de l'Habitation.

DECIDE

Art. 1^{er} : Délégation permanente est donnée à M^{me} Isabelle ROUYER-VANNIER, déléguée locale adjointe, à effet de signer les actes et documents suivants :

- 1) pour les territoires hors délégation de compétence : toutes les conventions concernant des logements situés dans le ressort territorial de la délégation locale de l'ANAH, que ces conventions portent ou non sur des logements faisant également l'objet d'une subvention de l'ANAH (conventionnement avec et sans travaux) ainsi que leur prorogation ou résiliation. Le document récapitulatif les engagements du bailleur est signé dans les mêmes conditions que celles relatives à la convention s'y rapportant.
- 2) pour les territoires en délégation de compétence : les conventions qui concernent des logements ne faisant pas l'objet d'une subvention de l'ANAH ainsi que leur prorogation ou résiliation. Le document récapitulatif les engagements du bailleur est signé dans les mêmes conditions que celles relatives à la convention s'y rapportant.
- 3) tous documents afférant à ces conventions, dans le cadre de l'instruction préalable à leur conclusion, leur prorogation ou leur résiliation ainsi que toutes demandes de renseignements auprès des bailleurs ayant conclu une convention au titre l'article L.321-4 ou L.321-8 du CCH.
- 4) de façon générale, pour les besoins du contrôle et dans les conditions prévues à l'article R.321-29, tous les documents relevant de missions de vérification, de contrôle et d'information liées au respect des engagements contractuels et au plein exercice du contrôle de l'agence.
- 5) le cas échéant, tous actes relatifs aux sanctions, en cas d'inexécution des conventions par les bailleurs, dans les conditions fixées dans lesdites conventions.

Art. 2 : En cas d'absence ou d'empêchement du délégué local et de M^{me} Isabelle ROUYER-VANNIER, délégation est donnée à Mademoiselle WINGLER Christa instructeur, aux fins de signer les seuls documents visés aux points 3 et 4 de l'article 1^{er} de la présente décision.

Art. 3 : La présente décision prend effet à compter du 10 novembre 2006.

Art. 4 : Ampliation de la présente décision sera adressée au directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle, pour publication au recueil des actes administratifs du département ; le cas échéant, au président du conseil général ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale ayant signé une convention de gestion des aides à l'habitat privé conformément à l'article L321-1-1 du Code de la Construction et de l'Habitation ; au directeur général de l'ANAH, à l'agent comptable, au directeur territorial, aux intéressé(e)s.

Fait à Nancy, le 08/11/2006

Le délégué local
Régis STENGER

VISA

du directeur départemental de l'Equipe

Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy**Extrait d'acte réglementaire relatif à la mise en œuvre de l'application "infosoins" à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy**

Le Directeur de la CPAM de NANCY

DECIDE

Art. 1^{er} : Dans le but de renseigner ses assurés sur l'offre de soins et les tarifs pratiqués, la Caisse de Nancy met en place un traitement informatique permettant l'interrogation des informations administratives et tarifaires concernant les professionnels de santé et les établissements de soins.

Art. 2 : Cette application est destinée aux agents de la CPAM, à la plate forme de service et sera utilisée par les agents de la Caisse en relation avec le public.

En cas de mutualisation des conventions sont signées entre les CPAM concernées et des habilitations d'accès aux fichiers sont données aux agents des Caisses mutualisées.

Art. 3 : Les informations interrogées sont issues du Fichier National des Professionnels de Santé et du fichier des Etablissements.

Les informations concernant les tarifs sont issues des fichiers de remboursement des Caisses.

Pour les Professionnels de Santé les informations sont les suivantes :

- Nom, prénom, numéro,
- Spécialité
- Adresse
- Téléphone, Fax, E-mail
- Activité
- Centre gestionnaire
- Situation conventionnelle
- Option conventionnelle
- Interdiction d'exercice
- Fourchette des tarifs habituellement pratiqués

Pour les Etablissements de soins les informations sont les suivantes :

- Nom, numéro FINESS
- Adresse
- Catégorie
- Type d'établissement

Art. 4 : Le droit d'accès pour les professionnels aux informations enregistrées sur leur compte s'exerce auprès de la Caisse.

Art. 5 : La présente décision sera portée à la connaissance des bénéficiaires de l'assurance maladie par affichage dans les locaux de la CPAM ouverts au public.

Les professionnels de santé seront informés par courrier.

Fait à Nancy, le 28 novembre 2006

Le Directeur,
Henri MOLON**Avis de concours****C.C.A.S. de Thaon-Les-Vosges****Extrait de l'arrêté d'ouverture réf. CL/NB 2006-929 d'un concours sur titres pour le recrutement d'un(e) infirmier(e) diplômé(e) d'Etat de classe normale aux « CHARMILLES » Maison de la Personne Polyhandicapée de Thaon-les-Vosges et constitution du jury**

Le Président du Conseil d'Administration du C.C.A.S de Thaon-les-Vosges

DECIDE

Art. 1^{er} : Un concours sur titre est ouvert en vue de pourvoir 2 postes vacants d'infirmier(e)s aux « CHARMILLES » Maison de la Personne Polyhandicapée de Thaon-les-Vosges.

Art. 2 : Ce concours se déroulera aux « CHARMILLES ». La date du concours sera fixée ultérieurement compte tenu de la date de publication au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture du département des Vosges.

Art. 3 : Peuvent concourir les personnes de nationalité française ainsi que les ressortissants d'un Etat membre de l'Union Européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique Européen et de la Principauté d'Andorre, âgées de 18 ans au moins et de 45 ans au plus, le 1^{er} janvier 2006 et titulaires des titres et diplômes requis pour l'exercice de la profession d'infirmier(e).

La limite d'âge mentionnée ci-dessus est reculée conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, notamment par les articles 27 et 28 de la Loi n° 86.33 du 9 Janvier 1986 modifiée et l'article 2 du Décret n° 68.132 du 9 février 1968 modifié par les Décrets n° 70.852 du 21 Septembre 1970 et n° 76.1096 du 25 Novembre 1976.

Elle n'est pas opposable aux mères de 3 enfants et plus, aux veuves non remariées, aux femmes divorcées non remariées, aux femmes séparées judiciairement et aux femmes célibataires ayant au moins un enfant à charge qui se trouvent dans l'obligation de travailler, aux personnes reconnues travailleurs handicapés par la COTOREP et dont le handicap a été déclaré compatible par cette commission avec l'emploi postulé, aux personnes civiles non titulaires candidats à l'issue d'une mission de coopération culturelle, scientifique et technique effectuée auprès d'Etats étrangers en application de la Loi n° 72.659 du 13 Juillet 1972.

Les personnes sollicitant pour l'une des raisons susmentionnées le report ou la suppression de la limite d'âge devront joindre à leur demande de candidature des documents justificatifs datant de moins de trois mois.

Art. 4 : L'avis de concours sera publié par affichage dans les locaux de l'établissement et dans ceux des Préfectures et des Sous Préfectures de la

région dans laquelle l'établissement est situé, ainsi que par insertion au Recueil des Actes Administratifs des Préfectures des départements de ladite région.

Art. 5 : Les demandes d'inscription au concours son recevables dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de l'avis du concours au recueil des Actes Administratifs des départements de la région Lorraine et peuvent être déposées ou adressées par envoi recommandé avec avis de réception postal, à l'adresse suivante :

Madame la Directrice
« Les Charmilles »

Maison de la Personne Polyhandicapée
Rue des Cités Cuny BP 24
88151 – THAON LES VOSGES

Auprès duquel pourront être obtenu tous renseignements complémentaires pour la constitution du dossier et de la date du concours.

Art. 6 : Les dossiers de candidatures doivent comporter les pièces suivantes :

- a) Une lettre de candidature et de motivation ;
- b) Une photocopie d'une pièce d'identité justificative de leur état civil et de la nationalité française, à savoir l'une des pièces suivantes :

☞ Copie de la carte nationale d'identité en cours de validité (recto – verso) ;

☞ Copie du livret de famille régulièrement tenu à jour et revêtu de l'une des mentions prévues à l'article 28 du code civil sachant qu'il appartient à l'usager de faire compléter le livret de famille, afin qu'il soit à jour pour valoir justificatif. A défaut, cette pièce est irrecevable.

☞ Copie ou extrait de l'acte de naissance revêtu de l'une des mentions prévues à l'article 28 du code civil.

- c) La photocopie du diplôme dont ils sont titulaires, soit diplôme d'Etat d'Infirmier, soit une autorisation d'exercer la profession d'infirmier sans limitation dans le service où ils sont affectés, soit du diplôme d'Infirmier de secteur Psychiatrique.
- d) Un dossier professionnel comprenant :

☞ Un curriculum vitae établi sur papier libre ;

☞ Les attestations des services effectués, dûment validés par les Directeurs de l'établissement ou les autorités administratives compétentes et indiquant la durée et la nature des fonctions exercées.

- e) Le cas échéant, un état signalétique des services militaires ou une copie de ce document ou de la première page du livret militaire. Pour les candidats nés après le 31 Décembre 1978 et les candidates nées après le 31 Décembre 1982, une attestation de la journée de préparation à la défense.
- f) Deux enveloppes timbrées libellées au nom et à l'adresse du candidat.

Les demandes de candidature des ressortissants d'un Etat membre de l'Union Européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique Européen devront comporter les pièces justificatives demandées ci – dessous : a, d et f, ainsi que les pièces suivantes :

☞ Copie d'une pièce d'identité justificative de leur état civil et de leur nationalité à partir de tout document officiel de leur pays d'origine, accompagnée d'une traduction en langue française établie par un traducteur agréé ;

☞ Une photocopie de la carte de résident ou de séjour en cours de validité ;

☞ Une copie des titres ou diplômes et copie de la décision favorable de la commission nationale d'assimilation des titres ou diplôme pour l'emploi d'Infirmier(e).

☞ Tout document justifiant que le candidat se trouve en position régulière au regard des obligations de service de l'Etat dont il est ressortissant.

Les documents non rédigés en français devront être accompagnés d'une traduction en langue française par un traducteur agréé.

Art. 7 : La liste des candidats autorisés à prendre part au concours, sera arrêtée par la Directrice des « CHARMILLES ».

Il est précisé que pour tous les candidats, la non production des pièces entraînera le rejet de la demande de candidature.

Art. 8 : Le jury du concours est composé comme suit :

- 1) Le Président du C.A du C.C.A.S, ou son représentant ;
- 2) La Directrice de la D.D.A.S.S, ou son représentant ;
- 3) La Directrice de l'établissement ;
- 4) Un cadre Infirmier d'un autre établissement mentionné à l'article 2 de la Loi du 9 Janvier 1986 modifiée.

Art. 9 : La composition nominative du concours est la suivante :

- 1) Monsieur DEGEMARD Raymond, ou son représentant ;
- 2) Madame MOLON, ou son représentant ;
- 3) Madame LHUILLIER Catherine
- 4) Madame CHEVRIER, Cadre de Santé (Hôpital local de Chatel-sur-Moselle)

Art. 10 : Le concours comporte pour chaque candidat :

☞ Un examen des titres exigés pour l'accès au corps concerné par le concours ;

☞ Un examen de lettre de motivation et du dossier professionnel.

Art. 11 : Le jury établit à l'issue de ses délibérations un procès verbal des résultats du concours, il établira deux listes des candidats classés par ordre de mérite, déclarant admis :

☞ 2 candidats au titre de la liste principale. (NB : nombre maximum)

☞ 2 candidats au titre de la liste complémentaire. (NB : nombre maximum)

Cette liste complémentaire est valable un an à compter de la proclamation des résultats et elle permet de faire appel au candidat inscrit sur cette liste en cas d'impossibilité de nomination ou de démission ou de défection du candidat retenu par la liste principale, ou éventuellement, de pourvoir une vacance d'emploi survenant dans l'année qui suit le concours.

Art. 12 : Aucune contestation ne pourra être admise au cas où les circonstances imposeraient l'ajournement, le report ou la suppression du concours.

Art. 13 : Pour l'ensemble des candidats : personnes de nationalité française et personnes ressortissant des Etats membres de la Communauté Européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique Européen et de la Principauté d'Andorre autres que la France :

La nomination en qualité de stagiaire à l'issue du concours est subordonnée à certaines conditions pour avoir la qualité de fonctionnaire. La personne reçue ne pourra être nommée :

Pour les personnes de nationalité française :

Nul ne peut avoir la qualité de fonctionnaire :

- 1) S'il ne possède pas la nationalité française ;
- 2) S'il ne jouit de ses droits civiques ;
- 3) Le cas échéant, si les mentions portées au bulletin n° 2 de son casier judiciaire sont incompatibles avec l'exercice des fonctions ;
- 4) S'il ne se trouve en position régulière au regard du code du service national ;
- 5) S'il ne remplit les conditions d'aptitude physiques exigées pour l'exercice de la fonction.

Pour les candidats reçus ressortissants des Etats membres de la Communauté Européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique Européen ou de la Principauté d'Andorre autres que la France :

Ils ne peuvent avoir la qualité de fonctionnaire :

- 1) S'ils ne jouissent de leurs droits civiques dans l'Etat dont ils sont ressortissants ;
- 2) S'ils ont subi une condamnation incompatible avec l'exercice des fonctions ;
- 3) S'ils ne se trouvent en position régulière au regard des obligations de service national de l'Etat dont ils sont ressortissants ;
- 4) S'ils ne remplissent les conditions d'aptitude physique exigées pour l'exercice de la fonction.

Pour l'ensemble des candidats reçus : ils devront obtenir un résultat favorable aux examens médicaux prévus au décret n° 88 - 386 du 19 Avril 1988 relatif aux conditions d'aptitude physique et aux congés de maladie des agents de la fonction publique hospitalière.

Art. 14 : La présente décision peut être déferée devant le Tribunal Administratif compétant dans le délai de deux mois à compter de la date d'insertion au Recueil des Actes Administratifs du département des Vosges.

Fait à Thion-les-Vosges, le 26 octobre 2006

Le Président du C.A.

R. DEGEMARD

Centre hospitalier de Briey

Avis de concours sur titres pour le recrutement d'infirmiers cadres de Santé

Un concours interne sur titres est ouvert au Centre Hospitalier de Briey situé à Briey (Meurthe et Moselle), en application de l'article 2 décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière, en vue de pourvoir **3 postes d'Infirmiers Cadres de Santé** vacants dans cet établissement.

Peuvent se présenter les candidats

* titulaires du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par les décrets du 30 novembre 1988, n° 89-609 du 1er septembre 1989 et n° 89-613 du 1er septembre 1989

* comptant au 1er janvier de l'année du concours, au moins 5 ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps précités.

Les dossiers de candidatures comprenant les diplômes ou certificats et notamment le diplôme de cadre de santé et un curriculum vitae établi sur papier libre doivent être adressés par lettre recommandée avec accusé de réception pour **le 17 Janvier 2007 au plus tard** (le cachet de la poste faisant foi) à

Madame la Directrice du Centre Hospitalier de Briey
31 Avenue Albert de Briey
B.P. 99
54 151 BRIEY CEDEX

Fait à Briey, le 28 Novembre 2007

La Directrice,
D. LAMBALLAIS

Centre hospitalier de Verdun

Extrait de décision d'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'un Cadre de Santé

Le Directeur du Centre Hospitalier de Verdun

DECIDE

Art. 1 : Un concours sur titres **EXTERNE** est ouvert à partir du 1^{er} février 2007 pour pourvoir un poste vacant de Cadre de santé au Centre Hospitalier de Verdun, dans la filière "personnels infirmiers enseignants".

Art. 2 : Peuvent être candidats les personnes titulaires des diplômes ou titres requis pour être recrutés dans les corps régis par les décrets :

- n°88.1077 du 30 novembre 1988 portant statuts particuliers des personnels infirmiers de la Fonction Publique Hospitalière;
- n°89.609 du 1^{er} septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels de rééducation de la Fonction Publique Hospitalière;
- n°89.613 du 1^{er} septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels médico-techniques de la Fonction Publique Hospitalière;

et du diplôme de Cadre de santé ou certificat équivalent, ayant exercé dans les corps concernés ou équivalents du secteur privé pendant au moins 5 ans en équivalence temps plein, au 1^{er} janvier 2007.

Art. 3 : Les candidatures doivent parvenir dans un délai de **DEUX MOIS** à compter de la date de publication du présent avis au recueil des actes

administratifs des préfectures de la région, au Directeur du Centre Hospitalier de Verdun, accompagnées des pièces suivantes :

- diplômes ou certificats dont ils sont titulaires et notamment le diplôme de Cadre de santé
- un CV établi par le candidat sur papier libre.

Art. 4 : Une décision ultérieure fixera la composition statutaire du jury en application de l'article 6-1° de l'arrêté du 19 avril 2002 susvisé.

Fait à Verdun, le 10 novembre 2006

Le Directeur,
C. WINGERT

Extrait de décision d'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement de deux préparateurs en pharmacie

Le Directeur du Centre Hospitalier de Verdun

DECIDE

Art. 1 : Un concours sur titres est ouvert à partir du 2 mai 2006 au Centre Hospitalier de Verdun pour pourvoir deux postes vacants de préparateur en pharmacie hospitalière.

Art. 2 : Peuvent être candidats les personnes titulaires du diplôme de préparateur en pharmacie hospitalière, âgés de 45 ans au plus au 1^{er} janvier 2006, de nationalité française ou ressortissants de la C.E.E. ; cette limite d'âge est reculée conformément aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.

Art. 3 : Les candidatures devront parvenir **au plus tard le 14 avril 2006** au Directeur du Centre Hospitalier de Verdun, accompagnées des pièces suivantes :

- Un justificatif de nationalité,
- Un extrait de casier judiciaire ayant moins de 3 mois de date,
- Les diplômes et certificats en leur possession,
- Le cas échéant, un état signalétique et des services militaires,
- Un certificat médical délivré par un médecin agréé (liste sur demande disponible à la Direction des Ressources Humaines),
- Pour les candidats bénéficiaires de dispositions législatives et réglementaires permettant un recul de la limite d'âge, les pièces justificatives,
- Un C.V. établi par le candidat sur papier libre, indiquant le ou les titres détenus, les diverses fonctions occupées et les périodes d'emploi. Il y sera joint, le cas échéant, les attestations des employeurs successifs, tant dans secteur public que dans le secteur privé.

Art. 4 : Une décision ultérieure fixera la composition du jury, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 14 juin 2002 susvisé.

Fait à Verdun, le 8 novembre 2006

Le Directeur,
C. WINGERT

Extrait de décision d'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'une sage-femme

Le Directeur du Centre Hospitalier de Verdun

DECIDE

Art. 1 : un concours sur titres est ouvert à partir du 1^{er} Janvier 2007 au Centre Hospitalier de Verdun pour pourvoir un poste vacant de sage-femme.

Art. 2 : Peuvent être candidats les personnes titulaires d'un des diplômes ou titres mentionnés à l'article L-356.2 (3°) du code de la santé publique ou d'une autorisation d'exercer la profession de sage-femme délivrée par le Ministre de la Santé en application des dispositions de l'article L.356, de nationalité française ou ressortissants des Etats Membres de la Communauté Economique Européenne, âgées de 45 ans au plus au 1^{er} janvier 2007. Cette limite d'âge n'est pas opposable aux mères de trois enfants et plus, aux veuves non remariées, aux femmes divorcées et non remariées, aux femmes séparées, judiciairement et aux femmes célibataires ayant au moins un enfant à charge, qui se trouvent dans l'obligation de travailler.

Art. 3 : les candidatures doivent parvenir **au plus tard 1 mois après la publication du présent avis au recueil des actes administratifs** au Directeur du Centre Hospitalier de Verdun, accompagnées des pièces suivantes :

- une photocopie de la carte d'identité,
- un extrait de casier judiciaire n°3 ayant moins de 3 mois de date,
- la copie du diplôme ou titre dûment certifié conforme permettant de postuler à un emploi de sage-femme,
- un certificat médical délivré par un médecin généraliste agréé attestant que l'intéressé n'est atteint d'aucune maladie ou infirmité incompatibles avec l'exercice des fonctions. (listes des médecins agréés disponibles à la Direction des Ressources Humaines du Centre Hospitalier de Verdun)
- un curriculum vitae sur papier libre.

Art. 4 : une décision ultérieure fixera la composition du jury.

Fait à Verdun, le 8 novembre 2006

Le Directeur,
C. WINGERT

Extrait de décision d'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement de trois Cadres de Santé

Le Directeur du Centre Hospitalier de Verdun

DECIDE

Art. 1 : Un concours sur titres **INTERNE** est ouvert à partir du 1^{er} février 2007 pour pourvoir trois postes vacants de Cadre de santé au Centre Hospitalier de Verdun, dans la filière "personnels infirmiers enseignants".

Art. 2 : Peuvent être candidates les personnes titulaires du diplôme de Cadre de Santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par les décrets :

- n°88.1077 du 30 novembre 1988 portant statuts particuliers des personnels infirmiers de la Fonction Publique Hospitalière;

- n°89.609 du 1^{er} septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels de rééducation de la Fonction Publique Hospitalière;
 - n°89.613 du 1^{er} septembre 1989 portant statut particulier des personnels médico-techniques de la Fonction Publique Hospitalière comptant au 1^{er} janvier 2007, au moins 5 ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps précités.

Art. 3 : Les candidatures doivent parvenir dans un délai de **DEUX MOIS** à compter de la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs des préfectures de la région, au Directeur du Centre Hospitalier de Verdun, accompagnée des pièces suivantes :

- diplômes ou certificats dont ils sont titulaires et notamment le diplôme de Cadre de Santé

- un CV établi par le candidat sur papier libre.

Art. 3 : Une décision ultérieure fixera la composition statutaire du jury en application de l'article 6-1° de l'arrêté du 19 avril 2002 susvisé.

Fait à Verdun, le 10 novembre 2006

Le Directeur,
C. WINGERT

Centre psychothérapique de Nancy-Laxou

Avis de concours interne sur épreuves pour le recrutement d'un contremaître au centre psychothérapique de Nancy-Laxou

En application du décret n°91-45 du 14 janvier 1991 modifié, le C.P.N. de LAXOU organise à partir du 2 janvier 2007 un concours interne sur épreuves de contremaître en vue de pourvoir :

1 poste – spécialité restauration

Conditions d'inscription :

Peuvent faire acte de candidature :

- Les Maîtres Ouvriers
- Les Ouvriers Professionnels Qualifiés comptant au moins 2 ans d'ancienneté dans le 4^e échelon de leur grade

Composition et nature des épreuves :

A - épreuves écrites d'admissibilité :

- Composition sur un ou plusieurs sujets de législation hospitalière (durée 1 heure – coeff. 1)
- Questionnaire portant sur les connaissances professionnelles (durée 2 heures – coeff. 2)

B – épreuve d'admission :

- Epreuve orale permettant d'apprécier les connaissances et les aptitudes à l'encadrement suivie d'un entretien avec le jury (durée 15 min – coeff. 2)

Réception et clôture des inscriptions :

Les demandes d'inscription à ces concours doivent être adressées à :

Madame le Directeur des Ressources Humaines

Centre Psychothérapique de Nancy

BP 1010

54521 LAXOU CEDEX

avant le 20 décembre 2006, le cachet de la poste faisant foi

Laxou, le 13 novembre 2006

Le Directeur Adjoint chargé
des Ressources Humaines
I. CAILLIER

Avis de vacances de postes

Vacances de postes dans le grade d'agent administratif au CHU de Nancy

En application du décret n° 2004-118 du 6 février 2004 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la Fonction Publique Hospitalière, sont à pourvoir après inscription sur une liste d'aptitude : 8 postes d'agent administratif au CHU de Nancy.

Modalités de candidatures : Aucune condition de titres ou de diplômes n'est exigée pour faire acte de candidature.

Modalités d'inscription sur cette liste d'aptitude :

Cette liste sera la résultante de :

Examen des dossiers de candidature transmis par une commission

Après sélection par la commission, audition publique des candidats préalablement retenus.

Dépôt des dossiers de candidatures : Les dossiers de candidatures constitués de :

- une lettre de candidature
 - un curriculum vitae détaillé indiquant les formations suivies et les emplois occupés avec précision des durées
- sont à adresser à :

Centre Hospitalier Universitaire de Nancy
Direction des Ressources Humaines
Pôle GPE – Filière administrative – bureau 12
29 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny
54035 NANCY CEDEX

Le dossier peut être valablement :

- adressé par lettre recommandée avec accusé réception
- déposé au bureau n° 12 – pôle GPE – filière administrative contre la remise d'une attestation de dépôt.

Un délai de 2 mois est imparti pour déposer sa candidature à compter de la date de publication de cet avis.

Nancy, le 8 novembre 2006

Pour le directeur général,
La directrice adjointe,
Anne-Lucie BOULANGER

Vacance de postes au titre de la promotion au choix dans le grade d'agent chef deuxième catégorie au centre hospitalier de Lunéville

Conformément aux dispositions du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié, article 4 (2°), l'établissement bénéficiaire d'un poste à pourvoir par nomination au choix au titre de l'année 2006, dans le grade d'agent chef de deuxième catégorie est le suivant :

Centre Hospitalier 1 Poste
1 rue Level – B.P 206
54301 LUNEVILLE CEDEX

Peuvent faire acte de candidature :

- Les contremaîtres principaux, les maîtres ouvriers principaux, les agents techniques d'entretien principaux, les chefs de garage principaux et les conducteurs ambulanciers hors catégorie ainsi que les contremaîtres, les maîtres ouvriers, les agents techniques d'entretien, les chefs de garage et les conducteurs ambulanciers de 1^{ère} catégorie comptant au moins 3 ans de services effectifs dans leur corps

Les candidatures, accompagnées de toutes pièces justificatives de la situation administrative des candidats, doivent être adressées, par écrit, le cachet de la poste faisant foi, à Monsieur le Directeur de l'établissement concerné, dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs.

PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE

Secrétariat général pour les affaires régionales

Extrait de l'arrêté S.G.A.R. N° 2006 - 495 du 3 novembre 2006 portant nomination des membres du Conseil de l'union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie (UGECAM) du Nord-Est

Le préfet de la région Lorraine

Préfet de la zone de défense Est

Préfet de la Moselle

ARRETE

Art. 1er : Sont nommés membres du conseil de l'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie du Nord-Est :

- En tant que représentants des assurés sociaux et sur désignation de :

1. la Confédération Générale du Travail (CGT)

Titulaires : Mlle STEPHANN Ghislaine
(Administrateur de la CRAM du Nord-Est)
Mme DUMENIL Sabine née ETIENNE
(Conseiller de la CPAM de la Marne)

Suppléants : Mme COUVAL Marie-Thérèse née CONRAUD
(Conseiller de la CPAM des Vosges)
M. DECLERCQ Francis
(Conseiller de la CPAM de la Marne)

2. la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)

Titulaires : M. MAZZIER Jean-Pierre
(Conseiller de la CPAM de la Meuse)
Mme TAILLANDIER Elisabeth
(Conseiller de la CPAM de la Marne)

Suppléants : M. FAIVRE Jean-Raymond
(Conseiller de la CPAM de Metz)
M. HARAUT Jacques
(Conseiller de la CPAM de Haute-Marne)

3. la Confédération Générale du Travail-Force Ouvrière (CGT-FO)

Titulaires : M. ZAGAR Patrice
(Conseiller de la CPAM de Longwy)
M. RAUCH Léon
(Conseiller de la CPAM de Sarreguemines)

Suppléants : M. RICHETON Christian
(Conseiller de la CPAM d'Epinal)
M. DHOBIE Jean-Pierre
(Conseiller de la CPAM de la Marne)

4. la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC)

Titulaire : M. DEL GRANDE Patrick
(Conseiller de la CPAM de Nancy)
Suppléant : Mlle TYKOCZINSKY Caroline
(Administrateur de la CRAM du Nord-Est)

5. la Confédération Française de l'Encadrement-CGC (CFE-CGC)

Titulaire : M. INGRET Bernard
(Conseiller de la CPAM de la Haute-Marne)
Suppléant : M. TORNAMBE François
(Conseiller de la CPAM de Nancy)

- En tant que représentants des employeurs et sur désignation de :

1. du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF)

Titulaires : M. BERTRAND Michel
(Conseiller de la CPAM de Nancy)
M. COUR Jean-Louis
(Conseiller de la CPAM de Thionville)
Mlle DUBOIS Danielle
(Conseiller de la CPAM des Ardennes)
M. STROHL Jean-Claude
(Conseiller de la CPAM des Vosges)

Suppléants : Mme RECEVEUR Stéphanie
(Conseiller de la CPAM de Nancy)
Mme FERON-GRENOUILLEAU Colette
(Conseiller de la CPAM de la Meuse)
M. CASTELLO Jean-Pierre
(Conseiller de la CPAM des Ardennes)
M. VILLEMIN Joël
(Conseiller de la CPAM des Vosges)

2. de la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME)

Titulaires : M. SCHOSSELER Jean-Claude
(Conseiller de la CPAM de la Marne)
M. MAHLER Etienne
(Conseiller de la CPAM de Nancy)
Suppléants : M. FUCHS Sébastien
(Conseiller de la CPAM de la Marne)
Mme HENRIOT Marie-Josèphe née PERRIN
(Conseiller de la CPAM des Vosges)

3. de l'Union Professionnelle Artisanale (UPA)

Titulaires : M. GERAULD Michel
(Administrateur de la CRAM du Nord-Est)
M. BACHELARD Georges
(Conseiller de la CPAM de la Marne)
Suppléants : M. POIREL André
(Conseiller de la CPAM de Nancy)
M. VENCK Joël
(Conseiller de la CPAM de la Haute-Marne)

- En tant que représentants de la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF)

Titulaires : M. CHENUT Eric
(Conseiller de la CPAM de Nancy)
M. MARCHAL Aimé
(Conseiller de la CPAM des Vosges)
Suppléants : M. ALBERT Marc
(Conseiller de la CPAM de Metz)
Mme PAILLA Paulette
(Conseiller de la CPAM des Ardennes)

Art. 2 : Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales, le Préfet de la Région Champagne-Ardenne, les Préfets des départements des Ardennes, de l'Aube, de la Marne, de la Haute-Marne, de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et des Vosges, le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel des régions Lorraine et Champagne-Ardenne ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures des départements concernés.

Le Préfet de la Région Lorraine,
Pierre-René LEMAS

Extrait de l'arrêté S.G.A.R. n°2006-521 en date du 08 novembre 2006 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de la région Lorraine
Préfet de la zone de défense Est
Préfet de la Moselle

ARRETE

Art. 1er : Sont nommés membres du conseil d'administration de la Caisse d'Allocations Familiales de Meurthe-et-Moselle :

- En tant que représentants des assurés sociaux sur désignation de :
 - la Confédération Générale du Travail (CGT) ;

Titulaires : M. Eskill ADENOT
Mme Françoise SEIROLLE née PAYEN
Suppléants : M. Abder Rahim FAIQ
Mme Yolande GASPARINI MARITALE
- la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière (CGT-FO) ;
Titulaires : M. Daniel PICCINELLI
Mme Christelle ROUX
Suppléants : Mme Monique BOGE
M. Jean-Claude CHARPENTIER
- La Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT) ;
Titulaires : M. Patrick DELICOURT
Mme Anne-Marie MAUSS
Suppléants : Mme Isabelle ABDELMOULA
Mme Michèle PONCIONI
- La Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC) ;
Titulaire : M. Christian BIRON
Suppléant : Melle Caroline TYKOCZINSKY
- La Confédération Française de l'Encadrement CGC (CFE-CGC) ;
Titulaire : M. Jean Noël DUCHÊNE
Suppléant : M. Jean-Patrick GIL
- En tant que représentants des employeurs :
- sur désignation de l'Union professionnelle artisanale (UPA) ;
Titulaire : Mme Michèle JACQUEMIN
Suppléant : M. Claudius HAMARD
- En tant que représentants des travailleurs indépendants :
- sur désignation de l'Union professionnelle artisanale
Titulaire : Mme Ginette CASPAR
Suppléant : M. Jean-Paul MULLER
- En tant que représentants des associations familiales :
Titulaires : M. Bertrand BELLOCCHIO
Mme Patricia MALGRAS née ISSELLE
M. Annie OLIVIER
M. Etienne SIAUD
Suppléants : Mme Bernadette ALVERNHE
Mme Marie-Claude SEGALT
M. Emmanuel VIEL
- En tant que personnes qualifiées sur désignation du Préfet de région :
Mme Marie-Noëlle FRAGNIERE
Mme Brigitte HENNEQUIN-MORLOT
M. Jean-Paul LACRESSE
Mme Monique VASSEUR

Art. 2 : L'arrêté SGAR N° 2006-452 en date du 9 octobre 2006 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de la Caisse d'Allocations Familiales de Meurthe-et-Moselle est abrogé.

Art. 3 : Le secrétaire général pour les affaires régionales de Lorraine, le préfet du département de Meurthe-et-Moselle, le directeur régional des affaires sanitaires et sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché au bulletin officiel de la région Lorraine ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Le Préfet de la Région Lorraine,
Pierre-René LEMAS

